

correspondance de presse internationale

**inprecor**

**Brésil**

**Une gauche radicale  
aux commandes  
au Rio Grande de Sul**



**Le mouvement national kurde**

## Brésil

<i>La gauche du PT à la tête d'un État en crise</i>	(red.)	3
<i>Esquisse d'un bilan de la campagne du Parti des travailleurs</i>	Joaquim Soriano	3
<i>Les partis politiques au Brésil</i>	(red.)	4
<i>Résultats de l'élection présidentielle</i>	(red.)	4
<i>Résultats des élections des députés au Parlement fédéral</i>	(red.)	5
<i>Un gouvernement de gauche radicale au Rio Grande do Sul</i>	Ernesto Herrera	7
<i>« Pour gouverner nous devons organiser une mobilisation populaire »</i>	Miguel Rossetto	8
<i>La réalité de la crise</i>	Document	11
<i>Construire notre alternative</i>	Chico Vicente	13
<i>L'ajustement structurel ou l'économie du casino</i>	Fabio Pereira	14

## Grèce

<i>L'Alliance Rouge-Verte : notre réponse au défi des temps nouveaux</i>	Yannis Banias	15
<i>Les marches européennes en Grèce</i>	[G. M.]	17

## Portugal

<i>Bloc de gauche au Portugal : la responsabilité du risque</i>	Communiqué du PSR	17
---	-------------------	----

## France

<i>Une liste LO-LCR aux élections européennes</i>	(red.)	18
---	--------	----

## Mouvement national kurde

<i>« Du Moyen-Orient à l'Europe »... et après ?</i>	Fuat Orçun	19
<i>Méthodes du PKK...</i>	[F. O.]	20
<i>La population Kurde en Turquie</i>	[F. O.]	21
<i>La question kurde à l'Est et à l'Ouest de la Turquie</i>	[F. O.]	22
<i>Les positions de l'ÖDP</i>	document	23
<i>Les étapes de la lutte</i>	[F. O.]	24
<i>Les revendications d'Öcalan</i>	document	26

## Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale

<i>Uruguay — décès de Brenda "Marita" Silvara</i>	Ernesto Herrera & PST	30
<i>Sri-Lanka — Agression contre les dirigeants du New Left Front</i>	Sunil Ratnapriya	30

## Note de lecture

<i>Le monde du travail (J. Kergoat et al., La Découverte)</i>	[T. C.]	31
---	---------	----

## Québec

<i>Renforcement de la droite et consolidation de la gauche</i>	Marc Bonhomme	32
<i>Les partis politiques québécois &amp; Résultats électoraux</i>	[M. B.]	33

## EDITORIAL

<i>Arrêter le martyr du peuple irakien !</i>	Livio Maitan	36
--	--------------	----

L'ampleur de nos dossiers sur le Brésil et sur le mouvement national kurde nous a obligé de reporter au prochain numéro l'entretien avec les dirigeants du Parti révolutionnaire des travailleurs de Philippines, que nous avons annoncé dans notre précédent numéro. Pour cette même raison nous avons reporté le compte rendu de la collecte pour le fonds Sénégal. Nous prions nos lecteurs et donateurs de bien vouloir excuser ces retards. [J. M.]

## Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Éditée par la PECL Sarl au capital de 50 000 F. SIREN n° 391 857 562.

**Rédaction et administration :**  
PECL, BP 85, 75522 PARIS Cedex 11, France.

Tél. : 33 0 1 43 79 29 60

Fax : 33 0 1 43 79 29 61

e-mail :

100641.2324@compuserve.com

Rédacteur, directeur de publication, gérant : Jan Malewski

Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

### Conception

de la couverture : Rotographie

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106

Montreuil Cedex, France.

Diffusé dans les librairies par

DIF POP SARL, 21<sup>e</sup> rue Voltaire,

75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31.

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

## Abonnement

(11 numéros par an)

● France - DOM-TOM -	190 FF (6 mois)	360 FF (1 an)	<input type="checkbox"/>
● Europe - Afrique du Nord	240 FF (6 mois)	460 FF (1 an)	<input type="checkbox"/>
● Autres destinations	270 FF (6 mois)	520 FF (1 an)	<input type="checkbox"/>
● <b>PLI FERMÉ (toutes destinations)</b>	(120 FF, 6 mois)		<input type="checkbox"/>
● <b>Moins de 25 ans et chômeurs</b>	(600 FF, 1 an)		<input type="checkbox"/>
● <b>Institutions</b> (lecteurs multiples)	(à partir de 400 FF, 1 an)		<input type="checkbox"/>
● <b>Abonnement de soutien</b>			<input type="checkbox"/>
● <b>Découvrir Inprecor</b> (réservé aux nouveaux abonnés; 75 FF, 3 mois)			<input type="checkbox"/>
● <b>Lecteurs solidaires</b> (abonnement offert à un(e) lecteur/lectrice)			<input type="checkbox"/>

Nom - Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : .....

Pays : .....

Tél./Fax/E-mail : .....

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECL", à adresser à PECL, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PECL", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECL", CCP n° 3.900.41 N Paris.

**Pour continuer Inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser Inprecor autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).**



# La gauche du PT à la tête d'un État en crise

La réélection dès le premier tour de Fernando Henrique Cardoso (appelé FHC au Brésil) à la présidence du Brésil fut salué par la grande presse comme un signe de stabilité. Las, dès son investiture le 1 janvier 1999, FHC a dû faire face à une crise monétaire, qui, en deux semaines, a provoqué une dévaluation de plus de 40 % de la monnaie nationale, le réal, face au dollar. Comme on pouvait s'y attendre, l'adoption par le Congrès des réformes exigées par le FMI (cf. l'article de Fabio Pereira en p. 14), n'a pas suffi pour stabiliser la situation. L'économie brésilienne est en effet fragilisée par les années de recettes néolibérales (cf. notre article en p. 11). Et, contrairement aux apparences, FHC entame son second mandat avec une légitimité amoindrie.

D'abord, malgré une campagne électorale menée à reculons et sans convictions par sa direction, le score obtenu par le Parti des travailleurs (PT) est en progrès. De plus, la gauche du PT, minoritaire lors du dernier congrès national du parti mais jouissant d'une implantation majoritaire dans plusieurs États, a pu faire preuve de sa capacité de construire et de faire gagner un parti de masse.

Principal parti de l'opposition, parti ouvrier de masse, le PT est traversé par des débats stratégiques et marqué par une polarisation grandissante entre son aile gauche, qui fut majoritaire aux congrès de 1989 et de 1994, et une aile droite attirée par les sirènes du social-libéralisme. La campagne électorale du parti en 1998 fut la scène de cette polarisation. Alors que dans l'État du Rio Grande do Sul, le PT hégémonisé par la gauche, menait une campagne d'indépendance de classe, couronnée par l'élection de Olivio Dutra, dans d'autres États des alliances électorales multiformes, voire des passerelles vers FHC comme dans le District Fédéral (où le gouverneur sortant du PT fut finalement

battu), ont vu le jour.

Les succès remportés par la gauche du PT, au sein de laquelle nos camarades de la tendance Démocratie socialiste jouent un rôle important, la placent aujourd'hui face à des responsabilités accrues. A la tête de l'État de Rio Grande do Sul et de la mairie de Porto Alegre, sa capitale, elle doit faire la preuve que sa stratégie permet non seulement de gagner les élections, mais aussi de construire un rapport de forces face à la bourgeoisie, qui domine l'État fédéral. Elle doit pour cela peser sur l'orientation du PT et des syndicats, pour que ceux-ci

jouent à nouveau un rôle moteur dans les mobilisations sociales, que la politique d'austérité accrue de FHC met à l'ordre du jour.

Nous avons rassemblé dans ce dossier des articles publiés dans le journal de nos camarades de Démocratie socialiste, *Em Tempo*, qui témoignent des batailles engagées par la gauche du PT au sein du parti et dans le mouvement syndical. Et nous nous sommes entretenus avec notre camarade Miguel Rossetto, élu vice-gouverneur de cet État, avant l'investiture du gouvernement de gauche au Rio Grande do Sul (p. 8). ■

## Esquisse d'un bilan de la campagne du Parti des Travailleurs

par  
Joaquim Soriano\*

Quelle que soit l'importance de la courte période de la campagne électorale, la victoire se construit bien avant, ancrée dans le quotidien des luttes, dans la cohérence des prises de position d'un parti qui se forge une identité de représentant de "ceux d'en bas" tout en se différenciant des représentants de "ceux d'en haut".

Avant les dernières élections, la direction du Parti des travailleurs (PT) a perdu beaucoup de temps à discuter de la formation d'une alliance de centre-gauche avec, entre autres, Ciro Gomes (1) — alliance qui a fini par échouer. Après cet échec et compte tenu du scepticisme régnant sur la candidature de Lula, la majorité de la direction ne s'est pas avérée capable

de préparer le PT pour la bataille électorale.

La période précédant la campagne électorale a été marquée par une forte offensive du gouvernement avec la loi de privatisation de l'entreprise de télécommunication nationale Telebras. A cet épisode, le PT et son candidat Lula n'ont pris part que de façon marginale. C'est à partir de là, pourtant, qu'un débat houleux a eu

\* Joaquim Soriano est secrétaire à l'organisation de la direction nationale du PT. Il milite dans la tendance Démocratie socialiste, qui s'identifie avec la IV<sup>e</sup> Internationale. Le bilan que nous reproduisons ci-dessus a été publié dans *Em Tempo* n° 304 de novembre 1998, journal de la tendance Démocratie socialiste du PT, dans le but de nourrir le débat au sein du PT.

1. Ciro Gomes a été le candidat du PPS à la présidence du Brésil, il a obtenu 10,97% des suffrages exprimés.

# Brésil

lieu au sein de la coordination de la campagne Lula et que quelque chose a changé.

Récapitulons les termes de ce débat. La position de la majorité de la direction reposait sur une orientation vers des alliances larges. Le personnel de la commission désignée pour rédiger la plate-forme électorale, sur la base d'une analyse des sondages et avec le soutien de la majorité de la coordination de la campagne, a formulé une proposition initiale symbolisée par un logo en forme de petite boule bleue souriante. L'axe de campagne était la dénonciation de la politique sociale du gouvernement. La monnaie, le réale, étant bien acceptée par la population, ne pouvait surtout pas être attaquée. Lula ne devait pas évoquer l'économie, discours réservé de l'adversaire.

Quelle erreur ! Au contraire, l'approfondissement de la crise économique et la crise boursière qui se généralisait dans le monde entier ont contraint de changer de cap. Il a été nécessaire d'affirmer que la responsabilité de cette crise incombait au gouvernement de Fernando Henrique Cardoso et que le Brésil avait besoin d'une autre politique et d'un nouveau gouvernement. Cette idée, si élémentaire pour quelqu'un qui



entend quelque chose à la lutte pour le pouvoir, semblait hérétique pour certains membres de la direction du PT, les mêmes qui défendaient le petit ballon souriant et qui, dans un acte chargé de sens, placèrent des tentures blanches comme fond pour la première émission télévisée de la campagne

officielle. Les drapeaux blancs ont par la suite disparu mais la boule bleue restée jusqu'à la fin. L'effet néfaste de cette dernière a été diminué par le fait que le "personnage" de Lula, très étroitement identifiée au PT et à l'opposition, a été plus éloquent pour les électeurs que les thèmes retenus pour

## Les partis politiques au Brésil

● **PFL** (Parti du Front libéral) est issu de l'ARENA, l'ancien parti de la dictature militaire. Il a été le principal soutien du président Collor jusqu'à sa destitution pour corruption. De droite, avec une base surtout dans le nord-est du pays et dans les secteurs ruraux, il est, avec le PSDB, le principal soutien du président Fernando Henrique Cardoso (FHC).

● **PSDB** (Parti de la social-démocratie brésilienne), provient d'une scission des secteurs "centre-gauche" du PMDB, avec un projet d'unifier les secteurs d'orientation social-démocrate (sans aucun lien avec le mouvement syndical) et des secteurs socio-libéraux. En 1989 sa direction soutenait officiellement "Lula" au second tour de la présidentielle, mais en réalité nombre

de ses dirigeants s'engagèrent aux côtés de Collor. Depuis ses liens avec les centres financiers internationaux se sont affermis, ce qui fut explicite lorsqu'un de ses dirigeants, Fernando Henrique Cardoso, un sociologue d'origine marxiste, devint Ministre des Finances dans le gouvernement de Itamar Franco (successeur de Collor) et maître d'œuvre du "plan de stabilisation" sous la houlette du FMI. C'est sur cette base que FHC parvint à devenir le candidat unique de la bourgeoisie contre "Lula" en 1994 et fut élu président.

● **PMDB** (Parti du mouvement démocratique brésilien) a ses ori-

gines dans le MDB, le parti de l'opposition légale durant la dictature militaire. A la fin de la dictature, ce fut le principal parti parlementaire, mais il souffrit d'une érosion de ses forces à la suite des affaires de corruption de ses dirigeants les plus en vue (en

teurs se réclamant de la droite, du centre et du centre-gauche. Soutient FHC et fait partie de son gouvernement.

● **PPB** (Parti progressiste brésilien), fusion du Parti progressiste renouvateur (issu de l'ARENA) et du Parti populaire en 1964, représente la droite populiste. Son principal dirigeant, Paulo Maluf, fut maire de Sao Paulo. Il n'a pas pris part à la coalition qui porta FHC au pouvoir en 1994, mais s'est intégré depuis au bloc gouvernemental.

● **PTB** (Parti travailliste brésilien), parti de droite qui, malgré son nom, n'est pas l'héritier du PTB d'avant le coup d'État militaire de 1964.

Dirigé par un banquier, il a soutenu FHC dès 1994.

● **PSD** (Parti social démocratique), vieux parti de droite,

## Résultats de l'élection présidentielle

Abstentions	22 798 904	21,49 %
Blancs	6 688 612	8,03 %
Nuls	8 884 426	10,67 %
Exprimés	83 296 085	78,51 %
Fernando Henrique Cardoso	36 936 918	53,06 %
Luis Ignacio da Silva "Lula"	21 475 348	31,71 %
Ciro Gomes	7 426 235	10,97 %
Enéas (droite)	1 447 075	2,14 %
Autres		2,06 %

particulier les ex-gouverneurs de l'État de Sao Paulo, Orestes Quercia et Luiz Antonio Fleury). Cohabitent en son sein des sec-

la campagne présidentielle.

Pour pouvoir parler d'une victoire politique significative du PT, il aurait fallu qu'il y ait un second tour pour les élections présidentielles et que Lula y soit présent. Pourtant le président Fernando Henrique Cardoso aurait tort de pavoiser : Lula est arrivé en tête dans deux Etats — le Rio Grande do Sul et Rio de Janeiro — et dans une dizaine de capitales d'État. De plus, le PT est sorti renforcé des élections d'octobre 1998, force motrice d'une alliance de gauche et présent de façon significative sur tout le territoire national, avec l'envergure d'une force d'opposition implacable au gouvernement de Fernando Henrique Cardoso.

### Les alliances

Si le PT est sorti nationalement renforcé de ce processus électoral, ce parti a besoin d'être repris en main. Pour la plupart de ses candidats, les instituts de sondage annonçaient de faibles résultats. S'ils ne furent effectivement pas tous élus, certains ont obtenu des scores plus qu'honorables, surtout dans les centres urbains. C'était le cas des candidatures au Sénat, de Ana Júlia dans l'État de Pará, de Haroldo Sabóia dans le Maranhão ou de Hugo Manso dans le Rio Grande do Norte, ou encore des candidats au poste de gouverneur

comme Milton Mendes dans l'État de Santa Catarina ou Zezéu Ribeiro pour l'État de Bahia — dans la majorité des cas des candidatures de front large de gauche.

Dans l'État d'Alagoas, l'alliance du Parti socialiste du Brésil (PSB) et du PT, qui avait été battue en 1996, s'est resoudée pour faire face à la profonde crise économique, sociale et politique dans laquelle les oligarchies avaient plongé l'État. La grande mobilisation populaire qui a chassé le gouverneur Suruagy a débouché sur la victoire électorale ayant porté Lessa au poste de gouverneur et Heloisa Helena à celui de sénateur.

Il sera indispensable de beaucoup débattre au sein du PT pour doter le parti d'une conception plus homogène des alliances électorales. Un examen minutieux des résultats électoraux pourra sans doute y contribuer. Si l'alliance avec le PDT a été importante au plan national et dans la victoire au Rio Grande do Sul, ce qui s'est passé dans l'État de Rio de Janeiro soulève de nombreuses interrogations. Quel bilan tirons-nous de l'annulation du congrès du PT dans cet État ? En quoi une candidature du PT au premier tour aurait-elle gêné la victoire au second tour du candidat du PDT, Garotinho ? Au Rio Grande do Sul, le PT et le PDT ont présenté des candidats concurrents au premier tour, qui ont fait alliance, victorieuse,

pour le second. Il est certain que le score du PT aux élections de 1994 dans le Rio de Janeiro a été très mauvais, mais cela n'empêchait pas de participer à la bataille électorale et de faire mieux cette fois-ci.

Pour ce qui est du PDT dans l'État de São Paulo, son candidat Rossi a dépassé tous les pronostics les plus optimistes. Mais à cause des inconséquences de son parti — qui a appelé à voter pour Paulo Maluf au second tour —, l'État est retombé dans l'escarcelle du "malufisme" comme s'il ne l'avait jamais quittée. Quant au PSB, l'énorme gâchis du gouvernement Arrães au PERNANBUCO (que le PT avait soutenu lors des élections de 1994) n'a pas pu être dépassé par un choix d'alliance à gauche, pour la simple raison que nous n'avons pas su proposer une alternative. L'alternance a eu lieu en faveur de l'alliance de droite entre le Parti du mouvement démocratique du Brésil (PMDB) et le Parti des forces libérales (PFL). L'apparition du PSB dans l'État de São Paulo a été très confuse : le PSB s'est allié au PDT pour présenter Rossi au premier tour, mais au second tour, à l'instar du PDT, le suppléant socialiste de Rossi, Pinotti, s'est également prononcé en faveur de Maluf.

Le PT de l'État d'Amazonie est par-



absorbé par l'ARENA sous la dictature militaire, reconstitué depuis. Soutien FHC et n'a rien de commun avec la social-démocratie.

● **PT** (Parti des travailleurs) fondé en 1980, devenu principal parti de l'opposition. C'est un parti ouvrier de masse issu de la fusion entre les secteurs syndicaux radicalisés dans les luttes contre la dictature militaire déclinante — dont son principal dirigeant, Luis Ignacio da Silva "Lula" est le symbole — les courants chrétiens radicaux (communautés de base) et les secteurs de la gauche marxiste (surtout trotskistes). Ses militants furent à l'origine de la construction de la

Résultats des élections des députés au Parlement fédéral				
Parti	Sortants	Voix	%	Élu(e)s
<b>Ont soutenu Fernando Henrique Cardoso</b>				
PFL	110	11 526 193	17,3	106
PSDB	95	11 684 900	17,5	99
PMDB	88	10 105 609	15,2	82
PPB	77	7 558 601	11,3	60
PTB	23	3 768 260	5,7	31
PSD	3	503 713	0,8	3
<b>Total</b>	<b>396</b>			<b>381</b>
<b>Ont soutenu "Lula"</b>				
PT	50	8 786 499	13,2	58
PDT	23	3 776 541	5,7	25
PSB	14	2 273 751	3,4	18
PCdoB	9	869 270	1,3	7
<b>Total</b>	<b>96</b>			<b>109</b>
<b>Autres partis</b>				
PL	10	1 643 881	2,5	12
PPS	7	872 348	1,3	3
Autres	4			8

Centrale unique des travailleurs (CUT), principale force syndicale au Brésil. Cohabitent en son sein des secteurs révolutionnaires (dont la tendance Démocratie socialiste, qui s'identifie à la IV<sup>e</sup> Internationale), des secteurs de la gauche radicale et des secteurs attirés par un projet social-démocrate (voire social-libéral...).

● **PDT** (Parti démocratique travailliste), héritier du PTB d'avant la dictature militaire, affilié à l'Internationale socialiste, centre-gauche populiste dirigé par Leonel Brizola. Opposé à FHC et au néolibéralisme en général, le PDT fait alliance avec le PT.

● **PSB** (Parti socialiste brésilien), petit parti au

profil social-démocrate de gauche, il a soutenu "Lula" en 1989, 1994 et 1998. Son dirigeant, Miguel Arraes, fut l'une des principales personnalités de la gauche avant la dictature militaire. Participe à l'opposition contre FHC.

● **PCdoB** (Parti communiste du Brésil), gauche ex-maoïste, ex-pro albanais. Remet peu à peu en cause son attachement au stalinisme. A participé aux fronts de soutien à "Lula" en 1989, 1994 et 1998. Dans l'opposition contre FHC.

● **PL** (Parti libéral) vieux parti de droite, vaguement fédéraliste.

● **PPS** (Parti populaire socialiste), issu de l'ancien Parti communiste brésilien, se réclame du PDS italien. De plus en plus réduit. A pris part au front de soutien à "Lula" en 1994, mais a depuis adopté une attitude ambiguë envers le gouvernement FHC. A présenté Ciro Gomes en 1998.

## Brésil

tie prenante d'un front de gauche avec le Parti populaire brésilien (4). L'exécutif national du PT avait décidé qu'il fallait sortir de cette alliance. Les militants du PT de l'État ont choisi d'y rester, l'alliance a été reconduite et il n'y a eu finalement aucune intervention de la direction nationale. Le PT a obtenu un député d'État en Amazonie. Une interrogation demeure : le bon score de notre candidat au sénat, Marcos Barros, était-il dû au seul PT ou à l'alliance avec le PPB ?

L'expérience semble prouver qu'avec des fronts de gauche, dont l'unité est construite avant les élections, dans les différentes luttes sociales et politiques, on peut combattre et vaincre la domination des oligarchies conservatrices. Tandis qu'avec des alliances sans cohérence, qui ne proposent pas une alternative de changement net, le résultat est négatif. Dans ce dernier cas, les forces ne s'additionnent pas et on perd les élections.



### São Paulo et Rio Grande do Sul

Notre candidate dans l'État de São Paulo, Marta Suplicy, a raté le second tour d'un petit rien.

La direction du PT ne croyait pas qu'il était possible de sortir victorieux d'une bataille électorale contre le "malufisme" et les "Toucan" du PSDB. Il s'agissait pour elle de présenter une candidature de figuration "pour la forme" au premier tour. Dans la dernière ligne droite de la campagne, tout particulièrement après le tour favorable qu'avait pris le dernier débat télévisé, la candidature de Marta Suplicy avait besoin de plus d'énergie, de travail de direction et de matériel. Elle n'a rien obtenu de tout cela. L'incapacité de la direction nationale à organiser notre victoire a permis que la campagne assourdissante du PSDB pour le "vote utile" donne des résultats jusque dans la base électorale "pétiste". Il s'en est fallu de peu pour que nous soyons en train d'écrire une autre histoire.

Par contre, la victoire du PT dans le Rio Grande do Sul a été construite tout au long d'une histoire empreinte de cohérence, où le PT a cherché à diriger l'ensemble de la gauche dans

une alternative de gouvernement sans ambiguïté. Ce choix stratégique a modelé le PT *gaucho* (2) dans la construction d'un parti d'une totale clarté programmatique et tendu vers l'objectif de conquête du pouvoir. C'est parce qu'il a fait confiance à ses propres forces, qu'il a construit des directions et des références politiques régionales, et qu'il a su mettre en œuvre une politique d'alliance ancrée à gauche, que le PT *gaucho* a pu attirer tout le camp démocratique et populaire.

### Le second tour

Les gains politiques du PT ont été grandement compromis par la fragmentation qui est intervenue lors du second tour. Cela fait des années que le PT connaît des tensions entre des centres de pouvoirs autonomes, qui cherchent à se légitimer de façon conflictuelle avec les règles de fonctionnement du parti. Mais ce qui s'est produit lors de ces élections, et tout particulièrement au second tour, a pris une dimension qui compromet jusqu'à la conception de parti politique telle que le PT l'avait inaugurée.

La direction nationale, réaffirmant en cela la position du dernier congrès national du PT, incitait les militants à ne pas soutenir des partis ou des candidats qui appuient le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso. A São Paulo, pourtant, la direction du PT de l'État a accepté une résolution douteuse en contradiction avec la résolution nationale et a organisé un défilé de militants pétistes dans les émissions électorales du gouverneur sortant du PSDB, Mario Covas. Il ne s'agissait pas de seulement de consignes de vote en faveur de Covas ou contre Maluf — invoquant la polarisation héritée de la lutte "dictature contre démocratie" — mais de déclarations de soutien, louant les qualités du gouverneur "toucan". Ceci est aggravé par le contexte du débat sur la participation ou non au gouvernement de Covas. Soutenir, voire collaborer avec le principal gouvernement d'État sur lequel s'appuie Fernando Henrique Cardoso constitue au mieux une tentative d'affaiblir les forces de l'opposition et, au pire, un signe de capitulation devant le projet néolibéral.

Dans le Minas Gerais, lors du

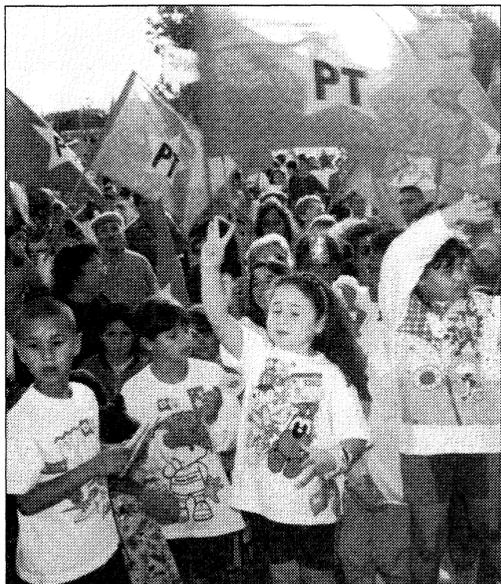
second tour, les maires et les députés du PT se sont divisés — une partie soutenant Itamar Franco (ancien vice-président du Brésil, sous Fernando Collor de Melo) du PMDB et l'autre Eduardo Azevedo du PSDB. Après la victoire du premier, un des arguments clefs de ceux qui défendaient la participation au gouvernement d'Itamar Franco consistait à dire que même ceux qui soutenaient Azevedo y étaient désormais favorables ! Cette tendance à adhérer au gouvernement est impressionnante pour sa rapidité à brouiller les repères en matière d'adversaires politiques. Mais ce qui impressionne davantage c'est l'abandon total de l'idée de construction d'une véritable alternative, et la soumission de fait à des alliances conservatrices avec le PFL ou le PMDB au nom d'une opposition rituelle et sans contenu.

Dans le District fédéral (État de la capitale fédérale, Brasilia), le candidat du PT, Cristovam Buarque était présent au second tour. Il a sollicité et obtenu le soutien de Fernando Henrique Cardoso, du PFL, de personnalités du gouvernement Collor (comme Paulo Otavio) et a finalement perdu — de peu il est vrai. A trop chercher à élargir ses alliances à droite, le PT a perdu l'adhésion active de secteurs sociaux démocratiques. La candidature était finalement si large qu'elle a perdu et son identité et les élections en faveur d'un populiste de droite qui manipulait les couches les plus pauvres de la population.

Notre bilan des élections de 1998 doit être exhaustif et approfondi, le processus de fragmentation qui guette le PT doit être enrayé. Le nombre de voix exprimées en faveur du PT dans tout le pays confirme que le PT est perçu par de larges secteurs sociaux comme leur représentant politique. Le PT n'a pas le droit de tourner le dos à cette responsabilité. Nous devons collectivement reconnaître nos erreurs et comprendre nos succès, pour mieux réaffirmer un projet de société distinct de la barbarie que le capitalisme laisse comme héritage du XX<sup>e</sup> siècle.

São Paulo, décembre 1998

2. Nom que l'on donne aux habitants du Rio Grande do Sul, qui vient des légendaires "gardiens de vaches".



par  
Ernesto Herrera\*

Le 25 octobre 1998, l'alliance du Front populaire (FP) dirigée par le Parti des travailleurs (PT) l'a emporté lors des élections de l'État du Rio Grande do Sul, au Brésil (1). Cette victoire, qui s'est accompagnée d'une formidable polarisation politique, a une portée bien plus large. Au deuxième tour des élections sénatoriales, Olivier Dutra, candidat de la gauche, a obtenu 50,78 % des suffrages (2 844 767 voix), face au candidat officiel, Antonio Britto, qui en a obtenu 49,22 % (2 757 401 voix). L'affrontement entre deux projets politiques irréconciliables se développe maintenant sur la scène nationale, dans un contexte marqué par la crise économique, par les mesures d'austérité draconiennes imposées par le gouvernement néolibéral de Fernando Henrique Cardoso et le capital international, et par une résistance sociale qui se radicalise.

Le secrétaire du PT pour l'État du Rio Grande do Sul a présenté le 7 novembre un premier bilan des élections, en rupture avec les options conciliatrices qui prévalent dans de nombreux secteurs de la gauche latino-américaine — y compris des dirigeants du PT lui-même. Le bilan comme les propositions sont parfaitement clairs : « Notre victoire — déclara-

re la résolution — a été acquise dans le cadre d'une profonde lutte politique de classe. (...) Nous avons gagné grâce à un puissant mouvement politique que nous avons construit autour de nos propositions et de notre candidature. (...) C'est la victoire d'un projet politique radicalement démocratique qui revendique les responsabilités de l'État dans la régulation de l'économie, dans l'impulsion d'un développement basé sur la redistribution des bénéfices et la justice sociale, et dans la prise en compte des demandes de la société en matière d'amélioration de la quali-



Miguel Rossetto (vice-gouverneur) et Olivio Dutra (gouverneur)

té de la vie. (...) La lutte de classe intense qui a marqué cette confrontation électorale et la mobilisation sociale qui a assuré notre victoire ne se dissoudront pas dans cette nouvelle expérience de gouvernement. Les déclarations des barons de l'industrie locale et des instances patronales, le comportement des rangs conservateurs de ces derniers jours donnent le ton de ce que seront leurs rapports avec le gouvernement nouvellement élu. Mais si des secteurs du grand capital s'attacheront à isoler notre

## Un gouvernement de gauche radicale au Rio Grande do Sul

gouvernement, il pourra bénéficier, au contraire, d'une puissante mobilisation sociale des secteurs qui ont assuré notre victoire. »

La résolution de la direction régionale du PT dessine le cadre de la confrontation, tout en affirmant le cadre programmatique stratégique : « La période imposera une dynamique de lutte sociale de défense du gouvernement démocratico-populaire, un gouvernement qui, au-delà de l'administration de l'État, cherchera à définir une politique créative et offensive dans un contexte national d'exclusion sociale en pleine expansion. Nous devons relever le défi de nous constituer en alternative de gauche, une référence politique et culturelle pour le développement des forces démocratiques et populaires du pays. »

En résumé, un gouvernement de gauche qui ne se contentera pas de gérer décemment les biens publics, mais disputera aussi le rapport de forces à la droite néolibérale, dans le cadre d'une véritable lutte de classe entre travail et capital. La résolution met ainsi en avant une des initiatives que devrait prendre le nouveau gouvernement, celle de « construire un vaste mouve-

\* Ernesto Herrera est un dirigeant du Parti socialiste des travailleurs (PST, section uruguayenne de la IV<sup>e</sup> Internationale).

1. L'État de Rio Grande do Sul (capitale : Porto Alegre), avec 10 millions d'habitants et un PIB de 56 milliards de réales (67,2 milliards de dollars... avant la dévaluation du réel, environ 40,3 milliards au moment où nous mettons sous presse) est le cinquième État du Brésil par son importance.

## Brésil

ment de masse qui s'oppose sur le plan idéologique aux choix politiques de Cardoso et des classes dominantes, et qui assume, en toute solidarité, la définition de la politique et la défense du gouvernement démocratique et populaire de Rio Grande. »

Cette même résolution propose encore trois initiatives : réaliser une expertise des privatisations en association avec les organisations sociales ; faire de la date du 1 janvier 1999, quand le camarade Olivio Dutra prendra ses fonctions, une grande mobilisation populaire ; et convoquer un vaste Rassemblement national pour s'opposer à la politique fiscale du gouvernement fédéral et aux accords de paiement de la dette des différents États.

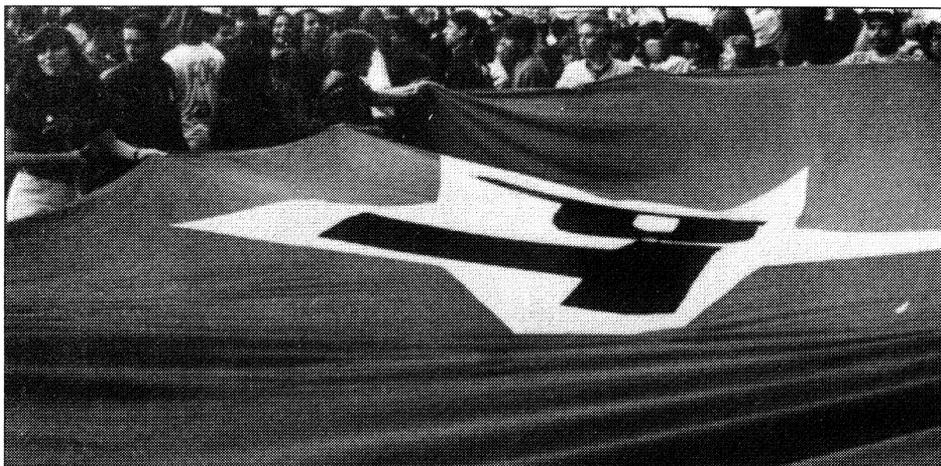
Cette victoire et ce soutien populaire massif s'expliquent évidemment aussi par l'expérience des gouvernements successifs du PT dans des dizaines de municipalités de cet État et en particulier sa capitale, Porto Alegre. La mise en œuvre de la politique du « budget participatif » (2) a joué un rôle fondamental dans

l'organisation et la mobilisation de dizaines de milliers de personnes et d'associations civiles pour défendre leurs revendications politiques, économiques et sociales. Mais aujourd'hui les problèmes se multiplient : chantage de la droite et des entreprises, hostilité ouverte d'une Assemblée législative (le parlement de l'État) où les partis favorables au néolibéralisme ont une large majorité (55 députés contre 20), et le poids de l'héritage brutal de la législature de Britto. ■



Raul Pont,  
maire de  
Porto Alegre  
et "Lula"

2. Cf. Thomas Coutrot, *Démocratie directe : l'expérience de Porto Alegre*, Inprecor n° 409 de janvier 1997.



### Entretien avec Miguel Rossetto\*

● *La victoire du Front populaire à Rio Grande revêt une grande importance pour la gauche, au-delà même des frontières. C'est ainsi que le Frente Amplio en Uruguay a adopté à l'unanimité un message de solidarité avec le nouveau gouvernement. Ce gouvernement prend ses fonctions dans une situation marquée par la mise en place du Mercosur (1). Comment l'envisagez-vous ?*

**Miguel Rossetto** : En matière de Mercosur comme de questions culturelles, nous nous efforçons de mettre en place un scénario qui repose, par exemple, sur les municipalités (prefeituras), une politique très offensive, qui associe l'Uruguay, l'Argentine, et cherche à ouvrir de nouveaux espaces sur ces terres du Rio Grande.

● *Le premier débat virulent de cette période de transition touche sur ce que vous appelez le "chantage fiscal". Cela concerne clairement les ressources financières dont disposera le nouveau gouvernement. Il semblerait qu'au cours de la première année de cette législature, il ne sera pas possible de financer des travaux d'infrastructure ni d'augmenter les salaires des fonctionnaires. Comment voyez-vous cette situation ?*

— C'est une question intéressante. Les libéraux et les néolibéraux professent deux maximes en matière idéologique : l'idée de l'équilibre budgétaire d'une part et d'autre part l'idée que l'État est une instance politique incompétente, dépassée, bureaucratique, une machine pesante. Mais si nous considérons le seul cas de Rio Grande do Sul, le nôtre, on voit que la gestion de l'équipe Britto, une gestion néolibérale, même de leur point de

vue à eux, de leurs propres postulats, est un scandale. Ce gouvernement a augmenté les impôts, vendu le patrimoine public pour une somme de 5 milliards de réales (quelque 5 milliards de dollars), ce qui équivaut au budget annuel de l'État, à plus de 10 % du PIB de l'État (entreprises de télécommunications, de production électrique, d'assurances) et aggravé la dette interne, la dette publique consolidée de l'État : elle est passée de 7 milliards de réales à 17 milliards. Si donc tu considères la question de l'équilibre budgétaire, même en adoptant un postulat libéral, tu te rends compte que tout est faux. Mieux vaut en rire. Par contre, le PT, lui, assure l'équilibre budgétaire à la mairie de Porto Alegre. En quatre ans de politique néolibérale au Rio Grande, ils ont augmenté les impôts, bradé le patrimoine public, augmenté l'endettement et démantelé les services publics.

Quel type d'État ont-ils construit pendant ces quatre années ? Du classique : un instrument de transfert de la rente publique vers les grands groupes monopolistes et un État qui se plie à la logique du capital financier et du projet politique néolibéral. C'est un État conçu pour assurer le remboursement de la dette et soutenir le

\* Miguel Rossetto, 38 ans, mécanicien et syndicaliste dans la métallurgie dans la ville de Sao Leopoldo à la fin des années 70 et au début des années 80. Il a été élu député fédéral pour le PT en 1994 et milite dans la tendance Démocratie Socialiste, qui s'identifie avec la IV<sup>e</sup> Internationale. Il vient d'être élu vice-gouverneur de l'état de Rio Grande do Sul. Cet entretien a été réalisé le 27 novembre 1998 à Porto Alegre par Ernesto Herrera.

1. Le Mercosur regroupe l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay.



# « Pour pouvoir gouverner nous devons affronter Cardoso et organiser une mobilisation permanente de la population »

capital financier. J'insiste sur cet aspect : un instrument de transfert des ressources nationales vers les grands groupes économiques, les General Motors, Ford, etc. et donc un État qui renonce à jouer un rôle régulateur, à assurer à la société les services publics essentiels.

Parallèlement, le budget diminue, ce qui paraît contradictoire avec l'augmentation générale des impôts. Mais c'est parce que le gouvernement actuel entend mener une politique de modernisation de l'appareil de production qui passe par une réduction des impôts payés par les entreprises privées, censée favoriser de nouveaux investissements.

● *Ce débat est apparu dès la mise en place du Mercosur...*

— Oui, c'est un débat très intéressant, qui a d'ailleurs eu cours également en Europe. Au Brésil, du fait de sa structure fédérale, cette question prend une forme très classique : le grand capital pèse pour obtenir une réduction des dépenses publiques. L'État du Rio Grande do Sul est aujourd'hui un État en faillite, avec un déficit courant de 110 millions de réales par mois. Et il ne faut pas oublier le poids de la dette auquel le gouvernement central ne peut pas faire face.

● *Justement, vous avez engagé le débat sur le paiement de la dette, un moratoire...*

— Oui, un moratoire. La politique néolibérale est absolument irresponsable. Le taux moyen de croissance est de 1,3 %, un résultat très médiocre, avec une baisse de la production agricole et industrielle, un chômage qui touche 850 000 personnes dans notre État, et un appauvrissement massif. La politique de concentration des res-

sources par le gouvernement central qu'impose le président Cardoso prive les gouvernements des États et les municipalités de tout moyen de développement, alors même qu'il renonce à prendre en charge les travaux d'infrastructure ou d'assistance sociale.

Cela veut dire que si nous renonçons aux privatisations, nous ne pouvons pas financer notre budget. Et nous nous trouvons piégés dans une situation où les gouvernements des États sont privés de toute autonomie financière et politique, et donc dans l'impossibilité de mettre en pratique leur programme approuvé dans les élections (il faut dire que c'est bien le cadet des soucis des libéraux que de répondre aux attentes des électeurs).

Les accords qu'ils ont signés pour la renégociation de la dette extérieure, qui engagent à hauteur de 13 % le budget de notre État, prévoient des pénalités en cas de défaut de paiement qui peuvent atteindre 17 % de ce budget. Par exemple, si le gouvernement d'Olívio Dutra ne privatise pas Banesur (la banque de l'État), il sera pénalisé pour cette décision, et le poids du paiement de la dette passera de 13 à 17 %.

● *Cela fait penser aux clauses prévues dans l'AMI...*

— Exactement, en pire même. Si nous ne payons pas à hauteur des 13 % imposés, le gouvernement fédéral est maintenant autorisé à prélever directement dans tes caisses de quoi assurer le remboursement de la dette publique.

● *On est donc dans une situation de conflit permanent avec le gouvernement fédéral. Comment gouverner dans ces conditions ?*

— Pour mettre en œuvre notre propre

programme de gouvernement, nous allons devoir négocier ferme et nous opposer en permanence au gouvernement fédéral, nous battre pour la révision de ces accords qui créent des contraintes à long terme.



Nous n'allons pas verser les 13 % de notre budget, ni vendre le patrimoine public ; et pour pouvoir gouverner nous devons obtenir la rupture de ces accords, affronter le gouvernement Cardoso, et donc organiser un processus de débat et de mobilisation permanente de la population pour obtenir l'application de notre programme. Nous devons en outre faire face à une situation où nous sommes minoritaires dans l'Assemblée législative, où le pouvoir judiciaire est totalement aux mains des conservateurs, et où le bloc oligarchique resserre les rangs pour bloquer notre programme. C'est une situation conflictuelle aussi bien dans le cadre de l'État qu'avec le gouvernement fédéral.

Nous savons parfaitement que notre politique ne pourra pas aboutir sans la création d'un rapport de forces permanent et nous devons consolider le bloc social qui nous soutient, sans sous-estimer les risques d'isolement. Plus que jamais nous insistons sur la nécessité de la participation populaire, seule légitimation véritable de notre politique. Nous allons étendre la pratique du « budget participatif » avec les agriculteurs, les employés des services publics, les petites et moyennes entreprises...

Nous comptons aussi porter la lutte dans le domaine de la démocratisation des médias, face à l'emprise

## Brésil

des monopoles. Nous sommes conscients que notre marge de manœuvre est très réduite, et qu'elle est entièrement conditionnée par la mobilisation populaire.

● *Plus précisément, comment comptez-vous dégager les ressources budgétaires nécessaires pour satisfaire les revendications économiques et sociales ?*

— C'est un problème très sérieux. Dès le mois de février se posera le problème du paiement des salaires des fonctionnaires, avant même de songer aux investissements nécessaires à moyen terme. C'est un poste très lourd : le paiement des salaires représente 80 % du budget de l'État. Au-delà du refus d'assurer le paiement de la dette se pose le problème de revenir sur des dispositions législatives qui ont retiré à l'État un certain nombre de sources de revenus.

● *Vous envisagez de nouveaux impôts ?*

— Non, pas du tout. Nous ne voulons pas augmenter les impôts. Avec une bonne administration dans le domaine budgétaire, une réorganisation interne de la structure des impôts et le paiement des arriérés, nous devons pouvoir faire face. Nous pouvons aussi faire quelques économies sur certains postes comme, par exemple, des dépenses superflues en matière de publicité. Mais l'essentiel passe par une meilleure administration, et la fin des exonérations indues.

Le conflit avec le gouvernement fédéral ne touche pas seulement à ce qu'il nous prive de certaines ressources, mais aussi à l'augmentation des contributions que nous devons lui verser. Nous comptons nous concerter avec les autres gouvernements des différents États, pas seulement ceux gagnés par l'opposition, parce qu'ils ont les mêmes problèmes que nous. En janvier, quand les nouveaux exécutifs prendront leurs fonctions, la crise économique va éclater brutalement.

● *Quelles sont les dépenses sociales qui incombent aux États ?*

— Principalement l'éducation publique et la sécurité. La situation est si grave que dans l'État d'Espírito Santo, la police s'est mise en grève et

le gouverneur, qui est membre du PT, a dû faire appel à l'armée pour garantir la sécurité des citoyens. Ce genre de situations va se généraliser : la crise économique va se faire sentir brutalement dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la sécurité.

● *Le résultat des élections montre, à première vue, qu'un espace s'est ouvert pour mettre en œuvre un programme alternatif à la politique néolibérale, mais les problèmes concrets que tu mentionnes obligent non seulement à faire preuve d'originalité dans les propositions, mais peut-être aussi à revoir la question des rythmes. N'y a-t-il pas un risque de rupture ?*

— La victoire électorale a amélioré les possibilités de développer un projet populaire, et contrôler l'exécutif est un atout décisif pour ouvrir une issue à la crise favorable aux classes populaires. Mais tout reste à faire : il faut construire un projet alternatif appuyé sur une puissante mobilisation et participation populaires.

Notre gouvernement doit s'inscrire sous le signe de la résistance et de l'audace. Les dégâts de la politique néolibérale sont considérables, et nous devons expliquer clairement la gravité de la situation, politiser le débat, politiser la participation et la mobilisation.

● *Votre expérience touche à une question largement débattue dans les rangs de la gauche latino-américaine, notamment dans les formations qui envisagent la possibilité d'accéder au pouvoir — je pense au Frente Amplio en Uruguay, au FMLN au Salvador ou au FSLN au Nicaragua. Dans le cadre d'une situation économique catastrophique, aux conséquences sociales terribles, un gouvernement de gauche devrait faire face, bien plus qu'à la pression des patrons, à des demandes « corporatives » des mouvements sociaux attachés à obtenir un rattrapage des salaires, une politique pour l'emploi, le rétablissement des droits sociaux mis à mal par le capital et les gouvernements néolibéraux. Comment vois-tu cette question ?*

— C'est évident que de telles demandes vont s'exprimer, et la façon de les prendre en compte, c'est la mobilisation et la politisation. Je pense pourtant que sous-estimer l'hostilité des patrons serait faire preuve d'une grande ingénuité. C'est d'eux que viendront les véritables menaces : chantage, délocalisations,

décapitalisation... ils ont les moyens de déstabiliser le gouvernement. Voir dans les demandes sociales le principal risque, qu'est-ce que ça veut dire ? s'affronter aux travailleurs, aux employés des services publics ? pour quelle politique ?

● *Les secteurs dont je parle redoutent ce qu'ils appellent une « inflation d'expectatives », qui risque de déstabiliser un gouvernement populaire...*

— Ce n'est pas une approche très généreuse des demandes populaires. C'est vrai, notre expérience à la tête de municipalités en témoigne, qu'il n'est pas toujours possible de satisfaire toutes les demandes salariales. Mais la clé, j'insiste, se trouve dans la politisation et la mobilisation, la com-



En 1992 le PT *gaucho* remportait pour la première fois la mairie de Porto Alegre (au premier plan Olivio Dutra, Raul Pont, militant de la tendance Démocratie socialiste élu alors maire-adjoint et Iria Charão, présidente du PT de Porto Alegre). La victoire du 25 octobre 1998 a été construite de longue date...

préhension du projet de gouvernement populaire, dont la viabilité ne peut reposer que sur une large base populaire.

Répondre aux attentes de la population est indispensable pour avoir le soutien des mouvements sociaux, et développer un programme radicalement différent de celui de la classe dominante. Les gens le comprennent parfaitement. Nous devons créer un rapport de forces substantiel par la participation populaire, la mobilisation permanente, indispensables pour disputer l'hégémonie dans la société. ■

# La réalité de la crise

## DOCUMENT\*

**1** Une crise économique internationale, commencée au milieu de l'année 1997, va en s'aggravant. Initialement plusieurs pays asiatiques ont été atteints. Ensuite, la Russie et divers pays latino-américains, parmi eux, le Brésil. Cependant, jusqu'à maintenant, plusieurs pays ont été peu affectés par cette crise. C'est le cas de la majorité des pays centraux, à l'exception du Japon, en crise depuis plusieurs années. Des pays asiatiques importants (comme la Chine et l'Inde) ont également peu souffert.

Les pays atteints plus durablement par la crise avaient tous une caractéristique en commun : outre le déficit de la balance commerciale (importations supérieures aux exportations), ils avaient un déficit de la balance de paiement : le paiement du service de la dette extérieure (ils payaient des taux d'intérêt très élevés), les exportations de capitaux et encore les dépenses des riches de ces pays à l'étranger (un tourisme qu'ils apprécient particulièrement). Cela a engendré un fort déficit des paiements externes. Devant cette situation, ces pays ont eu recours à des politiques similaires : pour combler le trou, ils cherchaient à attirer de plus en plus de capitaux, en payant aux investisseurs financiers des taux d'intérêts élevés et en offrant des bonnes affaires aux capitalistes étrangers, en bradant les entreprises publiques.

**2** Pendant plusieurs années cette politique a attiré les capitaux étrangers intéressés par les opportunités de grand profit. Mais la dette de ces pays et le poids des entreprises étrangères ont augmenté, ayant comme conséquence l'augmentation du paiement d'intérêts et l'exportation des profits à l'étranger. Le trou dans les comptes externes tendait donc à s'accroître. Les dollars qui étaient entrés, étaient toujours sur le point de repartir. Effrayés, les gouvernements de ces pays, ont offert de plus en plus d'avantages aux capitalistes étrangers, devenant ainsi plus dépendants.

Les engagements étrangers de plus en plus importants ont eu des conséquences internes. Par exemple, les gouvernements avaient besoin de consacrer une part importante de leur budget pour le paiement des intérêts de la dette publique, en

limitant les dépenses de santé ou d'éducation, ou le paiement des retraites.

**3** Il fallait aussi essayer d'augmenter les exportations en offrant des prix compétitifs. Cela pourrait se faire par la correction du taux de change. Les investisseurs, tant nationaux qu'étrangers qui travaillaient pour l'exportation, se doutaient que le pays était déjà très endetté, qu'il devait continuer à emprunter et qu'il risquait la banqueroute. Ils commençaient donc à vendre leurs titres ou les actions dans le pays et à envoyer l'argent à l'étranger.

En outre, d'autres investisseurs pouvaient croire que le gouvernement serait obligé de dévaluer la monnaie nationale, et commençaient ainsi à la vendre avec la perspective de la racheter ensuite à bon marché, ou encore, à emprunter avec la monnaie du pays (par exemple, le réale) afin d'acheter des dollars pour rembourser ces emprunts à bas prix. C'est ce qu'on a appelé « *l'attaque spéculative* ».

**4** Du fait de la méfiance des investisseurs et de la spéculation, le "crash" se serait produit de toute façon. Ils auraient perdu le contrôle de la situation, ils auraient dévalué brutalement leur monnaie. Ils auraient rencontré plus de difficultés de crédit. Ils auraient été obligés alors de diminuer les importations de façon draconienne et de réduire la consommation. C'est-à-dire, ils seraient entrés dans une récession sauvage. Pour compléter le tableau, ils se sont retrouvés comme des mendiants dans les négociations avec les capitalistes étrangers, par l'intermédiaire de leur représentant principal, le FMI, en essayant de leur offrir d'autres avantages, afin d'obtenir quelque nouvel emprunt pour alléger la situation.

**5** Tout ce qui a été dit ci-dessus s'applique au Brésil à une différence près : le Brésil est entré dans cette voie plus tard que les autres pays et il n'est pas encore à la fin de son histoire. Il n'a pas eu encore son "crash", comme les autres.

Le Brésil a commencé à suivre ce chemin désastreux sous la houlette de Fernando Henrique Cardoso, dit FHC. Quand il était ministre de finances, dans le gouvernement Itamar Franco, FHC a signé un accord déplorable pour le pays avec les pays créditeurs de la dette extérieure. Cela s'est traduit pour le Brésil par l'engagement de payer des intérêts beaucoup plus

élevés que les autres pays dans la même situation. Ensuite, la mise en place du Plan réale a fixé la valeur de la monnaie brésilienne plus élevée que le dollar. Les importations ont augmenté tous azimuts, les exportations ont chuté. Le Brésil, qui présentait un excédent de sa balance commerciale, a commencé à cumuler le déficit. Tout ce que le gouvernement a fait depuis, allait dans le sens de la satisfaction des capitalistes étrangers : les changements de la Constitution (ce qui a facilité la dénationalisation de l'économie), les privatisations, le maintien de l'un des taux d'intérêts les plus élevés du monde, les facilités offertes à l'exportation des capitaux, la tentative de réforme de la sécurité sociale. Le Brésil, n'a même pas bénéficié de quelques années de croissance économique, comme plusieurs pays asiatiques avant leur "crash".



**6** Après les élections, FHC a présenté l'addition au pays : il a négocié un accord avec le FMI. En échange d'une aide de 30 milliards de dollars (pour essayer de combler le trou de ses dettes externes), le Brésil s'engage à dégager le même montant en recettes (en augmentant les impôts et en coupant les dépenses publiques) et à approfondir la flexibilité du marché du travail.

L'alibi du discours du gouvernement est qu'il faut « *affronter la crise internationale* » (comme si le Brésil était au centre de la crise) et améliorer les conditions de création d'emploi (quoi que toutes les mesures s'orientent vers la diminution des coûts de la main d'œuvre et l'incitation aux licenciements).

L'origine de la crise c'est la position de soumission au capital international du Brésil, inséré dans le marché mondial. Néanmoins, le gouvernement FHC ne prend aucune mesure pour inverser ce cadre de dépendance. Il prend juste quelques mesures internes, afin de rassurer les créanciers brésiliens, concernant la dette publique interne que le gouvernement paiera (sans pour autant hésiter à couper les dépenses publiques essentielles, à "geler" les salaires des fonctionnaires, à provoquer des réductions massives des secteurs privés et publics). Il impose des sacrifices, sans résoudre le

\* Ce texte est une contribution à la discussion sur la conjoncture de la III Conférence de l'Alternative syndicale socialiste de décembre 1998. Nous le reproduisons de *Em Tempo* n° 304 de novembre 1998. Il a été publié avant la récente crise financière brésilienne, qui a vu le taux de change du Réale dégringoler de près de 40% par rapport au dollar américain.

## Brésil

problème à l'origine de la crise. Cela permet de prédire qu'il y aura des nouvelles crises et des nouvelles tentatives de les faire payer aux travailleurs et au peuple en général.

**7** Le problème du chômage et du modèle qui l'entraîne seront au centre du scénario national. C'est à la gauche de le traduire en termes politiques de façon à remettre en cause la politique des élites. Il s'agit de s'opposer, face au discours officiel, non seulement par des déclarations bien intentionnées à la presse, mais aussi et surtout en organisant la révolte de ceux qui souffrent entre les mains du système.

### Élections et crise : leurs impasses et les nôtres

**8** Les deux tours des élections d'octobre ont montré qu'il existe un large espace pour l'opposition face au projet néolibéral de FHC. Ce phénomène ne doit pas être interprété au travers de la seule campagne électorale de l'opposition, autour de la candidature de Lula, car la plupart du temps cette campagne a été éclectique, dépolitisée et confuse, à l'exception de la période finale. Cet espace fut ouvert par les luttes menées au fil des années : la lutte pour la réforme agraire et contre la violence des grands propriétaires fonciers, celles contre la privatisation de la Compagnie de la Vallée du Rio Doce (1) et des télécommunications, la dénonciation de l'achat des votes des parlementaires par le gouvernement et de la politique économique qui ne fait qu'augmenter le chômage et l'exclusion sociale, etc. L'espace dont a bénéficié l'opposition est aussi le résultat direct de l'aggravation de la situation sociale pendant le premier mandat de FHC. Tous les sondages indiquent que les principales préoccupations de la population sont la perte de l'emploi, le grignotage des droits à la santé, à l'éducation...

L'accroissement des votes en faveur de Lula, les victoires de l'opposition dans des États importants, l'augmentation du nombre de sièges des sénateurs et des députés gagnés par l'opposition ont été la traduction électorale du développement de l'espace politique de l'opposition.

**9** Le groupe gouvernemental sort des élections en moins bonne posture qu'avant la campagne électorale. L'élite du PMDB qui soutenait le plus le gouvernement a été battue dans les urnes, tandis que Itamar Franco (2), élu gouverneur de l'État de Minas Gerais en opposition au PSDB, tentera de diriger un regroupement

au sein de ce parti pour promouvoir sa candidature à la présidence de la République en 2002.

Le PSDB a été battu dans deux États importants, Minas Gerais et Rio de Janeiro. Néanmoins, il a réussi à augmenter son nombre de députés au niveau national. Il est le parti avec le plus grand nombre de gouverneurs. Ceux-ci ont développé leur ambition : celle de diriger le groupe de soutien au gouvernement au Congrès, où règne encore Antonio Carlos Magalhães (3).

Ces tensions au sein du camp gouvernemental font resurgir le mirage d'un "centre-gauche", que l'actuelle majorité de la direction nationale du PT envisage de constituer avec le PPS de Ciro Gomes (crédibilisé par son résultat aux élections). Ce mirage est nourri dans le PT par Palocci et Genuino, qui ont soutenu au second tour Mario Covas (4) (qui a détruit le service public de l'État de Sao Paulo, qui a privatisé les entreprises d'énergie, de télécommunications, le secteur financier, les stations routières, etc.), non seulement en tant qu'anti-Maluf (5), mais aussi pour ses "mérites", essayant de le présenter comme une alternative à FHC et un allié souhaitable...

**10** Le camp électoral de l'opposition a réuni PT-PSB-PCdoB-PCB-PDT. Le PSTU (6) a fait bande à part. Le PPS et le Parti des verts ont lancé leurs propres candidats sans un profil d'opposition.

Le groupe dirigé par le PT a fait preuve d'une attitude d'opposition cohérente au sein du parlement. Mais le débat parlementaire a été marqué par son caractère fragmenté. De plus les gouverneurs du PT des États d'Espirito Santo et du District Fédéral (Brasilia), ont tenu à faire contrepoids à l'opposition, par un comportement de soumission extrême au gouvernement. Au lieu de dénoncer le chantage de l'exécutif sur les États, ils ont fait chorus avec ceux qui disaient que la politique de FHC était une nécessité. Ce comportement est apparu aussi dans quelques municipalités dirigées par le PT.

Ainsi le PT est apparu carent et incapable de présenter une vision alternative, consistante et articulée politiquement à l'égard du gouvernement FHC. Au contraire, le camp de l'opposition a continué à se présenter programmatiquement dispersé.

Le début de la campagne Lula en est le reflet : il a commencé à « se refuser de

parler de l'économie », à se limiter à parler des insuffisances, des lacunes ou de la non-application des mesures de la politique sociale du gouvernement.

Le détonateur qui a fait changer ce cadre a été la crise en Russie au mois d'août. Mais à ce moment il était déjà trop tard pour mettre en place un projet alternatif à celui de FHC et même pour combattre l'interprétation "importée" de la crise imaginée par FHC. De toute façon la campagne Lula a fini mieux qu'elle n'avait commencé, en mettant en évidence la crise et en dénonçant sa gravité.

**11** Cette misère programmatique du PT a encouragé d'autres initiatives. Deux d'entre elles sont à souligner.

D'une part, le Mouvement Sans Terre, la commission du Mouvement populaire et des secteurs progressistes de l'Église catholique, ont promu la consultation populaire, en essayant de créer un espace de discussion avec un large éventail de militants issus des mouvements sociaux, sur la politique programmatique d'alternatives au néolibéralisme.

Le prestige du MST a donné force à



cette initiative et, de plus, la présence de quelques intellectuels de gauche a permis que le débat reprenne la discussion programmatique désormais abandonnée par le PT. Les dirigeants de la consultation populaire n'ont pas tenté de tourner leur

1. CVRD - Compagnie de la Vallée du Rio Doce - une des plus grandes entreprises d'exploitation de mines du monde.

2. Itamar Franco, ex-président du Brésil, avant FHC.

3. Antonio Carlos Magalhães (dit ACM), président du Sénat, appartient au PFL, parti de la droite la plus conservatrice.

4. Mario Covas est membre du PSDB, parti du président.

5. Maluf, représentant de la droite très réactionnaire à Sao Paulo.

6. PSTU - Parti socialiste des travailleurs unifié (courant moreniste). Les militants "morenistes", après avoir participé à la fondation du PT et avoir pratiqué "l'entrisme" en son sein, s'en sont séparés au début des années 90. Ses militants sont présents dans la gauche de la CUT.

initiative contre la campagne de Lula. Ils ne la posaient pas en concurrence car ils reconnaissent que, pour contester FHC, il fallait renforcer la candidature de Lula.

D'autre part, le PSTU s'est présenté en tant que test alternatif à la gauche brésilienne. Il a essayé de présenter une alternative programmatique à gauche de la campagne de Lula, avec son propre candidat à la présidentielle, un visage sympathique de sa propagande électorale. La faiblesse du résultat électoral obtenu par le PSTU dans tous les recoins du pays a montré que le problème politique de l'alternative programmatique ne se résout pas avec des mots. Le programme prend sens quand il se transforme en mouvement, quand il prend corps auprès des secteurs organisés du peuple.

**12** L'existence du PT, en tant que parti des masses, hégémonique au sein de la classe travailleuse et soutenant les luttes populaires (même s'il ne les organise, ni ne les dirige) ont fait de lui l'outil électoral de ceux qui s'opposent au néolibéralisme. Et cela même si la majorité de sa direction œuvre à empêcher la perspective de faire de ce parti la base pour la construction du parti révolutionnaire au Brésil et, de plus, bien au contraire, elle essaie de le construire en tant qu'un « *parti de l'ordre* ».

Le PT domine, auprès de la population, l'imaginaire politique de l'opposition à FHC. Son caractère d'opposition est cependant frustré par l'orientation de sa direction. Sa misère programmatique s'exprime par cette impasse.

Néanmoins, ce que ces élections traduisent une fois de plus, c'est que la gauche révolutionnaire doit se construire dans le camp du PT et en opposition à la majorité de son actuelle direction. Ce processus aura des hauts et des bas, propres aux processus difficiles de formation de la conscience de classe révolutionnaire des travailleurs. Cette situation n'est pas une nouveauté pour les militants révolutionnaires. Au moins depuis la publication du Manifeste communiste, il y a 150 ans, les formes de la relation entre l'avant-garde et la classe, entre révolutionnaires et l'ensemble des travailleurs organisés, ont été un des grands défis pour la gauche révolutionnaire. Les dilemmes vécus dans la construction de la CUT, en tant que centrale syndicale de combat, se situent dans le même camp théorique et d'analyse historique, esquissés précédemment, par rapport au PT. ■

## CONSTRUIRE NOTRE ALTERNATIVE

par  
Chico Vicente\*

Les voix qui annoncent l'imminence du crépuscule du néolibéralisme sont de plus en plus fortes. Dans des régions importantes de la planète les gouvernements et partis politiques qui se nourrissent de cette politique malsaine, connaissent des problèmes ou éprouvent des échecs pour se maintenir au pouvoir.

Cela conduit des secteurs de la social-démocratie européenne à tenter de récupérer les thèses classiques du keynesianisme, en les adaptant au nouveau contexte historique, en vue de construire une alternative bourgeoise à la crise du modèle néolibéral. Il ne s'agit pas d'un retour au *welfare state* classique, mais de la défense de quelques formes de contrôle minimum de l'État pour faire face à une dynamique qui accroît les risques pour la stabilité du système capitaliste, tant du point de vue de l'accumulation qu'en raison de ses énormes impacts sociaux.

Au Brésil, FHC s'est fait réélire sur la base d'un programme néolibéral. Il existe un consensus pour dire qu'il aura plus de difficultés à diriger le pays que durant son mandat précédent, à cause de l'aggravation de la crise économique et, partant, sociale. Cette crise, comme les prémices l'indiquent, pourrait provoquer des fractures politiques au sein du camp gouvernemental et des troubles à la base de soutien au gouvernement, créant ainsi des conditions objectives pour l'altération du rapport de forces dans le pays. FHC aura des difficultés à réorienter la politique de son gouverne-

ment et à rompre avec le néolibéralisme, c'est à dire suivre les évolutions en cours dans le camp bourgeois au niveau international.

Cela ouvre des potentialités pour que se manifeste un espace politique important, qui pourrait être occupé par la gauche, à partir de la formulation d'un projet consolidant un programme démocratique populaire et socialiste auprès des masses.

Pour ce faire, la gauche devra, d'une part, combiner la lutte institutionnelle, à partir d'une démocratisation radicale de l'État à travers la participation populaire, comme cela se fait déjà à travers le budget participatif, à travers l'éradication de la corruption, de la fraude, des favoritismes, et la lutte quotidienne contre le chômage. Cela passe par l'élaboration de programmes de développement économique et par l'encouragement de l'économie populaire et solidaire. Le gouvernement du Rio Grande do Sul doit être le symbole et la référence de cette politique.

D'autre part, il faudra encourager les mouvements sociaux à partir d'une opposition implacable contre le gouvernement FHC et ses alliés au niveau des États, à travers la construction de luttes et d'actions unitaires, fortes, massives, bien planifiées et continues.

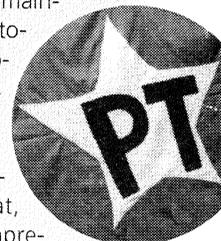
Ces derniers temps, notre centrale syndicale [la CUT] n'a pas réussi à affirmer une résistance, et encore moins, un combat consistant face au pillage que subit le prolétariat. Il faut un projet national qui vise à unifier les luttes. Malheureusement la Centrale ne parvient pas à généraliser le rôle stratégique qu'elle peut et doit accomplir pour un affrontement d'une telle envergure.

La victoire de Olivio Dutra et de Rossetto au Rio Grande do Sul a donné lieu à un affrontement de classes sans précédent. La CUT, dirigée ici par la gauche de la Centrale, a tenu l'engagement du mouvement syndical dans la campagne de façon inédite et fondamentale pour le triomphe électoral. Cela grâce au maintien de son autonomie par rapport aux partis politiques et son indépendance par rapport à l'État, tout en comprenant que lorsque l'enjeu est le projet de société, elle ne peut pas rester l'arme au pied.

Depuis 1996 la lutte pour la direction du gouvernement avec Britto a été un combat sans relâche. Il s'est manifesté avec les masses en mouvement de protestation et de revendications de rue, comme, par exemple, la dernière marche des "sans", le 23 juillet 1998, rassemblant 20 000 combattants.

Nous devons lutter pour un programme alternatif tant au néolibéralisme qu'au néo-keynesianisme (ou encore à un social-libéralisme), en prenant appui sur notre présence qualifiée dans les institutions et en développant notre participation dans les mouvements sociaux et populaires, ainsi qu'au sein de la direction du PT, afin de pouvoir agir avec toutes les forces engagées dans la lutte pour le socialisme, et offrir une alternative réelle de transformation sociale sur le plan international. ■

\* Chico Vicente est président du syndicat Sindimetro et de la Centrale unique des travailleurs (CUT) du Rio Grande do Sul. L'article que nous reproduisons ici a été publié dans *Em Tempo* n° 304 de novembre 1998.



# L'ajustement structurel, ou l'économie du casino

par  
Fabio Pereira\*

Le fameux Programme d'ajustement structurel annoncé par le gouvernement le 28 octobre dernier est la dernière tentative désespérée de maintenir l'actuel modèle de politique économique introduit par FHC depuis qu'il a occupé le Ministère des Finances à l'époque du gouvernement Itamar Franco, en avril 1993. Adapté d'après le "dernier cri" du consensus de Washington, il a permis au Brésil (ainsi qu'à la plupart des pays latino-américains) de réduire l'inflation qui a suivi la crise de la dette des années 80. Cela a été possible, d'une part, grâce à une politique de surévaluation de la monnaie (qui a fait chuter les prix des importations) et de libéralisation des mouvements des capitaux, d'autre part, du fait du maintien des taux d'intérêts très élevés. Ce sont des éléments qui ont conduit le Brésil à un degré d'endettement et de dépendance de capital spéculatif externe et interne jamais observé.

Le plan FHC/FMI est un "pari" de l'équipe économique qui a sponsorisé ce modèle. La fragilité de l'économie brésilienne est apparue clairement dès début de 1995, à la suite de la crise mexicaine.

A la suite de la crise asiatique, à la mi-1997, même les économistes pro-gouvernementaux les plus convaincus, s'en aperçurent.

Et le moratoire de la dette russe l'a révélé de façon dramatique pour le Brésil, car la crise financière menaçait même d'atteindre les États-Unis et l'Europe, les actuels centres dynamiques de l'accumulation capitaliste.

Face à une fuite de capitaux qui a englouti, en moins de deux mois, plus de 30 milliards de dollars des réserves brésiennes de devises, la première stratégie du gouvernement fut d'essayer de répéter les mesures adoptées fin 1997, qui ont réussi à recomposer et même à augmenter les réserves du pays à ce moment : d'abord en augmentant le taux d'intérêts de 19 % à 29 %, puis, cela ne suffisant pas, en portant ce taux à près de 50%. Cela n'a pas fait s'arrêter l'hémorragie.

Menacé, avant même les élections, par la répétition du scénario russe au Brésil,

FHC a commencé à négocier un accord avec le FMI qui visait un emprunt capable d'assurer la recomposition des réserves à courte échéance. L'emprunt, conditionné à un programme d'ajustement fiscal, visait avant tout à rétablir la confiance des spéculateurs internationaux en la capacité du Brésil à honorer ses dettes internes et externes, à garantir le payement régulier du services de la dette et l'exportation de capitaux.

Le président parvint ainsi à réunir les ressources du FMI et des pays du G-7 pour affronter les turbulences immédiates (à travers l'accord de maintien de l'actuelle politique d'ouverture commerciale et financière, de privatisations...), en assurant aux crédeurs étrangers le paiement des dettes à courte échéance, qui atteignent quelques 50 milliards de dollars les douze prochains mois.

Le coût de cette politique est l'approfondissement de la récession, la perspective de l'accroissement du chômage et la césure brutale des dépenses des services publics essentiels. Et malgré tout c'est un programme fondé sur l'espoir de la reprise à courte échéance des flux de capitaux vers le Brésil. Donc la "réussite" du programme permettra tout au plus le maintien de l'actuelle politique économique pour quelque temps encore, car elle est visiblement insoutenable à longue échéance, au moins du point de vue de la croissance et de la distribution des revenus du pays.

## Non viabilité

La prétention du gouvernement de réduire de 28 milliards de réales (3% du PIB) le déficit fiscal en 1999, sur la base du programme annoncé, fait face à une série de difficultés, car sa capacité de freiner la crise, même dans les termes posés par l'actuelle politique économique, est beaucoup plus limitée que celle annoncée par le gouvernement.

Le gouvernement ne lèvera pas les 15,8 milliards de réales supplémentaires qu'il estime pouvoir récolter grâce au programme. D'abord, parce les augmentations des tranches d'impôt conduisent difficilement à des augmentations dans la même proportion du recouvrement, comme le calcule le gouvernement. Ensuite, parce que la récession (entre 1%

à 3% jusqu'à maintenant), diminuera la base sur laquelle reposent tous les impôts, ce qui va diminuer le recouvrement, au moins dans cette proportion. Ces données sont déjà confirmées par la chute du recouvrement de la recette fédérale en octobre. Les perspectives des finances du gouvernement ne sont pas optimistes pour les prochains mois :

1. Rien qu'entre septembre et décembre 1998, l'augmentation des taux d'intérêts coûtera 11 milliards de réales, selon les calculs de la *Gazeta Mercantil*. Entre octobre 1997 et octobre 1998 cela a coûté environ 25 milliards de réales. Voulant attirer le capital spéculatif, le gouvernement ne peut pas baisser sensiblement les taux d'intérêts. Le programme FMI/FHC annonce des taux d'intérêts moyens de 22 % en 1999, comme objectif. Ce qui, pour une inflation nulle est un scandale. Cela veut dire que sur une base de presque 400 milliards de réales, 80 milliards devront être payés en 1999, contre environ 72 milliards en 1998 et 45 milliards en 1997.

2. La récession et l'augmentation du chômage et de la misère vont faire augmenter la demande de dépenses des services publics.

3. L'impact de la récession sur le déficit des comptes courants atteint à peine 10 milliards de dollars en 1999. Cela signifie un déficit de 25 milliards pour l'année prochaine. Comme il y a aussi les dettes à court terme de près de 50 milliards, le Brésil devrait être capable d'attirer en investissement direct, en capital spéculatif et en refinancement, pratiquement la même quantité de ressources qu'il a réussi à attirer en 1997, avant la crise — ou sinon, dépenser ses réserves.

Ainsi, même si le gouvernement parvient à réaleiser toutes les mesures qu'il propose, l'ajustement proposé ne parviendra pas à stabiliser l'économie. La probabilité majeure est que le "pari" de la reprise du flux des capitaux, échoue partiellement ou totalement. Le résultat sera une grave crise monétaire et une récession aggravée, qui conduira à une dévaluation du réale dans un pays pratiquement déjà dépourvu de réserve de devises. ■

\* Fabio Pereira est membre de la direction régionale du PT de Sao Paulo et militant de la tendance Démocratie socialiste. L'article reproduit ici a été publié dans *Em Tempo* n° 304 de novembre 1998. Force est de constater que la crise financière qu'il annonçait a, depuis, eu lieu et que l'adoption par le Congrès du plan d'ajustement analysé ici ne l'a pas stoppé.

# L'Alliance Rouge-Verte :

## notre réponse

# au défi des temps nouveaux

par  
Yannis Baniyas\*

Un mois est passé depuis les élections communales, et malgré les efforts du gouvernement et des partis parlementaires en vue d'embellir et de retoucher les résultats, nous pouvons conclure que les messages envoyés tant par le vote populaire que par les très importants taux d'abstention et de votes blancs, sont absolument clairs : ce qui s'est exprimé fut le très grand mécontentement pour la politique menée par le gouvernement. On a constaté une perplexité diffuse provenant du manque d'alternatives globales. Les listes basées sur des accords même partiels, qui avaient à proposer quelque chose de crédible, ont été récompensées, tandis que les listes et expériences hermaphrodites de centre-gauche ont été désavouées. Pourtant, une fois de plus, il fut manifeste que le morcellement et la division des forces de gauche n'offrent pas de débouché et empêchent l'expression du mécontentement et de la contestation. En conclusion, il a été confirmé que le système bipolaire se maintient.

### Le PASOK ne veut pas...

Le paysage post-électoral présente un grand intérêt et une grande mobilité. Le gouvernement et la direction du PASOK persistent dans la logique de la voie néolibérale à sens unique. Ils misent surtout sur quatre éléments afin d'absorber les problèmes et les crises provoquées par leurs choix :

a) la certitude que l'adhésion de la Grèce à l'Union Monétaire Européenne jouera à la longue en leur faveur ;

b) les appuis que leur garantissent les rapports de force existant dans le mouvement ouvrier et l'hégémonie du syndicalisme gouvernemental ;

c) le manque d'alternative globale sur le terrain politique ;

d) enfin, ils misent sur leur capacité à serrer les rangs et à discipliner les forces de leur parti aux moments critiques, en profitant du fait que l'exploitation du pouvoir agit comme force

centripète et unificatrice.

Le pouvoir du PASOK est en train de vaciller mais continue à rester solide. Il n'est pas menacé au niveau de la direction par l'opposition interne qui n'a pas été constituée au nom d'une autre stratégie et d'une conception différente de la question du pouvoir.

Cependant, il ne faudrait pas sous-estimer l'importance de l'opposition à la politique dominante du gouvernement de la part des forces qui se trouvent à la base du PASOK ou des cadres moyens et surtout de ceux qui travaillent dans les mouvements de masse. Nous nous



Le Premier ministre Kostas Simitis (PASOK) avait la prétention de chevaucher le destrier de M. Thatcher (cf. *Inprecor* n° 426 de juillet-août 1998). Finalement, c'est une bête pas très moderne qu'il chevauche... (dessin paru dans *Spartakos*)

référons à ses cadres qui déclarent publiquement appartenir à sa tendance de gauche, et qui ont manifesté leur opposition en actes à plusieurs reprises. L'efficacité de leur résistance dépendra du développement global des luttes et des mouvements sociaux. Ceci étant la direction du PASOK semble disposée à faire quelques ouvertures, sans pourtant changer les lignes directrices de sa politique, afin d'éviter des problèmes causés par l'usure normale du pouvoir, et s'assurer un plus large consensus social

et politique. Le débat ouvert plus systématiquement après les élections sur l'éventualité des gouvernements de coalition sert exactement cette orientation.

### ...et la gauche ne peut pas

La Coalition de Gauche (*"Synaspismos"*) participe désormais officiellement à la recherche de telles alliances gouvernementales. La récente résolution du Comité Central Politique de *Synaspismos* en fut révélatrice, bien que par la suite, elle ait été interprétée de façon multiple et contradictoire. En effet, c'est la première fois qu'a été posée si clairement la question de la formation d'un gouvernement de coalition avec le PASOK dans un proche avenir.

L'interprétation de la Résolution tentée par quelques cadres du Courant de Gauche de *Synaspismos*, selon laquelle il s'agit d'un guide et d'un outil en vue des alliances et des actions qui, dans l'avenir, pourraient transformer les rapports de force et créer un nouveau bloc des forces candidates au pouvoir, est intéressante mais ne paraît pas être celle qui domine. Et puisque *Synaspismos* a déjà payé cher dans le passé sa très opportuniste tendance à « se tenir debout à la fois sur deux barques », il est maintenant contraint de répondre clairement à ces dilemmes. D'autant plus que les tendances actuelles en Europe pressent *Synaspismos* de prendre rapidement des décisions sur ce sujet. Il est certain que les coalitions gouvernementales en France, en Italie et en Allemagne, malgré leurs différences, constituent des modèles même pour la Grèce. L'insistance avec laquelle *Synaspismos* parle de l'inexistence actuelle mais aussi de l'impossible réunion, dans un avenir prévisible, des

\* Yannis Baniyas est le leader historique de l'AKOA (Gauche Renovatrice Communiste et Écologiste). L'AKOA est la continuation de l'ancien P.C. de l'Intérieur (dont Yannis Baniyas fut le Secrétaire Général pendant 10 ans) après que la majorité de ses militants aient opté pour l'eurocommunisme, ce qui les a amenés plus tard à fonder *Synaspismos* ensemble avec des dissidents du KKE.

conditions propices à l'émergence d'un « autre PASOK » avec lequel il pourrait collaborer, ne résistera pas longtemps au besoin de prendre enfin une position concrète sur la question du gouvernement.

Au contraire, l'autre pôle de la gauche parlementaire, le KKE (Parti Communiste Grec), est totalement négatif en ce qui concerne la question de sa participation à des alliances gouvernementales avec le PASOK, *Synaspismos*, le DHKKI (1) et d'autres forces politiques. Il considère avec raison que de tels gouvernements ne pourront que gérer, d'une façon ou d'une autre, les choix néolibéraux. Il proclame la nécessité de constituer des fronts sociaux de lutte contre Maastricht, l'UM et la politique du gouvernement. Cependant, le fait qu'il présente de graves lacunes dans sa vision et sa stratégie codifiées par sa ligne « *cinq partis, deux politiques* » (2), rend le KKE incapable d'émerger en tant que force dirigeante et de contribuer sérieusement à la construction de ces fronts et alliances tant nécessaires. Et cela parce que les fronts anti-néolibéraux ne se construisent pas seulement au niveau social et les alliances ne se nouent pas sans qu'il y ait des alliés. La faiblesse et le refus de la direction du KKE de comprendre et de mettre en valeur la dynamique déclenchée par la liste "d'Union" à la mairie d'Athènes (3), est très didac-

tique de ce point de vue.

## Oser maintenant !

Dans le paysage de crise généralisée, de récession et de chômage partout en Europe, qui est dû aux choix dominants du capital, ce qui est nécessaire est un changement radical d'orientation et non des replâtrages à l'intérieur du cadre constitué par Maastricht et l'UM. Penser que ce cadre permet l'application des politiques de solidarité sociale et l'adoption des mesures qui renforcent la cohésion sociale, est un mensonge conscient ou, du moins, une illusion impardonnable. Les forces de gauche ne peuvent pas servir cette perspective de changement radical en participant à des gouvernements qui respectent la logique de Maastricht et de l'UM. Le rôle de la gauche doit être totalement différent aujourd'hui. Elle devra prendre la tête des luttes et des mouvements de contestation et de résistance au modèle néolibéral et aux politiques qui se mettent à son service, proposer des alternatives et contribuer à la formation d'un nouveau et puissant bloc des forces sociales et politiques, doté d'une perspective anticapitaliste. L'attitude face à ce problème doit constituer le critère principal pour la collaboration des forces de la gauche et de l'écologie ainsi que pour la construction de l'unité sur des bases solides.

Cette entreprise ne peut pas avancer en respectant des logiques de gouvernabilité du centre-gauche, d'hégémonie et de retranchement. Ceci est démontré quotidiennement dans la pratique. La question critique est alors, s'il y a d'autres forces qui dépassent les logiques du KKE et de *Synaspismos*, quelles initiatives doivent prendre ces autres forces et si elles peuvent atteindre la dimension minimale qui est nécessaire afin que leur tentative ait un impact et une suite. Les expériences de telles tentatives entreprises dans le passé, ne sont guère positives. Pourtant, il y a maintenant quelques nouveaux éléments, et surtout une plus grande mobilité sociale tant en Grèce qu'au niveau européen, qui permettent d'être plus optimiste en ce qui concerne la période en cours. Le premier pas à faire immédiatement est que ces forces unissent leurs efforts. Nous proposons d'oser constituer, ici et maintenant, un réseau des forces de la gauche radicale, de l'écologie combative et des mouvements sociaux, qui ne se reconnaissent pas dans les partis représentés aujourd'hui

au Parlement national ou au Parlement Européen. C'est à dire constituer une Alliance Rouge-Verte. Une alliance qui n'abolira pas l'autonomie de ses composantes (4), mais qui coordonnera leur action sur une base stable grâce à des structures et des fonctions de Fédération.

La deuxième condition nécessaire est que cette alliance soit constituée sur quelques principes et qu'elle formule des alternatives concrètes concernant les grands problèmes de notre époque. Les données actuelles nous convainquent que cela est absolument faisable à condition que chaque composante ne mette pas en avant l'ensemble de ses conceptions. Le terrain idéologique et politique en vue d'une telle convergence et d'un tel accord est déjà largement préparé. Le champ d'action central de l'Alliance Rouge-Verte devra être composé des luttes de classe, des mouvements sociaux et de tout ce qui est travail de masse. C'est ça la priorité absolue où nous devons jeter tout notre poids. L'Alliance Rouge-Verte doit avoir un caractère par excellence "mouvementiste". Pourtant, elle ne devra pas sous-évaluer l'importance de son intervention parallèle au niveau central politique et électoral. La bataille des élections européennes constitue un premier défi intéressant, qui pourra être affronté par l'Alliance Rouge-Verte de façon satisfaisante et réussie. Personnellement, je crois que sont réunies tant les conditions, que la nécessité politique pour que ce nouveau pôle des forces radicales et anticapitalistes puisse se présenter aux élections européennes de Juin 1999 avec sa propre liste électorale. Ceci étant un premier pas vers sa présence autonome dans la vie politique du pays, on ne pourra pas exclure dans l'avenir la recherche des alliances et accords électoraux avec les autres forces de gauche. Évidemment, à condition qu'elles le veuillent aussi. Une très grande importance doit être attribuée aussi à la dimension européenne d'une telle initiative. Le mieux serait une liste rouge-verte au niveau européen. Cependant, ce qui doit être poursuivi dès le début est le contact et la collaboration plus stables avec les mouvements multiformes et les initiatives politiques correspondantes, qui se développent au niveau européen. Et tout cela avec comme ambitieux horizon théorique de formuler tous ensemble le Manifeste de l'an 2 000 qui sera le précieux instrument de lutte dont on aura besoin dans l'époque nouvelle. ■

1. DHKKI, Mouvement Démocratique et Social, parti parlementaire provenant d'une scission en 1995 du PASOK. Il adhère aux Marches Européennes.

2. « *Cinq partis, deux politiques* » veut dire que seul le KKE prône une politique qui se différencie de celle de quatre autres partis parlementaires. Donc, le KKE considère que la droite, le PASOK, *Synaspismos* et le DHKKI partagent tous la même politique sans aucune distinction !

3. La liste unitaire ou "*Symparataxi*" ayant à sa tête Léon Avdis, une personnalité très respectée et non sectaire du KKE, était composée par le KKE, l'AKOA et la "Politique Écologiste" (les Verts grecs). Son score (10,3%) a été largement supérieur au score habituel du KKE à Athènes ville. La direction du KKE semble ne pas apprécier cette expérience qui tendait à libérer une dynamique unitaire et radicale.

4. Les composantes initiales du projet de l'Alliance Rouge-Verte sont l'AKOA, la "Politique Écologiste" et OKDE-Spartakos (section grecque de la IV<sup>e</sup> Internationale). Il est évidemment clair que cette Alliance Rouge-Verte restera ouverte à toute autre force anticapitaliste ainsi qu'aux initiatives d'extrême gauche et autres collectif locaux qui ont fait des scores assez prometteurs aux dernières élections communales.

## BLOC DE GAUCHE AU PORTUGAL : LA RESPONSABILITÉ DU RISQUE

Les récents congrès ou réunions plénières de trois organisations de la gauche alternative portugaise — le Parti socialiste révolutionnaire (PSR, section portugaise de la IV<sup>e</sup> Internationale), l'Union démocratique populaire (UDP, ex-pro-albanais) et Política XXI (petite organisation d'intellectuels critiques) — ont décidé d'adhérer au processus de préparation d'un Bloc de Gauche. Au congrès du PSR, environ trois quarts des délégués ont approuvé cette démarche. A l'issue de leur congrès, qui s'est tenu les 8, 9 et 10 janvier 1999 dans la banlieue de Lisbonne en présence d'une centaine de délégués, les camarades du PSR nous ont fait parvenir le communiqué, que nous reproduisons ci-dessous.

### Communiqué du PSR

« Un tel projet est déjà ancien. Aussi ancien que la conviction de nombreux militants indépendants du besoin d'une alternative électorale-

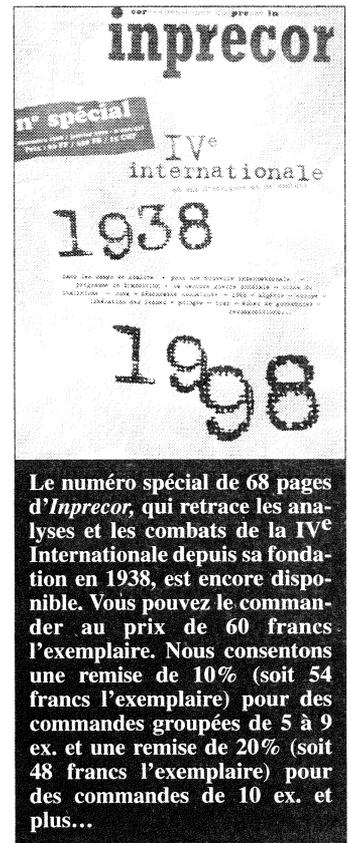
ment viable, ou que l'intervention de militants organisés dans le sens de concrétiser une force politique et culturelle représentative d'un courant alternatif dans la gauche portugaise. Mais ce qu'il y a de nouveau c'est la décision d'assumer la responsabilité et le risque. Il était temps.

« Les voix du scepticisme et du cynisme sont sans doute nombreuses — elles dominent les médias, peuplent les commentaires illustres, déterminent la politique portugaise. Une "troisième voie" peut être discutée, par d'obscurs journalistes ou par des caciques socialistes se disputant la pôle position de son congrès, les places d'euro-députés ou même de président du Parlement Européen (M. Soares), de commissaire européen, des Expos 98, des post-Expo 98, du Portocapitale européenne de la culture ou du football 2004. Mais une alternative consistante, qui porte sur les causes qui frappent le consensus et donne la voix aux sans-voix, est regardée sous un mauvais œil — et avec raison.

« Le risque, le vrai risque, ce n'est pas celui de la critique des adversaires de ce projet. Le risque est évidemment de ne

pas répondre au défi, de ne pas parvenir à créer la force exigée, de ne pas mobiliser l'indispensable capacité de convocation, de ne pas bâtir un mouvement où puissent se rassembler les combats permanents contre le chômage et pour une politique économique et européenne pouvant répondre aux revendications fondamentales des travailleurs, ou pour la réforme fiscale, ou pour la défense et le développement de la Sécurité sociale, ou contre l'Eglise, pour la laïcisation de la relation politique ou pour les droits des femmes, ou pour la culture critique contre le spectacle pharaonique. Le vrai risque est d'en rester aux paroles et de ne pas parvenir à réaliser les ruptures, d'être présents aux élections mais pas dans l'action.

« Pour cela, les volontés ne sont pas suffisantes, et, moins encore, les déclarations. L'Europe va vers une récession et le chômage tend à augmenter; la dérégulation sociale, les conflits ethniques, les guerres yougoslaves, la pauvreté, l'exclusion intolérable tendent à augmenter. La culture de l'éphémère, de la superficialité, de la banalité, tendent à s'affir-



Le numéro spécial de 68 pages d'*Inprecor*, qui retrace les analyses et les combats de la IV<sup>e</sup> Internationale depuis sa fondation en 1938, est encore disponible. Vous pouvez le commander au prix de 60 francs l'exemplaire. Nous consentons une remise de 10% (soit 54 francs l'exemplaire) pour des commandes groupées de 5 à 9 ex. et une remise de 20% (soit 48 francs l'exemplaire) pour des commandes de 10 ex. et plus...

mer comme une valeur. Le Portugal vit entre le XIX<sup>e</sup> siècle et le XX<sup>e</sup> siècle, anesthésié par la publicité gouvernementale.

« La voix de la protestation est plus que nécessaire. Il faut arriver sur place et faire face. C'est cela le seul risque de la responsabilité. » ■

## LES MARCHES EUROPÉENNES EN GRÈCE

Le Comité Grec des Marches Européennes a franchi une nouvelle étape de son développement en organisant avec succès sa première "École d'été internationale" au nord de la Grèce (Khalkidiki), durant la première semaine de Septembre. La conférence de presse inaugurale tenue dans les locaux de l'Union Locale de Thessalonique, a constitué un événement national et médiatique car elle a rassemblé les présidents de Synaspismos (N. Konstantopoulos), du DHKKI (D. Tsovolas), le représentant de l'aile gauche du PASOK et du Parti Communiste Grec, et elle a eu lieu le jour même de la conférence de presse (à

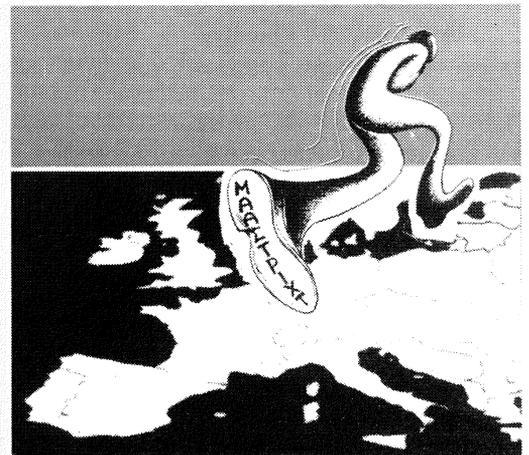
Athènes) des premiers ministres grec et français, MM. Simitis et Jospin.

Malgré l'inexpérience des organisateurs, les travaux de l'École d'été ont été suivis par une quarantaine d'étrangers ouest-européens et balkaniques et environ 130 Grecs dont des dizaines de syndicalistes, des cadres des mouvements sociaux et des représentants des partis politiques. Les débats — parfois agités — ont été toujours intéressants, et ont contribué à l'approfondissement des questions qui allaient du mouvement des chômeurs à la crise des pays de l'Est, ainsi qu'à l'établissement des rapports de confiance entre les participants qui provenaient de onze pays différents (France, Italie, Espagne, Luxembourg, Hollande, Angleterre, Danemark, Turquie, ex-République yougo-

slave de Macédoine, Yougoslavie et Grèce).

Fort du succès de son École d'été, le Comité Grec des Marches Européennes s'emploie actuellement à préparer la manifestation de Cologne. L'idée d'un train "balayant" les pays balkaniques avant d'arriver à Cologne fait déjà son chemin grâce, entre autres, à la collaboration des camarades cheminots.

Dependant, l'activité principale du Comité reste le mouvement des chômeurs. En collaboration étroite avec l'Union Locale d'Athènes, ses membres



qui couvrent tout l'éventail de la gauche syndicale et politique grecque, s'investissent actuellement dans la constitution des premiers noyaux qui, aidés par des syndicats, les mouvements de jeunesse et sociaux, pourraient faire démarrer dans les mois à venir le premier vrai mouvement de chômeurs grecs. [G.M.]

## UNE LISTE LO-LCR AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Plus de 150 délégués des villes et sections de la LCR, réunis à Paris le 16 janvier 1999 en conférence nationale, ont approuvé la proposition d'une liste commune de la Ligue communiste révolutionnaire (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale) et de Lutte Ouvrière pour les prochaines "européennes".

La conférence nationale a clos le débat ouvert au sein de la LCR depuis plusieurs mois, à la suite de la négociation entre les directions des deux organisations d'une profession de foi commune (1). Trois positions étaient en présence au sein de la LCR. Présentées par la position A, la motion approuvant le projet de liste commune a recueilli 78,86 % des voix et celle concernant les modalités de la campagne, 76,42 %. Les motions présentées par la position B, qui rejetait la proposition de la liste commune, recueillaient entre 13,82 % et 18,7 % des suffrages des délégués. La motion de la position C, qui mettait l'accent sur le projet européen de la Ligue, a recueilli 4 % et deux motions locales défendant des positions particulières, environ 2 %. Enfin, une motion réaffirmant les orientations générales du congrès de la LCR quant à la perspective de la construction d'une force anticapitaliste recueillait 67,74 % des voix.

A noter que le taux de participation militante aux conférences locales à été l'un des plus importants dans l'histoire de la LCR — 13 % de plus qu'au dernier congrès — ce qui traduit une augmentation sensible des effectifs de la Ligue.

Ce même week-end les militants de LO ont approuvé à la quasi-unanimité le projet de liste commune.

A l'issue de la conférence nationale de la LCR, le dimanche 17 janvier, Alain Krivine (LCR) et Arlette Laguiller (LO) ont tenu une conférence de presse annonçant la cam-

pagne.

« Au moment où les courants politiques se divisent (le Front national en 2, la droite en 4 ou 5, la gauche plurielle en 3 ou 4...), la gauche anticapitaliste se rassemble » — déclarait A. Krivine à la conférence de presse. « Si nous avons fait cette liste commune, c'est parce qu'il y a urgence », poursuivit-il.

« Urgence en Europe, face à une offensive patronale de grande envergure, qui se traduit par 20 millions de chômeurs, le développement partout de la précarité, de la flexibilité, des privatisations du service public, de l'exclusion, des attaques contre l'environnement. A travers les traités de Maastricht, d'Amsterdam ou le pacte de stabilité, l'idée de l'Europe est discréditée. C'est une Europe monétaire, avec des critères monétaires que l'on construit, au lieu d'une Europe

sociale sur des critères sociaux comme les 35 heures, un SMIC (2) européen, une harmonisation par le haut des législations sociales. Et c'est une Europe non démocratique, sans aucun contrôle populaire. Cette Europe nous la refusons, parce que nous sommes pour une Europe des travailleurs. Urgence en France, avec ses 6 millions de personnes qui survivent avec des minima sociaux, ses 3 millions de chômeurs déclarés, ses 2 millions de mal-logés, ses 60 000 sans papiers repoussés dans la clandestinité. La gauche plurielle se refuse à prendre les mesures radicales qui s'imposent, pour ne pas rompre avec les lois du marché et les pleins pouvoirs du patronat. Ses concessions et ses reculs ont fourni la clientèle au Front national, notre principal adversaire. (...) Or, depuis les grandes grèves de 1995, un nouveau climat de résistance sociale se développe, radical et combatif, avec le développement géographique de nouveaux mouvements comme ceux des chômeurs, des sans-papiers, des femmes ou des comités antifas-

cistes. Mais ce nouveau mouvement social est orphelin d'un débouché politique, au moment où le PS satellise de plus en plus les directions du PCF et des Verts. (...) Notre but, lors de ces élections, est de construire une force électorale ancrée le plus à gauche possible, capable de montrer qu'il existe une alternative à la politique de résignation. En dépassant les 5 %, nous changerons les rapports de forces au sein de la gauche, avançant ainsi vers la construction d'une force anticapitaliste, féministe et écologiste. Un succès de notre liste serait un encouragement à la lutte



pour les millions d'opprimés, d'exploités, d'exclus, souvent dans la détresse. » (3)

Pour sa part, Arlette Laguiller écrit dans l'éditorial de Lutte Ouvrière : « La liste LO-LCR se situe sur le terrain de l'opposition radicale à la politique de tous les partis qui mènent leur action en fonction de la gestion capitaliste de la société. Cette politique, qu'elle soit menée par la droite ou, comme actuellement, par la gauche dite plurielle, a des conséquences désastreuses pour les travailleurs et pour la société. (...) Nous dirons qu'il est possible de mettre fin au chômage, immédiatement, à la seule condition de mener une politique qui n'hésite pas à prendre dans les profits capitalistes de quoi financer la création d'emplois utiles en nombre nécessaire. (...) Nous dirons aussi que l'Europe unie, sans frontières entre les peuples, c'est l'avenir. Mais l'Europe que les gouvernements prétendent construire est au service exclusif des industriels et des groupes financiers. Elle est conçue pour accroître les profits des multinationales européennes sur le dos

de leurs propres salariés comme sur les peuples des pays pauvres. Même ce qui pourrait être un progrès, comme la suppression des frontières et une monnaie unique, sert de prétexte aux gouvernements pour imposer des sacrifices à la population laborieuse. Il faut que les élections européennes confirment le renforcement du courant qui se retrouve dans le langage d'opposition radicale à la politique de gestion de l'économie capitaliste. ce sera une censure claire de la politique du gouvernement de la "gauche plurielle" qui ne pourra pas être détournée au profit de la droite.

Ce sera un contre-poids à l'influence électorale de l'extrême droite. Ce sera le signe d'une radicalisation du monde du travail qui pèsera sur la politique du patronat et du gouvernement. » (4)

Il est à noter que la presse quotidienne et hebdomadaire a publié de larges comptes rendus du

lancement de la campagne de la liste LO-LCR (5), dont les sondages annoncent qu'elle pourrait franchir le seuil de 5 % des voix en juin, ce qui lui permettrait d'avoir des élu(e)s au Parlement européen. ■

1. Le texte du projet de cette profession de foi a été publié dans *Rouge* du 26 novembre 1998.

2. Le salaire minimum interprofessionnel de croissance a été créé en France par la loi du 20 janvier 1970, devant servir à éliminer la distorsion entre la progression du salaire minimal et celle de l'ensemble des salaires. Il a remplacé le salaire minimum interprofessionnel garanti, créé en 1956, qui entre 1956 et 1968 n'avait progressé que de 76,1 % contre une progression de 137,4 % de l'ensemble des salaires.

3. Cité dans *Rouge* du 21 janvier 1999.

4. *Lutte Ouvrière* du 22 janvier 1999.

5. Les lecteurs intéressés par le déroulement de la campagne peuvent consulter chaque semaine une revue de presse, les communiqués de la LCR et d'Alain Krivine etc. sur le site web de la LCR et de *Rouge* :

<<http://www.lcr-rouge.org>>

# « Du Moyen-Orient à l'Europe »\*... et après ?

par  
Fuat Orçun\*\*

Le séjour d'Abdullah Öcalan (dit "Apo") à Rome a mis la question kurde et le PKK au cœur de l'actualité européenne.

Cela a été une bonne occasion de rappeler les atrocités de la "sale guerre" dans la région kurde en Turquie et de dénoncer la répression sauvage menée par les militaires et les gouvernements turcs successifs : selon les chiffres officiels, 30 000 personnes sont mortes en 15 ans dans la région, des centaines de villages ont été détruits et vidés de leurs habitants, des centaines de milliers de Kurdes ont quitté leur villes et villages pour s'entasser dans les banlieues des grandes villes. La solidarité internationaliste avec le peuple kurde est donc plus que jamais d'une actualité brûlante. Mais en même temps, les méthodes de luttes et les orientations contestables du PKK, ainsi que la personnalité controversée de son dirigeant, Apo, donnent des armes à la propagande de l'État turc et suscitent une certaine "gêne", y compris dans les rangs de ceux qui soutiennent la lutte du peuple kurde. Il est donc nécessaire de mener un débat politique sur le bilan de cette organisation, afin de clarifier les enjeux.



## Le mouvement national kurde

Il faut avant tout préciser le sens exact de certains termes qui seront utilisés dans cet article. Et en premier lieu, le terme de mouvement national. Lorsque nous parlons du mouvement

national (kurde), nous ne nous limitons pas au seul PKK (Parti ouvrier kurde, clandestin, d'Apo) ni au Hadep (Parti de la démocratie du peuple, parti nationaliste kurde, légal en Turquie). Il s'agit pour nous de l'ensemble des mouvements et des organisations qui luttent pour les revendications et les droits du peuple kurde, aussi bien sur le terrain politique que culturel, social, etc. Même le PKK, qui revendique pourtant un monopole total sur le mouvement national, reconnaît implicitement cette pluralité du mouvement kurde, dans la mesure où il a développé le projet de convoquer un "congrès national", auquel il convie également d'autres forces kurdes.

Lorsque nous parlons des partis politiques de la nation kurde, il faut aussi y inclure les partis liés au régime, ainsi que les islamistes, dans la mesure où ces derniers, notamment, sont majoritaires dans la région et que même avec des élections "libres", ils maintiendront plus ou moins leur force actuelle, avec une affirmation d'identité autant kurde qu'islamique. En dehors de ceux-là, et outre le Hadep, il nous faut citer le Parti de la démocratie et de la paix (DBP), qui est une émanation légale du Parti socialiste du Kurdistan (KSP, clandestin, de Kemal Burkay), ainsi que le Parti démocratique de masse (DKP), dirigé par Seraffettin Elçi, un ancien ministre d'Ecevit dans les années 70, qui avait été emprisonné et condamné par les militaires en 1980, pour avoir ouvertement affirmé qu'il était Kurde. Il est intéressant de noter que le Hadep considère qu'il « ne saurait être question de faire alliance avec ces partis »

(*Özgür Politika*, 5/1/1999), ce qui veut dire, dans leur jargon, qu'ils considèrent avoir le monopole de la représentation politique des Kurdes et qu'ils refusent de considérer qu'il peut y avoir des partis distincts, autrement dit : « On peut faire alliance avec des partis turcs mais pas avec des partis kurdes, car nous sommes le seul parti kurde » !

## Hadep et PKK

Quant au Hadep et à ses liens avec le PKK, il faut aussi préciser qu'il s'agit pour nous de deux entités distinctes, contrairement au raccourci simpliste considérant que le Hadep n'est que l'émanation légale du PKK. Il ne faut pas oublier en effet que plusieurs dirigeants, courants ou militants qui font partie du Hadep, ou de ses prédécesseurs (le HEP ou le DEP, dissous par la Cour constitutionnelle), ont été critiqués de façon très virulente, voire outrancière par la direction du PKK. A plusieurs reprises, il y a eu des voix discordantes dans le Hadep, qui ont presque toutes critiqué la ligne suivie par le PKK. Cette distinction est donc importante, d'autant que plusieurs courants, qui refusent d'entrer en contact avec le PKK, ne voient pas d'inconvénients à le faire avec le Hadep, qu'ils considèrent comme une composante légitime de la lutte politique. Cette distinction existe de même aux yeux des électeurs. Le Hadep se considère d'ailleurs lui-même comme un parti de masse. C'est à dire que, en tant que parti national, il regroupe des couches sociales très différentes et met en

\* "Le Moyen-Orient a achevé son rôle. Il fallait donc que commence le processus européen", citation d'Abdullah Öcalan, leader du PKK, publiée dans *Özgür Politika* (30 novembre 1998), le journal kurde pro-PKK publié en Europe.

\*\* Fuat Orçun est un dirigeant de la section turque de la IV<sup>e</sup> Internationale.

# Mouvement national kurde

avant l'harmonie entre elles, plutôt que leurs contradictions, le tout au nom des intérêts et droits nationaux. Mais il faut aussi préciser que l'électorat du Hadep est surtout un électorat populaire.

Il est impossible de comprendre cette relation complexe si l'on se livre à des simplismes réducteurs. Autrement dit, et au-delà de la question de la "légalité bourgeoise", on ne peut pas considérer par exemple qu'une alliance électorale avec le Hadep équivaut à une alliance avec le PKK. D'ailleurs, il existe au sein du mouvement socialiste des points de vue et des prises de position très différents, voire contradictoires, au sujet du PKK. En ce qui nous concerne, nous avons toujours émis les plus

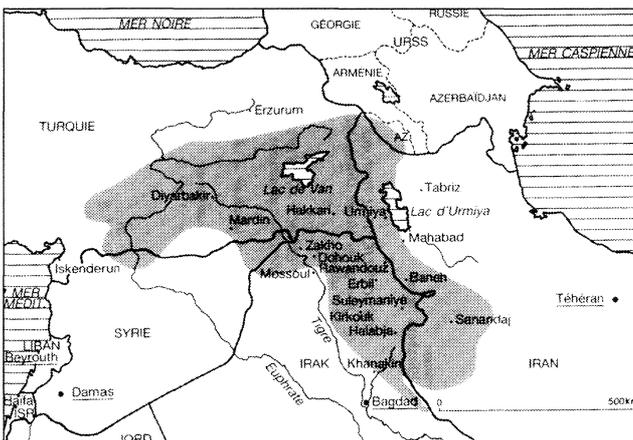
grandes réserves, non seulement à l'encontre des "méthodes de lutte" de cette organisation, mais aussi de ses orientations politiques en général. Nous avons par exemple déjà souligné que le PKK était une organisation nationaliste sectaire, d'origine stalinienne, qui essaye de régler une question démocratique (la question nationale) par des moyens non-démocratiques ; pratiquant par ailleurs un culte de la personnalité caricatural de son principal dirigeant, Abdullah Öcalan, dit "Apo". Nous avons également rappelé que le PKK revendique le monopole du mouvement national kurde et que pour concrétiser cette ligne, il étouffe — y compris par les méthodes les plus brutales — toute contestation dans ce domaine : « Le

rapport aux autres courants que se manifestent surtout ses origines stalinienne (les Procès de Moscou lui ont explicitement servi de référence pour justifier la liquidation physique des opposants). Nous avons également critiqué les thèmes nationalistes outranciers, voire religieux, qui forment l'ossature de sa propagande ; condamné ses méthodes de lutte, en particulier les attentats aveugles touchant surtout des civils, ainsi que les massacres de femmes et d'enfants dans les villages kurdes pro-gouvernementaux (voir ci dessous) ; dénoncé l'opportunisme de sa ligne politique, notamment ses tentatives de compromis avec Özal ou avec les islamistes à la veille des élections de 1991 ; et rejeté ses alliances internationales douteuses avec des régimes ou courants encore moins démocratiques que celui de la Turquie, comme par exemple l'Iran et la Syrie, ou l'extrême droite grecque et russe (voir *Inprecor* n° 350, avril 1992).

*PKK n'hésite pas à recourir à l'usage de la violence physique pour régler ses différents politiques au sein du mouvement national et avec la gauche turque, ainsi qu'à l'égard de ses propres militants, voire même des secteurs populaires qui lui sont opposés* » (*Inprecor* n° 307, mai 1990). C'est dans cette attitude de face au mouvement de masse et par

La question nationale en Turquie, autrement dit la question kurde, est d'ailleurs elle-même une question complexe et particulière, qui ne peut être comprise en établissant des analogies simplistes avec la question algérienne ou vietnamienne. Si la légitimité des revendications nationales du peuple kurde est indéniable, il serait totalement erroné de croire qu'il y a en Turquie une "guerre entre des

Une nation écartelée entre l'Azerbaïdjan, l'Irak, l'Iran, la Turquie et la Syrie (zone originelle de peuplement Kurde en grisé)



## Méthodes du PKK...

Les accusations sur les "méthodes" du PKK sont souvent reprises dans la presse internationale, même par une partie de ceux qui ont de la sympathie pour la cause kurde : « Le PKK, une organisation qui mobilisait la petite paysannerie, tout en se voulant marxiste et nationaliste, a été incapable de traduire ses succès militaires sur le plan social, politique et populaire. Ses méthodes violentes (attaques contre les villages des milices pro-gouvernementales, tueries de femmes et d'enfants, attaques à la bombe dans les grandes villes), courantes jusqu'à la fin 1992, ont affaibli

son soutien populaire ». ("La fuite en avant des militaires turcs", *Le Monde diplomatique*, décembre 1998).

Le secrétaire général du Parti socialiste du Kurdistan (KSP), Kemal Burkay, qui était intervenu auprès du premier ministre italien pour lui demander d'accorder l'asile politique à Öcalan, n'a pas pour autant hésité à formuler les mêmes critiques. Dans une interview accordée au journal kurde *Hêvi* (21/11/1998), Burkay affirme que désormais, ce sont les méthodes plus pacifiques qui vont prévaloir et se félicite de voir qu'Apo « condamne à son tour certaines actions commises dans le passé [par le PKK] et qui s'apparentent au terrorisme ». Burkay précise la position de son mouvement : « En ce qui nous concerne, nous

avons toujours émis une préférence pour les méthodes politiques et pacifiques, qui nous semblent plus adéquates pour notre pays. Nous considérons qu'il est positif que le PKK ait décidé d'en faire autant, même si c'est avec un certain retard. Ainsi, il y a maintenant une chance pour que l'ambiance de guerre et de violence, qui dure dans notre pays depuis 14 ans et qui a fait un grand tort à la fois au peuple kurde et au peuple turc, puisse enfin prendre fin. On peut désormais s'orienter vers une paix juste. (...) L'État turc s'est servi depuis des années des actions armées du PKK, en particulier de celles tournées contre les civils et les autres secteurs révolutionnaires ou patriotes, ainsi que ses actions violentes en Europe, en bref, des erreurs du

PKK, pour dénoncer le mouvement kurde à l'opinion publique interne et internationale comme étant un simple phénomène de terrorisme. Il s'est servi de ce prétexte pour dévaster le Kurdistan, menant un effroyable terrorisme d'État ».

Il est clair en effet que ces "méthodes de lutte" du PKK alimentent la propagande de l'État turc. Mais ce n'est pas une raison pour se taire sur ces actes indéfendables et être ainsi "plus royaliste que le roi", puisqu'Öcalan lui-même condamne aujourd'hui ces actions avec des termes d'une virulence telle que l'État turc ne le renierait pas (mais il en impute la responsabilité à ses lieutenants, en précisant que lui, n'a jamais tué personne !).



## La population Kurde en Turquie

Il est impossible de déterminer exactement la population kurde en Turquie, car les recensements officiels ne relèvent ni l'origine ethnique ni la langue maternelle. L'ancien président de la République, Özal, avait cité il y a dix ans le chiffre de 12 millions de Kurdes (sur une population de 65 millions d'habitants). Certains parlent de 20 % de la population, d'autres de 30 %. Selon une étude du Département démographique de l'Université de Hacettepe, la population kurde de Turquie serait de l'ordre de 12,7 % (autrement dit de près de 8 millions d'habitants).

Un quotidien kurde, qui a fait des estimations en partant du résultat des élections de 1995, avance le chiffre de 13,5 millions, soit 20 % de la population. Selon certaines sources récentes, il y aurait actuellement près de 6,5 millions d'électeurs kurdes. Le Hadep n'a donc pu obtenir qu'un sixième (16,5 %) du vote kurde en 1995. Le poids des islamistes dans la région est plus important. Si l'on considère que le nombre des Kurdes est de 20 millions, dont la moitié seraient des électeurs, le Hadep n'aurait récolté alors que 10 % du vote de l'électorat kurde.

Près de la moitié de la population kurde vit dans les villes industrielles de l'Ouest du pays (surtout à Istanbul et Kocaeli) ou dans la zone méditerranéenne (notamment des villes portuaires, industrielles ou touristiques comme Mersin, Adana et Antalia). Selon le dernier recensement, la population totale des provinces à majorité kurde du sud-est est de près de 5 millions d'habitants (y compris les minorités turques, arabes ou syriaques). Il y a également près de 5 millions d'habitants dans les provinces mixtes de l'Est (Turcs, Kurdes et Azéris). En revanche, près d'un quart de la population d'Istanbul (9 millions d'habitants) serait kurde, ainsi que celle de Kocaeli (1 million d'habitants) ou d'Izmir (2,5 millions d'habitants).

Un sondage d'opinion, cité par un éditorialiste de *Radikal* (15/10/1998), estimerait à 7-9 millions le nombre de personnes qui déclarent que leur langue maternelle est le kurde, et à 4 à 5 millions ceux qui se revendiquent explicitement comme Kurdes. En fonction de cette étude, le chiffre réel serait donc aux alentours de 13 millions. ■

nations". L'homme de la rue ne voit pas la chose ainsi et "les hommes du commun", Turcs et Kurdes, ne se battent pas entre eux. Il est important de le souligner, compte tenu du fait que près de la moitié des Kurdes de Turquie vivent dans les villes de l'Ouest de la Turquie, hors de la zone sud-est à majorité kurde (voir ci-contre à droite) et qu'il y a de très nombreux mariages mixtes (il n'y a pas de différences entre Kurdes et Turcs au niveau de la religion et les différences "ethniques" ne sont pas perceptibles par "l'apparence physique"). Si l'État turc dénie aux Kurdes toute reconnaissance de droits ou d'identité collective, ils jouissent néanmoins des mêmes droits politiques et civiques (autrement dit : ils sont soumis aux mêmes restrictions antidémocratiques !) que les Turcs (ce que l'État turc ne manque pas non plus de souligner dans sa propagande : plus d'un quart des élus au parlement sont par exemple des Kurdes, dispersés dans les différents partis de droite ou de "gauche" du régime, ou au sein du parti islamiste). En revanche, il y a bien entendu une répression féroce dans la zone des combats et l'État applique une politique délibérée de "terre brûlée" et de "déportation" de la population kurde, en détruisant les villages.

Par conséquent, la question kurde se vit de façon tout à fait différente à l'Est et à l'Ouest du pays (voir "La question kurde à l'Est et à l'Ouest de la Turquie" en p. 21), la répression étant au premier plan à l'Est et la question sociale à l'Ouest. Ce qui veut aussi dire que même au cas où il y aurait un jour un "Kurdistan indépendant", il continuerait encore à y avoir une "question kurde" dans la partie turque du pays, à moins de procéder à une "homogénéisation" par des "échanges de population" des deux

côtés (sur le modèle des Balkans du début du siècle), ou pire encore, par des "purifications ethniques" mutuelles (sur le modèle de la Bosnie ou du Caucase !).

### Le mouvement national kurde et le mouvement socialiste

Les relations actuelles entre le mouvement national kurde et le mouvement socialiste sont en grande partie l'héritage des années 60 et 70, c'est à dire de la période qui a précédé le coup d'État de 1980. Ce sont surtout les mouvements staliniens pro-Moscou qui étaient la force dominante avec une implantation massive dans la région kurde, avant 1980, tandis que Dev-Yol (qui était largement majoritaire au sein du mouvement socialiste dans le reste du pays) y était par exemple quasiment absent. Il faut rappeler qu'à l'époque, le maire de Diyarbakir était Mehdi Zana, militant du KSP, et que ce mouvement avait "interdit" dans sa zone les activités du PKK (alors très minoritaire)... Il ne faut pas oublier que le mouvement national kurde est issu lui-même du mouvement socialiste, même s'il s'en est aujourd'hui différencié, et qu'il a subi les mêmes divisions politiques et idéologiques (avec de violents conflits internes).

Aujourd'hui, la différence vient surtout du fait que le mouvement national a acquis un soutien de masse beaucoup plus important que celui du mouvement socialiste, qui commence à peine à se remettre des coups portés par la dictature militaire. Le débat au sein du mouvement socialiste sur la question kurde a de ce fait peu évolué. Il y a en gros deux lignes différentes, portant sur l'évaluation des dynamiques du mouvement national (certains – mais ils sont de moins en

## La question kurde à l'Est et à l'Ouest de la Turquie

Même durant la période la plus intense des combats entre l'armée et le PKK à l'Est du pays, même lorsque les villages étaient détruits et vidés de leurs habitants (un ministre a récemment reconnu que près de 800 000 personnes avaient ainsi dû émigrer à l'Ouest du pays ou dans les grandes villes de l'Est), il n'y a pas eu d'affrontement entre Turcs et Kurdes à l'Ouest, en dehors de quelques événements sporadiques.

Il y a certes eu quelques morts lors des événements qui ont suivi l'arrivée d'Öcalan à Rome (deux militants kurdes ont été lynchés par les fascistes ou la police et 6 autres se sont immolés par le feu "en soutien à Apo"). Mais la fièvre nationaliste et ces quelques manifestations anti-Kurdes des fascistes turcs, doivent être remises à leurs justes proportions (surtout si on les compare aux mobilisations racistes contre les minorités chrétiennes, en 1955). On peut même affirmer que ces tentatives de mobilisations ont été un véritable fiasco

pour les fascistes turcs, compte tenu surtout de leur poids électoral (estimé aux alentours de 10 % !) et de la grande tolérance de la police à leur égard. Il faut rappeler que les quelques scènes de lynchages ont eu lieu, à la suite des actions de solidarité avec Apo, organisées par une poignée de militants du PKK dans les quartiers les plus fréquentés des grandes villes de Turquie [essayons d'imaginer ce qui aurait pu aussi se passer, si de telles manifestations avaient eu lieu dans les rues de Madrid, en faveur des leaders de l'ETA...].

Au stade actuel, en raison de l'immigration interne massive vers l'Ouest, la question kurde connaît une importante mutation sociale et politique. La population kurde s'entasse de plus en plus dans les métropoles occidentales et se prolétarise. Pour la moitié des Kurdes, cette question n'est plus aujourd'hui une question nationale à l'Est, mais une question de minorité nationale à l'Ouest (et cette tendance va en s'accroissant). Pour ceux-là, même une "solution de la question kurde" à l'Est ne résoudrait pas leur propre question à l'Ouest (voir également une analyse sur ce sujet, dans *Inprecor* n° 307, mai 1990).

moins nombreux ces dernières années – prétendent qu'il y a là une dynamique révolutionnaire, alors que d'autres considèrent qu'il s'agit seulement de l'une des questions démocratiques à régler, même si c'est bien entendu l'une des plus importantes), ainsi que sur la nature des alliances avec le mouvement national.

Après le coup d'État, c'est surtout au moment des élections de 1991 que des liens se sont de nouveau créés entre le mouvement national et le mouvement socialiste. Le Parti ouvrier (IP, maoïste pro-chinois), qui obtient entre 60 et 100 000 voix à l'échelle nationale, avait eu d'excellentes relations avec le PKK au début des années 90 et son dirigeant, Perinçek, avait même passé en revue les troupes du PKK avec Apo, dans la Bekaa. Mais aujourd'hui, ce parti s'est totalement rangé aux côtés de l'État turc, considérant que le mouvement national kurde est un « *suppôt de l'impérialisme* » et qu'il faut « *défendre les acquis d'indépendance nationale de l'État turc face à l'agression impérialiste* ». Le Parti du travail (EP), qui est l'héritier des anciens maoïstes pro-albanais, a décidé d'étendre son orga-

nisation dans la région kurde. Un autre petit groupe stalinien, le Parti du pouvoir socialiste (SIP), qui avait pourtant fait alliance avec le Hadep en 1995, a également décidé récemment de s'organiser dans la région kurde.

Au sein du Parti de la liberté et de la solidarité (ÖDP), qui est une organisation pluraliste (au sein duquel militent nos camarades de la section turque de la IV<sup>e</sup> Internationale), il existe des points de vue assez divergents sur l'attitude à adopter face au mouvement national, au-delà bien entendu des convergences de principe (voir encadré sur la position de l'ÖDP). Ce genre de divergences existaient déjà à l'époque du BSP (qui est l'une des deux composantes, avec Dev-Yol, qui ont convergé au

sein de l'ÖDP). Même la décision pourtant commune du BSP, de renoncer à s'organiser dans la région kurde, était motivée de façon très différente par chacune de ses composantes : certains groupes (par exemple Kurtulus) estiment que le Kurdistan est un pays à part et qu'il n'appartient pas à la gauche turque de s'y organiser (il faut toutefois ajouter que ces camarades estiment également, pour les mêmes raisons mais en sens inverse, que le mouvement kurde devait de même renoncer à s'organiser dans la partie turque et que lors des élections, ces deux composantes devraient se soutenir mutuellement hors de leurs zones directes). Mais pour d'autres, cette décision était motivée par les conditions politiques concrètes, jugées inadéquates (état de guerre, polarisation entre l'armée et le PKK, manque d'espace et de force politiques).

Au moment de la formation de l'ÖDP, ce sujet délicat a été provisoirement mis de côté. Mais l'ÖDP s'est néanmoins organisé dans certains départements kurdes, à la demande de ses militants locaux. Le Parlement du parti, réuni en janvier 1999, a décidé de se présenter aux élections sous sa propre bannière et dans l'ensemble du pays, tout en considérant qu'il pouvait éventuellement y avoir des exceptions, limitées à certains départements. Au sein de l'ÖDP, ceux qui considèrent que l'ÖDP n'est pas un "parti turc", mais le "parti des tra-



Janvier 1984, une manifestation kurde contre la présence de délégués turcs au Conseil de l'Europe a forcé la suspension de ses travaux durant cinq jours.

vailleurs turcs et kurdes", sont largement majoritaires. Les courants qui estiment qu'il faut abandonner toute la région kurde au Hadep et au mouvement national sont minoritaires. La position minoritaire est d'autant plus difficile à soutenir, qu'il n'y pas de "contrepartie kurde" à l'ÖDP, dans la région kurde. Autrement dit, les socialistes (y compris kurdes) de cette région, qui ne veulent pas s'exprimer dans les limites du mouvement national, seraient alors totalement privés de toute possibilité de s'exprimer, car il ne leur est pas possible de vivre au sein du Hadep. De même, exiger du mouvement national kurde qu'il renonce à s'organiser dans la partie turque est tout aussi irrationnel, dans la mesure où près de la moitié des Kurdes vivent dans les métropoles occidentales de la Turquie (c'est à dire dans la "région turque").

Ces débats avaient eu peu de poids jusqu'à maintenant, en raison de la faiblesse du mouvement socialiste. Mais maintenant que les rapports de forces entre le mouvement national et le mouvement socialiste ont tendance à s'équilibrer peu à peu, ce débat gagne en importance, y compris en terme électoraux. Les composantes du BSP (l'ÖDP n'existait pas encore) avaient participé aux élections municipales de 1994 (boycottées par les nationalistes kurdes et par les autres composantes du mouvement socialiste), sous le sigle de l'Alternative socialiste unifiée (BSA). Cela leur avaient valu des critiques outrancières, notamment d'être « à la solde de l'état-major turc » ! Pourtant, le BSA avait axé sa campagne sur le thème de la question kurde... Aux élections législatives de 1995, le BSP a fait alliance avec le mouvement national, en acceptant de présenter ses propres candidats sous la bannière du Hadep. Il s'agissait d'une alliance qui portait sur trois axes : le travail, la paix et la liberté. Mais en pratique, le Hadep n'a mis en avant que le seul axe concernant la paix et a obtenu un score de 4.2 % à l'échelle nationale. Dans les villes où le Hadep était totalement absent, c'est à dire où seul le BSP a fait campagne, la liste commune a obtenu en moyenne 1% des voix. A Istanbul, où près du quart des 9 millions d'habitants sont kurdes, le Hadep n'a obtenu que 2.5 %, malgré

## Les positions de l'ÖDP (extrait des Résolutions du I Congrès de l'ÖDP, octobre 1997)

« Partant du fait que tant qu'il n'y aura pas de paix, il n'y aura pas de démocratie, et tant qu'il n'y a pas de démocratie, il n'y aura pas la paix, l'ÖDP considère que la question de la paix est une question à la fois d'humanité et politique ; il agit donc pour que la lutte politique contre la guerre qui sévit actuellement [dans le pays] se mène sur le terrain de la paix, de la démocratisation, de la liberté et pour que les masses puissent s'auto-déterminer. L'ÖDP exige en conséquence :

- Un cessez-le-feu bilatéral pour que les armes se taisent, en tant que premier pas vers la paix
- La suppression de tous les articles anti-démocratiques et répressifs contre la liberté d'opinion et d'organisation, notamment la suppression des lois dites "anti-terroristes"
- La liquidation de toutes les unités spéciales de guerre dans la région, qu'elles soient liées à l'armée, à la gendarmerie ou à la police, ainsi que la suppression des gardiens de village
- La suppression de la loi d'urgence dans la région
- La possibilité de retour pour tous ceux qui ont été chassés de leurs villages, ainsi que l'octroi d'indemnités pour leurs pertes matérielles
- Amnistie générale, en dehors des criminels de guerre
- Reconnaissance légale du pluri-culturelisme
- Suppression de toutes les restrictions devant le développement de toutes les langues et cultures de Turquie, droit pour tous à l'enseignement dans sa langue maternelle

- Reconstruction économique de la région
  - Mesures économiques et sociales exceptionnelles pour faire face aux besoins urgents des gens chassés par la guerre
  - Possibilité pour les immigrants de guerre de développer leur propre culture dans les grandes villes, afin de lutter contre l'aliénation qui les guette
  - Lutte contre tous les préjugés culturels, afin de favoriser les échanges culturels
  - Une attention spéciale aux problèmes d'organisation syndicale et de lutte des immigrés de guerre, qui sont sur-exploités en tant que travailleurs non qualifiés
  - Une initiative de paix dans les larges couches de la population turque, afin d'aboutir à une solution politique démocratique et pacifique. »
- « Pour ce faire, l'ÖDP souhaite mobiliser toutes les forces, partis et courants de gauche qui font de la paix l'un de leurs objectifs fondamentaux, les syndicats, associations de masses, organisations de la société civile, les défenseurs des droits de l'homme, les anti-militaristes, les pacifistes, les intellectuels, toutes les personnes et institutions qui se prononcent pour une solution démocratique, tous ceux qui ont souffert de cette guerre. Il considère également que les organisations de travailleurs du monde entier, les organisations socialistes, les organisations internationales de défense des droits de l'homme et de la paix sont ses alliés dans cette lutte. »

un apport pourtant considérable du BSP. Pour les élections d'avril 1999, les estimations de vote sont entre 2 % et 3 % pour l'ÖDP et aux alentours de 5 % pour le HADEP.

### La période "entriste" du mouvement national sur le terrain électoral

Le mouvement national kurde résiste et maintient ses activités sur le terrain politique depuis dix ans, de façon presque indépendante des aléas des affrontements entre l'armée et le PKK (voir à ce sujet "les étapes de la lutte" en p. 24).

Certains des députés kurdes membres du SHP, le parti kémaliste et social-démocrate (membre de l'Internationale socialiste), ont été exclus du parti pour avoir participé à la Conférence kurde de Paris, organisée en 1989 à l'initiative de France Libertés. Ils ont alors fondé le Parti du travail du peuple (HEP, précurseur du Hadep), avec des syndicalistes turcs de la DISK (Confédération syndicale de gauche). Ce parti a d'abord négocié avec l'ANAP de Turgut Özal (alors président de la République) (1), puis a ini-

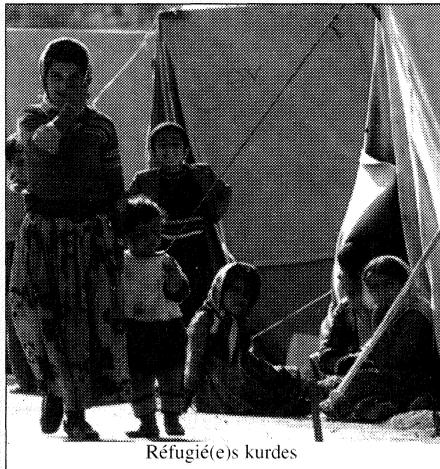
1. Voir à ce sujet les déclarations d'Apo, dans *Inprecor* n° 350, avril 1992

## Les étapes de la lutte

Les affrontements qui durent depuis 15 ans entre l'armée et le PKK peuvent être dissociés en gros en trois étapes. La première, entre 1984 et 1989, peut être définie comme la période d'accumulation de forces du PKK. La seconde, entre 1989 et 1992, est une période de développement tous azimuts du mouvement national et l'apogée de la puissance militaire du PKK. Durant cette période, les partis kurdes ont reçu un important soutien électoral et le mouvement s'est étendu à de larges masses, avec même un début d'intifada au moment des festivités du Newroz. A l'époque, le PKK et Apo avaient aussi accès régulièrement aux médias turcs et à la télévision, sur les nombreuses chaînes privées, étant considérés comme interlocuteur politiques de fait. C'est à ce moment là, en 1993, que le PKK a décrété un cessez-le-feu unilatéral pour pouvoir négocier (près de deux ans après avoir fait voter la confiance à un gouvernement, qu'il continuait pourtant à combattre militairement !). Mais ce cessez-le-feu a été rompu quelques mois plus tard par les militants du PKK, qui ont exécuté 33 soldats désaffectés et désarmés. Apo a d'abord déclaré que cette action avait été réalisée sous son contrôle et qu'elle était justifiée. Par la suite, il a reconnu que c'était une erreur et en a attribué la responsabilité à son lieutenant Semdin Sakik, qui, entre temps, était tombé en disgrâce et qui a été par la suite capturé par l'armée turque en Irak du nord, l'année dernière. L'armée turque a alors déclenché une vaste contre-offensive, avec de nombreuses incursions sur les bases arrières du PKK en Irak du nord, accompagnée d'une politique de la terre brûlée, et avec le soutien des "brigades spéciales de la police" (les "escadrons de la mort") pour briser le mouvement national dans les villes. L'armée a ainsi progressivement pris l'initiative

militaire et s'est assurée le contrôle du terrain, arrivant à tourner totalement le rapport de forces en sa faveur. Le PKK est donc militairement en position de faiblesse extrême, se limitant à quelques actions limitées ou individuelles (notamment des "attentats suicides" avec des "bombes humaines").

Les militaires déclarent aujourd'hui qu'ils ont « accompli leur travail » et qu'il appartient maintenant aux civils de réaliser des réformes économiques et sociales, voire même culturelles, pour « éradiquer définitivement le problème ». Ils n'hésitent plus à parler ouvertement de l'identité kurde. Un général disait récemment, dans un "briefing" aux journalistes : « 90 % de la population de la région de Siirt sont des citoyens turcs d'origine kurde » (*Radikal*,



27/11/1998). On comprendra mieux la portée de cette déclaration, si l'on se souvient que la thèse officielle de l'État turc a été pendant des décennies de nier purement et simplement l'existence des Kurdes. Un autre général déclarait également, avec lucidité mais non sans cynisme : « Si la majorité des Kurdes avaient réellement soutenu le PKK, nous n'aurions jamais pu l'emporter et contrôler la région ». Les militaires n'hésitent plus à rendre public des sondages qu'ils ont effectués dans les villages pro-gouvernementaux, et qui font état de « 40 % de la population qui souhaite l'organisation d'un enseignement en kurde ».

Mais malgré ces quelques

"ouvertures" verbales (et plutôt théoriques), l'État turc ne semble pas prêt à accepter l'existence d'interlocuteurs politiques. Il veut criminaliser le Hadep (ses dirigeants ont été arrêtés et condamnés à plusieurs reprises) – tout comme il le fait pour l'Association des droits de l'homme – en les considérant comme de simples émanations du PKK. Il est vrai que les militants du PKK au sein du Hadep donnent de nombreux prétextes à l'État pour agir dans ce sens (comme par exemple jeter à bas le drapeau turc et afficher à sa place un poster d'Apo et le drapeau du PKK, en plein congrès national du Hadep à Ankara, devant les caméras de la télévision et la police). Mais le comportement répressif de l'État s'étend également aux autres courants politiques kurdes. Autrement dit, tout porte à croire que l'État ne veut pas non plus qu'émerge une formation politique indépendante du PKK et qui pourrait donc devenir un interlocuteur plus "acceptable" à ses yeux. On peut dire que l'État s'applique à confiner le problème dans le domaine "militaire". Toute forme d'expression politique sur cette question est bloquée par les lois "anti-terroristes".

Avni Özgürel, un editorialiste du quotidien libéral *Radikal* (28/10/1998), critiquait cette attitude en écrivant : « Il est impossible de comprendre pourquoi l'État adopte un comportement encore moins tolérant qu'à l'égard du PKK, envers ceux qui sont vaincus que l'on doit débattre et résoudre cette question dans le cadre unitaire de la Turquie, par la volonté propre de ses citoyens et sans plier devant les pressions extérieures. » Sahin Alpaz, editorialiste de *Milliyet* (3/12/1998), qui est l'un des principaux quotidiens bourgeois du pays, disait de même : « Il est évident que ce ne sont pas les spécialistes ou les diri-

geants [de l'État] qui peuvent décider qu'il existe ou non une question [kurde] en Turquie. C'est à nos citoyens d'origine kurde qu'il appartient d'en décider... En fait, ceux qui permettent au PKK de se draper du manteau de la légitimité sont assurément ceux qui refusent de faire toute distinction entre la question kurde et le PKK [en réduisant la question kurde aux seuls actes du PKK] ». Le même editorialiste disait également (à l'instar de nombreux autres editorialistes de la presse bourgeoise) : « La reconnaissance par la Turquie des droits culturels et d'identité [collective] pour les Kurdes, ainsi que la possibilité qui leur soit donnée de défendre leurs revendications dans le cadre du régime démocratique est nécessaire, tant pour la démocratie que pour avoir le droit de siéger parmi la communauté des nations civilisées. »

Dans ce domaine, il semble y avoir une convergence de fait entre la ligne du PKK et celle de l'État. Le refus de l'État de reconnaître un espace politique et d'accorder une légitimité démocratique à tout parti kurde a pour conséquence paradoxale de faire du PKK la seule alternative. Le PKK œuvre aussi dans le même sens, en essayant d'imposer (y compris par la force) son hégémonie totale à toute autre formation kurde, y compris le Hadep. Le projet du PKK d'organiser un "congrès national" va aussi dans ce sens, puisqu'il est question de vouloir faire d'Apo le leader, non pas d'un simple parti, mais de toute la nation kurde\*.

\* Alors que nous soulignons sans cesse la nécessité du pluralisme et du débat démocratique, y compris au sein de la classe ouvrière et même du mouvement révolutionnaire, il nous est impossible de cautionner cette volonté de monopole et d'hégémonie totale, de surcroît sur l'ensemble d'une nation (qui est, par définition, encore moins homogène qu'une classe sociale !). L'heure n'est plus à l'auto-proclamation des "seuls et uniques représentants" de tel ou tel peuple...

tié une alliance électorale avec les islamistes, mais cette alliance s'est brisée car les deux partis n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur les listes et la répartition des députés. Le HEP s'est alors allié de nouveau au SHP, en se présentant sur ses listes aux élections de 1991. Entre temps, les islamistes s'étaient alliés, eux, aux fascistes du MHP, c'est-à-dire les loups-gris (un beau symbole de cohérence politique, pour les uns comme pour les autres !). Lors de ces élections, le SHP a sérieusement augmenté ses voix, en particulier dans la région kurde où l'électorat était persuadé que ce parti pourrait jouer un rôle important pour porter la question kurde au parlement. 22 députés nationalistes kurdes ont ainsi été élus sur les listes de ce parti et ils ont tous voté la confiance au gouvernement Demirel/Inönü (coalition entre la droite conservatrice et les sociaux-démocrates). Ces deux leaders du gouvernement, qui disposait alors d'un grand soutien populaire, sont allés dans la région kurde, en compagnie du chef d'état-major, et ont officiellement annoncé que « *la Turquie reconnaissait la réalité kurde* ». Ils ont même évoqué une "solution à l'espagnole" (en référence à la question basque). Mais tout cela est resté lettre morte. Cette période marque aussi l'apogée de l'influence du PKK. A l'occasion du nouvel an kurde, le Newroz, on a même pu observer un début de soulèvement populaire, avec des scènes "d'intifada".

Certains des députés kurdes ont tenté, lors de la prestation de serment au Parlement, de parler en kurde à la tribune, mais se sont fait bousculer et réduire au silence. Cet incident a symbolisé leur exclusion du système politique. Ils ont d'ailleurs quitté le SHP quelques mois plus tard, pour rejoindre le HEP. Ce parti a été dissous en 1993 par la Cour constitutionnelle et a dû être remplacé par le Parti de la démocratie (DEP). Un an plus, le DEP était à son tour interdit, à l'initiative de Tansu Çiller, devenue premier ministre à la place de Demirel (qui avait lui-même été élu président de la République, après la mort d'Özal en 1993) (2). Les députés du DEP ont été exclus du Parlement, arrêtés et condamnés pour « *complicité avec le PKK* ».



Paris, octobre 1989. Les militants du PKK occupent les jardins de l'ambassade allemande pour protester contre le procès de 19 Kurdes accusés de terrorisme...

Aux élections municipales de 1994, boycottées par le mouvement national kurde sous prétexte que « *l'atmosphère politique n'était pas démocratique* » (l'a-t-elle jamais vraiment été ?), les islamistes, qui n'étaient que la troisième force politique aux municipales précédentes en 1989, sont devenus la première, raflant la quasi totalité des municipalités de la région. En revanche, les sociaux démocrates, arrivés en tête en 1989, reculaient à la quatrième place, étant même dépassés par les partis de droite. Ainsi, à la différence également des années 70, l'électorat kurde basculait vers les islamistes, quittant la gauche. Autrement dit, bien que les cadres du mouvement national soient issus de la gauche, la fibre islamiste se renforçait auprès de ses électeurs. Les islamistes avaient capté leurs voix, car ils constituaient le seul parti du système qui ne basait pas sa propagande sur le nationalisme turc.

## Le passage à l'indépendance politique

A la veille des élections législatives de décembre 1995, le Hadep, créé après la dissolution du DEP, était persuadé qu'il obtiendrait aux alentours de 16 % des voix, dépassant ainsi sans problème le barrage de 10 % (seuil national minimum pour avoir des élus). Mais la réalité a été tout autre et malgré de bons scores dans

certaines villes comme Diyarbakir (près de 50 % des voix) et une moyenne de 16 % dans l'ensemble de la zone kurde, le Hadep a dû se contenter de 4,2 % à l'échelle nationale et n'a eu aucun élu. Les nationalistes ont tenté d'expliquer cet échec par le nombre important d'électeurs non inscrits sur les listes et par les pressions qui ont émaillé la campagne électorale. Même s'il y a une part de vérités dans ces arguments, ils sont loin de tout expliquer. En effet, ce sont dans les circonscriptions où la répression était la plus forte que le Hadep a obtenu ses meilleurs scores ; en revanche, c'est dans les grandes villes où la répression était totalement absente qu'il a obtenu ses plus mauvais résultats. Dans des villes ouvrières à forte densité de Kurdes, comme Istanbul ou Kocaeli, il a été en dessous de sa moyenne nationale. Même dans son fief de Diyarbakir, son score est resté en dessous des voix qu'il avait

2. L'un des généraux les plus influents de l'époque, le général Beyazit, déclarait bien des années après, dans une interview à l'un des principaux quotidiens bourgeois (*Milliyet*, 1 mars 1998), que "cette décision avait été une erreur regrettable", montrant ainsi que l'armée n'approuvait pas l'élimination du DEP de la scène politique. En effet, la disparition du DEP avait permis aux islamistes de combler le vide et d'augmenter ainsi sérieusement leur poids à l'échelle nationale, grâce à l'appoint supplémentaire de voix venant de la zone kurde.

## Les revendications d'Öcalan

Lors de son séjour à Rome, dans un article publié dans le journal de son mouvement, *Özgür Politika* (23/11/1998), Apo a présenté une liste de 7 revendications :

- 1-Fin des opérations militaires dans les régions kurdes ;
- 2-Autorisation pour les paysans expulsés de regagner leurs villages ;
- 3-Suppression du système des "gardiens de villages" (milices pro-gouvernementales) ;
- 4-Une autonomie pour la région, qui ne porte pas atteinte aux frontières de la Turquie ;
- 5-Octroi aux Kurdes des mêmes droits démocratiques qu'aux Turcs ;
- 6-Reconnaissance officielle de l'identité kurde, de sa langue et de sa culture ;
- 7-Liberté pour la religion et pluralisme. ■

obtenues en alliance avec le SHP en 1991. Le fait est que l'immigration vers les grandes villes engendre de nouveaux problèmes sociaux, auquel le seul discours nationaliste est incapable de répondre.

## Vers les élections du 18 avril 1999

Depuis sa fondation, l'ÖDP a organisé une série d'activités en alliance avec le Hadep. Parmi les plus importantes et les plus massives, on peut citer la campagne des festivités pour la paix ; les manifestations contre la mafia ; la manifestation "Ni l'armée ni les islamistes" (qui avait rassemblé près de 35 000 personnes à Istanbul). Certains secteurs considèrent le Hadep comme un "parti frère", mais en réalité, la convergence réelle se limite presque uniquement à la question de la lutte pour la paix (c'est-à-dire contre la "guerre sale" dans la région kurde). Au-delà, il existe de très sérieuses divergences, allant de l'évaluation de la nature du parti islamiste jusqu'à la question sociale. Si l'ÖDP se démarque du laïcisme ultrajacobin de l'État, en insistant sur la nécessité de respecter les croyances religieuses, le Hadep va bien au-delà et flatte les sensibilités islamiques de sa base (d'ailleurs, le PKK a aussi inscrit récemment la "liberté de religion"

parmi ses 7 principales revendications, voir ci-dessus) et considère l'ensemble du monde musulman comme faisant partie de "l'humanité progressiste").

Lorsqu'en 1997, l'armée a inscrit la "menace intégriste" au premier rang des "menaces contre la République" (donc avant la "menace séparatiste") et qu'elle a réalisé un coup de force "constitutionnel" pour forcer le gouvernement islamo-nationaliste d'Erbakan et de Çiller à démissionner, cela a engendré des illusions dans les milieux proches du PKK, qui ont cru que l'armée allait prendre le relais des civils pour réussir là où ces derniers avaient échoué, c'est-à-dire résoudre la question kurde. 6 mois après la chute du gouvernement d'Erbakan, Apo expliquait dans le journal kurde *Ülkede Gündem* (1/2/1998) que les cadres militaires qui menaient la guerre avaient décidé de développer une nouvelle ligne politique. Il a d'ailleurs récemment expliqué à Rome, qu'il avait eu des contacts indirects avec l'état-major, par l'intermédiaire d'officiers et de journalistes turcs (*Özgür Politika*, 5/1/1999).

Le mouvement national accorde beaucoup d'importance aux élections du 18 avril prochain. Même si le Hadep prétend dans ses discours publics qu'il n'aura pas de difficulté à dépasser le barrage des 10 %, il semble clair que le véritable objectif pour eux est de gagner surtout un maximum de mairies dans la région (l'élection du maire se fait au scrutin uninominal à un seul tour. Il suffit donc de devancer les autres partis, même avec à peine 25 % des voix : c'est ainsi par exemple que les islamistes avaient gagné Ankara et Istanbul, profitant du morcellement de l'échiquier politique). Ainsi le Hadep espère récupérer les mairies abandonnées aux islamistes par le boycott des élections de 1994. L'objectif est de gagner une légitimité institutionnelle et légale au niveau régional et d'en faire ensuite un levier pour la lutte politique et pour envoyer un message puissant à l'opinion publique internationale.

## Les pressions internationales

Pour sa part, le PKK mise beaucoup sur les pressions diplomatiques à

l'encontre de la Turquie. Dans les milieux proches du PKK, le nouveau processus initié avec le départ d'Apo de Damas a été lancé comme étant une nouvelle ouverture qui permettrait d'aboutir à une solution. Selon ce scénario, la victoire militaire de l'armée turque sur le terrain allait se transformer en une défaite diplomatique turque et une victoire diplomatique du PKK sur l'arène internationale. Or, ce scénario n'a aucune chance d'aboutir politiquement. Le fait qu'aucun pays occidental n'ait voulu accorder l'asile politique à Apo et faire du PKK un interlocuteur officiel en est une preuve patente.

Il n'est bien sûr pas impossible que le mouvement national puisse passer à l'offensive sur le plan politique, malgré son recul sur le plan militaire. Mais seules les masses, sur le terrain, peuvent en décider ainsi, et non pas une quelconque pression sur l'État turc émanant de puissances impérialistes comme l'Italie, l'Allemagne ou les États-Unis. Les exemples de l'Irak, de l'Iran et de la Serbie (et, dans une toute autre catégorie, de Cuba !) sont là, pour montrer les limites de la capacité des pressions impérialistes (même par les moyens les plus extrêmes, avec embargo économique et diplomatique prolongé, combiné à des interventions militaires) d'influencer l'évolution politique interne de pays même moins puissants que la Turquie. N'oublions pas par ailleurs que les gouvernements impérialistes font toujours preuve dans ce domaine d'une hypocrisie monstrueuse : tout en critiquant la Turquie devant la presse sur les violations des "droits de l'homme" et en votant au Parlement européen des résolutions pompeuses sur la question kurde, les puissances impérialistes se font une concurrence farouche pour décrocher du gouvernement turc de juteux contrats économiques et surtout militaires (notamment les hélicoptères, particulièrement performants dans la lutte anti-guérilla !).

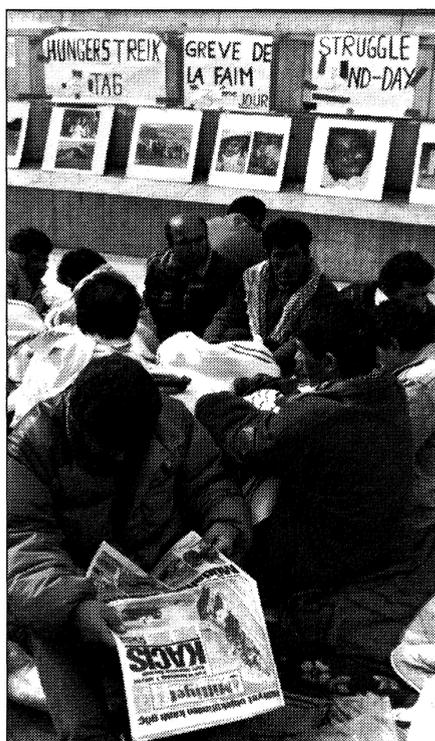
D'ailleurs, il y a certaines nuances entre l'approche de l'UE et celle des États-Unis sur cette question. Les États-Unis ont tenté une fois de plus, avant les derniers bombardements en Irak, d'unir les Kurdes irakiens, « qui n'ont pas réussi à créer un État-nation malgré le vide politique créé en Irak

du nord » (Kendal, *Le Malheur kurde, Le Monde diplomatique*, octobre 1996), en essayant de rapprocher l'UPK et le PDK de Barzani et de Talabani (avec un soutien conditionnel de la Turquie !). Mais les Américains utilisent le même langage que la thèse officielle turque sur le PKK, le qualifiant d'organisation "terroriste". En fait, ils ne font que défendre l'octroi de droits culturels aux Kurdes, tout en prenant position pour l'intangibilité des frontières. Il semble aussi que les États-Unis soient préoccupés par un éventuel dérapage de la situation, au cas où Apo serait éliminé. Même si elle se démarque des Américains sur la politique irakienne, l'UE n'est pas non plus partisane d'une modification des frontières et souhaite également que la question kurde soit abordée sous l'angle des droits culturels et des droits des minorités nationales.

Certaines prises de position des Américains ont été mal accueillies dans les hautes sphères de l'État turc, lorsque par exemple, le secrétaire d'État adjoint Talbott déclarait en octobre dernier : « ... Comme beaucoup de Turcs, nous estimons que les problèmes qui ravagent le sud-est de ce pays ne peuvent être résolus par les seuls moyens militaires. Une solution durable à la question kurde en Turquie est liée à la volonté du gouvernement turc de garantir à l'ensemble de sa population la jouissance des droits de l'homme. » Un autre point de vue dont il faut tenir compte, même si c'est une prise de position semi-officielle, vient d'Alan Makovsky : « Il est très peu probable que l'on puisse créer un jour un État kurde sur une partie de l'actuel territoire de la Turquie. En revanche, ce qu'il serait possible de faire, c'est de trouver une solution politique qui permettrait à la Turquie d'accorder plus de droits culturels, linguistiques et une plus grande capacité d'expression politique. Mais cela nécessite un nouveau paradigme de régime, qui admette ce pluralisme ou, de façon moins probable, ce bi-nationalisme. Mais cela prendra des années, si ce n'est des décennies ».

En fait, il y a très peu d'incompatibilité sur ce point avec les revendications du PKK (voir encadré). Il est également intéressant de souligner que le "Document de la politique nationa-

le", adopté récemment par le Conseil de sécurité nationale (instance suprême de l'État turc, où siègent de façon paritaire les principaux ministres et les principaux généraux, sous la présidence du président de la République) stipule « *qu'il faut prendre des mesures pour développer les particularités régionales et culturelles, à condition que cela n'empiète pas sur le domaine public* ». Le président de la République, Demirel (avec certainement l'aval des militaires), se fait également l'avocat de la nécessité de passer à un système plus décentralisé, dans le cadre d'une "réforme globale de l'État" (sur le modèle de la V<sup>e</sup> République française).



Militants du PKK en grève de la faim, en avril 1991 à Paris, pour protester contre les massacres perpétrés par l'armée de Saddam Hussein contre le peuple kurde en Irak.

La différence essentielle porte sur le fait, comme l'a expliqué Öcalan dès son arrivée à Rome (26 novembre 1998), que le PKK veut un dialogue politique sous l'égide de l'UE et de l'ONU, avec un soutien international. Mais dans quelle mesure est-il possible de développer un tel dialogue unilatéral sous l'égide de l'ONU et de l'UE, sans que la Turquie ne l'accepte ? Et comment compte-t-on le lui imposer ? Il suffit d'observer la politique étrangère volontariste et entreprenante de la Turquie ces dernières années, malgré les crises politiques et gouvernementales succes-

sives, pour comprendre qu'il est impossible de résoudre cette question par de simples pressions internationales (3). D'autant que ce genre de pressions s'avère plutôt contre-productif et renforce les secteurs les plus réactionnaires et les plus chauvins de la population et de l'État, engendrant un état d'esprit de "nation opprimée" chez les Turcs.

## Sèvres et Lausanne

Pour comprendre ce phénomène, il faut remonter aux mythes fondateurs de la République de Turquie et au Traité de Sèvres. Ce traité, qui prévoyait la création éventuelle d'un Kurdistan indépendant et également d'un État arménien sur la partie Est de la Turquie actuelle, ainsi que l'occupation de la partie égéenne par la Grèce, de la région méditerranéenne orientale par la France et l'Italie, de la mer Noire par les Anglais et un contrôle d'Istanbul et des Détroits par les alliés, avait été imposé à l'Empire ottoman vaincu à la fin de la Première Guerre mondiale, par les puissances impérialistes victorieuses (il faisait ainsi pendant au Traité de Versailles). La Turquie actuelle a été créée par une lutte nationale, menée par les troupes de Mustafa Kemal (et soutenue par le jeune pouvoir bolchevique), contre ce traité, pour obtenir l'indépendance et la souveraineté nationale, qui lui ont été octroyées par la suite, avec le Traité de Lausanne (1924). Les Kurdes s'étaient à l'époque alliés aux kémalistes, mais ils ont rompu dès 1925, en voyant s'ériger un État-nation aux accents turcs, qui imposait de surcroît une laïcité jacobine qui sapait les pouvoirs des cheikhs islamistes kurdes.

3. Preuve en est, la façon dont la Turquie a fait pression militairement sur la Syrie pour la forcer à "lâcher" Apo et à le faire partir de Damas, où il résidait depuis 14 ans. Certains ont lié ce succès à l'alliance entre les États-Unis, la Turquie et Israël dans la région, mais il n'en est rien, car Israël n'a pas joué le jeu de la Turquie et a donné au contraire des garanties à la Syrie, qu'elle espère attirer dans le processus de paix. Le fait est que l'armée turque est aujourd'hui l'une des plus puissantes et des mieux entraînées de la région et que les généraux savent qu'ils peuvent compter sur leurs propres forces et sur leur capacité de "neutraliser" les États-Unis dans ce domaine, grâce à leur rôle "d'allié incontournable", notamment en Irak et face à l'Iran et à la Russie.

# Mouvement national kurde

Les différentes révoltes kurdes qui ont éclaté de 1925 à 1936 ont été réprimées dans un bain de sang par le pouvoir kémaliste, qui en a également profité pour interdire les syndicats et les partis de gauche.

C'est ainsi que pour une large frange de la population turque (y compris au sein de la gauche social-démocrate et kémaliste), l'idée d'un « *Kurdistan indépendant imposé par l'Occident* » renvoie à ce mythe fondateur de la « *lutte nationale contre les puissances impérialistes* ». L'État et les nationalistes turcs en font d'ailleurs un cheval de bataille, sur le thème de la « *lutte contre la résurgence de Sèvres* », utilisant pour cela les frustrations européennes de la population, qui se sent rejetée pour de mauvaises raisons par une Europe chrétienne, impériale et arrogante. Cette démagogie nationaliste de l'État turc a d'autant plus de prise sur la population, que certains médias occidentaux (notamment le très sérieux *Le Monde*) font référence à Sèvres en parlant d'une solution à la question kurde et que dans les milieux de la diaspora kurde en Europe, l'on s'amuse parfois à « *célébrer l'anniversaire*

*de Sèvres* ». Öcalan lui-même s'est d'ailleurs senti obligé de corriger le tir : « *La Turquie ne devrait pas se plaindre que l'on essaye de faire ressusciter Sèvres. Ce que nous voulons est conforme à l'esprit du Traité de Lausanne. Nous voulons seulement faire progresser Lausanne* » (dans son souci de présenter un profil "respectable", Apo est même allé jusqu'à préférer les pires injures publiques à l'encontre des cadres militaires de son parti, rejetant sur ses lieutenants la responsabilité de toutes les actions indéfendables du PKK (4) ). Mais même ainsi corrigé, il ne faut pas s'imaginer que la population attende impatiemment qu'on lui impose de l'extérieur un "nouveau Lausanne". Ce n'est que de l'intérieur que l'on pourra réellement changer les choses, par une lutte conjointe des travailleurs kurdes et turcs, soutenue par une solidarité internationaliste des travailleurs du reste du monde (et non des gouvernements impérialistes).

Les différents sondages d'opinion effectués en Turquie et publiés même par la presse bourgeoise, montrent qu'il n'y a aucune hostilité réelle de l'homme de la rue aux droits culturels pour les Kurdes et à la fin de la guerre. Même les principales organisations patronales (grande bourgeoisie et PME) et une partie non négligeable de la presse bourgeoise se sont prononcées en faveur de réformes démocratiques dans ce domaine. Mais cet état d'esprit n'arrive pas à trouver un débouché politique. Les quelques velléités de réforme, qu'ont eu même des politiciens bourgeois de droite, comme les anciens premiers ministres Çiller et Yılmaz (qui ont chacun évoqué des solutions à l'espagnole et une libéralisation des lois anti-démocratiques), se sont vite heurtées au sabotage du "lobby de la guerre", c'est-à-dire des trafiquants de drogue et d'armes qui vivent de l'état de guerre dans la région (la mafia, les policiers corrompus, une frange de l'armée, les politiciens véreux à leur solde et les fascistes). De plus, le "réformisme" de ces politiciens de droite a fait long feu, face aux réalités politiciennes.

En effet, ces deux partis, l'ANAP et le DYP, qui se font une concurrence mortelle pour le leadership de la droite, ont à chaque fois cédé à la pire démagogie nationaliste pour capter

les faveurs de l'électorat fasciste, afin de grappiller les 1 % ou 2 % de voix supplémentaires qui pourraient leur permettre de prendre le dessus. Ils sont d'ailleurs totalement embourbés dans leurs liens avec les secteurs mafieux. Quant aux partis de "gauche", le parti de l'actuel premier ministre Ecevit est une formation populiste chauvine (du genre PASOK), connue pour ses positions anti-kurdes ; tandis que les sociaux-démocrates kémalistes du CHP (successeur du SHP), qui ont pourtant produit des projets réformistes, sont actuellement sur une ligne très droite : ils font tout pour ne pas heurter les sensibilités des militaires (dont ils cherchent à gagner les faveurs dans le domaine de la « *lutte contre l'intégrisme* »). Les islamistes, eux, flattent l'électorat kurde à l'Est et dans les banlieues des grandes villes, mais chassent sur les terres des fascistes dans leurs fiefs d'Anatolie centrale. Ils n'avaient d'ailleurs pas hésité à voter la levée de l'immunité parlementaire des députés kurdes en 1993 et le gouvernement d'Erbakan avait totalement plié devant les *desiderata* de l'armée sur la question kurde, en 1996-97. Autrement dit, dans cette affaire, les militaires ne sont pas forcément plus "faucons" que les politiciens bourgeois ! Il y a donc une inadéquation patente entre les aspirations de la population (y compris de la bourgeoisie et de l'intelligentsia bourgeoise) et la politique menée par les partis, qui elle-même ne colle pas tout à fait au programme des militaires.

## La solidarité internationale

Dans ces conditions, comment pourrait se concrétiser la solidarité internationale ? Il est évident que les "show politiques", comme ceux de certains députés ou journalistes européens qui ont par exemple porté des posters d'Öcalan à Diyarbakir, lors de la célébration du Newroz, ne correspondent à rien dans le domaine politique. Les actions de ce genre d'aventuriers médiatiques avides de sensations fortes sont au contraire nuisibles, car elles sapent le développement du mouvement de la paix en Turquie. En effet, les festivités pour la paix, qui se développaient petit à petit depuis des années, ont été réduites cette année à la simple présence d'une délégation étrangère de ce type

---

4. Une sérieuse crise interne guette d'ailleurs le PKK, dans ce contexte de recul militaire sur le terrain, avec notamment la perte du soutien logistique de la Syrie et la situation précaire d'Öcalan, qui a finalement été "forcé" de quitter l'Italie (qui, malgré la tolérance initiale du gouvernement D'Alema, n'a pas osé lui accorder l'asile politique, en raison des pressions de la Turquie et surtout des États-Unis et du "lâchage" des autres pays de l'UE.). Il semble clair que les tensions larvées au sein de l'organisation vont s'exacerber, entre d'une part, les cadres militaires de la montagne (sur le prestige desquels s'était construit l'organisation, mais qui sont aujourd'hui dénigrés par Apo) ; d'autre part, les cadres politiques de l'intérieur de la Turquie (qui sont obligés de tenir compte du contexte politique interne et des limites du cadre légal) ; et enfin, les cadres de la diaspora, habitués à agir dans le contexte européen politiquement plus libéral et dans de meilleures conditions sociales (récemment, Apo s'en est également pris à eux, les accusant de n'avoir pas été capables de lui assurer une couverture politique en Europe et les menaçant de les "envoyer dans la montagne pour s'aguerrir un peu"...). Apo lui-même souligne la nécessité de "restructurer l'organisation pour mieux l'adapter aux conditions de lutte moderne", se plaignant sans cesse de "l'état d'arriération des cadres"...

à Diyarbakir : du coup, la participation populaire a été réduite au minimum, hypothéquant celle de l'année prochaine.

Organiser une initiative cohérente et conséquente pour une solidarité directe avec la population locale, notamment dans le domaine des droits de l'homme, demande certes plus d'efforts que de brandir des posters d'Apo, mais il est clair qu'un tel effort, plus discret et moins excitant, serait bien plus efficace. Il devrait également être possible de mener une action conjointe, en parallèle avec une série d'initiatives civiles qui existent dans la partie turque. Mais ceux qui se substituent aux mouvements politiques (ou qui croient en être le complément) et qui, comme une bonne partie des ONG, s'amusent à être plus royalistes que le roi, ne font que réduire encore plus l'espace politique des mouvements locaux et renforcer la propagande de l'État sur le thème de l'ingérence et du complot international.

## En guise de bilan

Il faut préciser en premier lieu que le mouvement national a atteint en 15 ans un niveau inattendu, en particulier dans l'émergence d'une conscience nationale, renforcée entre autres par les politiques de discrimination de l'État.

Mais il ne faut pas oublier par ailleurs que le mouvement national, qui se définit comme étant « à la fois du Moyen-Orient, de Turquie et d'Europe », a peu de chances d'agir de façon tout à fait indépendante dans l'imbroglio politique d'un éventail aussi large. Le mouvement national kurde n'est certes pas un simple produit des équilibres du Moyen-Orient, ni la cinquième colonne d'une puissance étrangère (comme le prétend l'État turc). Mais il est clair qu'il a tantôt profité des avantages de cet équilibre délicat et en a tantôt été victime. Il n'a pas été capable d'imposer sa propre solution. Quant à ses tentatives de conciliation avec l'État turc, surtout du temps d'Özal, elles ont tout simplement échoué. En ce qui concerne les revendications qui sont aujourd'hui avancées par le PKK (en dehors peut-être de "l'autonomie"), l'État turc n'a pas besoin de trouver un interlocuteur politique pour les

mettre en application.

En 15 ans de lutte, il y a eu certes des acquis de fait dans une série de domaines. Mais contrairement à ce que l'on croit, il n'y a pas eu d'accumulation de forces nécessaires pour aboutir à une "solution politique et démocratique". Il n'y a pas eu de progrès notable dans la partie "occidentale" du pays, non seulement auprès des Turcs, mais également auprès des Kurdes qui y vivent (et qui composent pourtant la moitié de la population kurde).



Par ailleurs, le mouvement national (et en particulier le PKK) a toujours été à la recherche d'une solution négociée avec le gouvernement (et plus particulièrement avec les militaires). De ce fait, il n'a accordé aucune importance au développement d'un mouvement pour la paix dans la partie occidentale du pays (sauf comme force d'appoint ou appendice qui lui serait totalement inféodé). Sa politique dans ce domaine s'est limitée à créer de soi-disantes "unités d'action", avec uniquement des groupuscules qui acceptaient son hégémonie et dont la propagande n'était tournée que vers leurs propres cercles de sympathisants.

En revanche, le mouvement socialiste est en voie de rassembler ses

forces. La question kurde, tout comme la lutte contre l'intégrisme, sont en plein centre de l'actualité politique. Mais il est clair qu'une lutte conjointe, à la fois contre l'intégrisme et le danger d'un coup d'état militaire, tout en prônant une solution politique et démocratique à la question kurde, ne peut se mener de façon efficace qu'en gagnant l'appui des larges masses de travailleurs. Et on ne peut gagner ce soutien des travailleurs qu'en partant de leurs propres problèmes et revendications.

Si l'on veut changer l'équilibre de forces existant et aller au-delà de l'impasse actuelle, il faut surtout cesser d'agir avec des programmes à dimension unique, qu'ils se limitent à la paix, à la laïcité ou à la démocratie. Il faut au contraire établir un pont solide entre la lutte démocratique et la lutte sociale et attirer ainsi de nouvelles couches dans la lutte, en menant une activité politique globale.

Les problèmes habituels dans les relations entre le mouvement socialiste et le mouvement national deviennent encore plus évidents au fur à mesure que le mouvement socialiste se développe. Si le mouvement socialiste devenait un simple satellite du mouvement national, il minerait non seulement sa propre crédibilité, mais en plus, deviendrait incapable d'apporter sa propre contribution à la lutte pour la paix.

Le mouvement national, et en particulier le PKK, qui est certes un acteur incontournable de la question nationale, s'octroie parfois le droit de préférer des critiques arbitraires, voire des insultes, à l'encontre du mouvement socialiste. Face à cela, le mouvement socialiste se doit d'être aussi radical dans ses critiques contre le mouvement national qu'il l'est dans la lutte en faveur des droits nationaux du peuple kurde, en défendant l'unité de tous les travailleurs, de toutes les nations. C'est là que réside la différence essentielle entre une ligne démocratique-bourgeoise (celles des "amis du PKK") et le véritable internationalisme. A moins que l'on ne parte de l'adage paternaliste « *bon pour l'Orient* », se disant que les Kurdes ne méritent pas mieux et ne peuvent pas faire mieux ! Mais le peuple kurde reconnaîtra les siens... ■

Istanbul, le 23 janvier 1999



## Les nôtres

*Irremplaçable  
parce que sans pareille*

« Je ne suis rien. Jamais je ne serai rien. Je ne peux rien désirer. Mais j'ai aussi en moi tous les rêves du monde. »  
(Fernando Pessoa, *Tabacaria*)

**D**imanche 3 janvier, notre camarade Brenda Silvara est décédée. C'était pour nous toutes et nous tous Marita, son nom de militante.

Institutrice, dirigeante du Parti socialiste des travailleurs et de la Quatrième Internationale. Combattante des années noires de la lutte clandestine sous la dictature militaire (1973-1985), détenue dans un camp de concentration pendant trois ans (1975-1978), sauvagement torturée, exilée au Brésil entre 1982 et 1984, organisatrice du syndicat de l'enseignement à l'époque de l'ouverture démocratique en 1985, militante infatigable dans les rangs du Frente Amplio et de son courant radical, féministe convaincue. Pour tout dire, une combattante.

Telle a été sa vie — comme en témoigne ce bref inventaire — toute de droiture et de passion, une vie qui rejoint aujourd'hui les archives de notre mémoire historique.

Avec sa disparition, c'est une évidence, nous perdons son engagement politique intransigent, son expérience sociale, sa conviction théorique, sa capacité pédagogique. Mais que perdons-nous encore avec Marita ?

Lors du décès de notre camarade Ernest Mandel en 1995, Marita avait écrit un article d'hommage pour la revue des Tupamaros, *Mate Amargo*, qu'elle avait titré : « *Comme tout révolutionnaire, irremplaçable.* » On pourrait dire

d'elle la même chose, et s'en tenir là. Mais nous voudrions, en ces moments de brutale tristesse, exprimer d'autres sentiments, douleurs, souvenirs et engagements. Le faire tout en conduisant nos pas sur le chemin si éprouvant de son absence.

Elle n'est plus là dans le combat quotidien et nous perdons, indiscutablement, « *un c a p i t a l révolutionnaire* », en tant que collectif de femmes et d'hommes dressés contre les hypocrites valeurs dominantes, engagés dans les luttes populaires et porteurs de l'utopie de l'émancipation sociale. Mais pas seulement cela.

Nous avons aussi perdu cette possibilité de nous appuyer, en toute confiance, à tout moment, sur cet « *ultime recours* » : celle qui ne fait jamais défaut, qui offre toujours une solution, une réponse, un témoignage de solidarité inconditionnelle, qu'il s'agisse du domaine politique strict ou de questions morales ou affectives. Parce qu'elle n'avait jamais en vue de « *contrepartie immédiate* », ni aucun autre sentiment mesquin. Parce qu'elle avait à satiété ces qualités qui sont aujourd'hui si rares, même dans les rangs de la gauche : une transparence et une franchise (qui pouvait choquer) ; une intelligence vive et fine ; une humilité et un détachement des questions matérielles (qui n'appartient qu'à ceux qui ont vécu et grandi dans la plus extrême pauvreté) ; un courage téméraire (propre à celles et ceux qui consacrent leur vie entière à briser des chaînes).

C'est ce qui nous fait dire que nous avons perdu une pièce clé, irremplaçable parce qu'humainement sans pareille.

Lors de son séjour à l'hôpital, nous avons appris à l'aimer et à la respecter plus encore. Paraissant sans défense face à la cruelle maladie, affaiblie physiquement à l'extrême, elle continuait à se soucier de ses élèves de l'école, à partager avec les autres malades ses biens personnels, à apostropher vertement les médecins, à donner son appui aux employés et aux infirmières. Elle n'a jamais

cessé, même en ces moments où l'issue fatale approchait, d'être Marita. Une femme pleine de vie, optimiste, sincère, fraternelle, solidaire.

Dans les tout derniers jours d'incertitude absolue quant au pronostic, elle nous a encore fait partager, à son chevet, une volonté farouche d'arracher à ce cancer le droit de vivre. Nous avons entretenu avec elle une flamme d'espoir. Mais cela n'a pas été possible. Le dimanche 3 janvier, à 21 h 30, nous avons enfin pu laisser libre cours à nos larmes sans craindre son regard questionnant, s'étonnant de nos faiblesses humaines. Avec la certitude qu'elle nous manquera terriblement.

Aujourd'hui il nous reste un souvenir ancré au plus profond et la volonté de lutter. Dans un monde sans illusions, accablé de cynisme, où rares sont les raisons d'être révolutionnaire, Marita en est une.

Son désintéressement, son abnégation sont pour nous la preuve que les militants, comme dit le poète, « *ont en eux tous les rêves du monde* » et qu'ils se donnent entièrement à la tâche de les projeter dans l'avenir.

Brecht qualifiait d'« indispensables » ceux qui consacrent leur vie à lutter. Pour nous, cela veut dire que nous ne devons pas, que nous ne pouvons en aucun cas nous priver de personnes de cette qualité. Et nous sommes certains que la camarade Marita restera pour nous indispensable.

Nous l'avons quittée comme elle le désirait et le méritait, sans manifestations solennelles, ni fastes rituels. Par de simples applaudissements de gratitude. Hasta la victoria !

Ernesto Herrera  
Montevideo, 8 janvier 1999



## Message du PST d'Uruguay

Chères et chers camarades de la Quatrième Internationale,

Nous tenons à vous remercier toutes et tous de vos messages de solidarité et de soutien après la douloureuse disparition de la camarade Marita.

L'engagement que nous partageons avec vous est celui qui a donné son sens à la vie révolutionnaire de notre camarade : poursuivre notre combat intransigent, prolétarien, féministe, socialiste, internationaliste.

Unis dans la lutte, unis dans la victoire

Fraternellement

Parti socialiste des travailleurs  
(section uruguayenne de la Quatrième Internationale)

## Sri Lanka

*Agression  
contre les dirigeants  
du New Left Front*

**L**e camarade Vickramabahu Karunaratne, secrétaire général du NSSP (Nouveau parti socialiste, Nava Sama Samaja Party), le camarade Patrick Fernando, candidat premier ministre du NLF (New Left Front, Front de la Nouvelle Gauche) pour le conseil provincial de Wayamba et le camarade Nishantha, qui conduisait la voiture, ont été brutalement agressés par une bande de voyous. Ceux-ci avaient suivi la voiture en moto décoré des drapeaux du PA (People's Alliance), le parti au pouvoir. Cette attaque préméditée a eu lieu le 13 janvier vers 10 h du soir à Padeniya dans la province de Kurunegala, une ville à 80 km de Colombo, la capitale.

Ces dirigeants rentraient d'un meeting public du NLF à Kobeigane pour les élections du 25 janvier 1999. Les voyous les ont grièvement blessés et ils ont été transportés immédiatement à l'hôpital. Les camarades Vickramabahu et Nishantha ont dû être évacués de l'hôpital Kurunegala, parce que leur sécurité personnelle ne pouvait y être garantie. Fernando, qui souffrait de blessures graves à la tête et aux yeux, étant intransportable, a été obligé de demeurer dans le service de soins intensifs. Une plainte a été déposée auprès de la police locale.

Cet incident majeur arrive à un moment où la violence connaît une escalade entre les deux partis gouvernementaux, le PA et l'UNP (United National Party), qui tous les deux défendent une même politique tant par sa soumission aux exigences du FMI/Banque Mondiale que par leur défense d'une guerre génocidaire contre la nation tamile dans le nord et l'est du Sri Lanka. Et comme ces deux partis craignent que la combinaison du NLF et le JVP (Front

de libération du peuple) ne permette l'émergence d'une vraie alternative, leur machine rompue à la violence souterraine est progressivement et de plus en plus furieusement tournée contre les candidats du NLF et du JVP. Ainsi, le JVP a également fait état de plusieurs attaques physiques à l'encontre de ses candidats ces dernières semaines.

Le NSSP a été particulièrement visé par les éléments chauvins du PA et d'autres partis parce qu'il a ouvertement appelé le gouvernement du PA à mettre fin à la guerre raciste et engager des pourparlers sans délais et sans conditions avec les Tigres de Libération d'Ealam Tamil (1), afin de résoudre la question nationale tamile au nord et à l'est.

Le NLF tient le gouvernement pour entièrement responsable de l'état de violence, que la haute hiérarchie du gouvernement du PA a ouvertement encouragé en paroles et en actes, en justifiant même tous ses méfaits. Le PA explique que l'UNP, son prédécesseur au gouvernement, n'est pas en situation d'exiger que la violence soit éliminée de la campagne électorale, parce qu'il avait fait pareil auparavant ! Et il avertit le peuple que la violence est inévitable parce que le Sri Lanka ne vit pas sous une super-démocratie !

Il est clair que la généralisation de la violence est orchestrée pour protéger le gouvernement PA contre sa propre impopularité, surtout au sein de la classe ouvrière et des masses paysannes qui, il y a quatre ans, ont voté pour lui sur la base de ses promesses de paix et de prospérité. La présidente Chandrika Bandaranayke les a toutes reniées. La peur du gouvernement de la PA devant la colère des masses était déjà manifeste lorsqu'il avait reporté de cinq ans les élections provinciales, qui devaient se tenir mi-1998, y compris dans la province de l'ouest qui comprend Colombo et sa périphérie urbaine.

Les attaques contre les dirigeants doivent être considérées comme une déclaration claire et nette de la faillite du gouvernement PA et comme une tentative de survie par des moyens de violence mafieuse, du racisme, de la guerre et d'autres moyens inhumains.

Voilà pourquoi nous vous demandons de rendre publique dans vos organisations cette information. Nous, le NSSP et le NLF, apprécierons votre solidarité internationale prolétarienne à ce moment de grande urgence. Nous vous demandons d'envoyer

immédiatement des lettres de protestation à la présidente Chandrika Bandaranayke Kumaranatunga et à l'oncle de celle-ci, vice-ministre de la Défense, le général Anuruddha Ratwatte, en y mentionnant les revendications suivantes :

1. Prendre tout de suite des mesures efficaces afin d'arrêter la violence à l'encontre des candidats de la gauche unie — du NLF et du JVP ;

2. Mener une enquête impartiale et punir rapidement ceux qui sont responsables de ces attaques ;

3. Établir un environnement démocratique et crédible sans intimidation ni violence, sans vol des bulletins de vote et sans bourrage des urnes afin d'assurer le véritable verdict des masses prolétariennes et paysannes.

Les messages doivent être adressés à :

— Chandrika Bandaranayake Kumaranatunge, The President of Democratic Republic of Sri Lanka, Presidential Secretariat, Colombo 1, Sri Lanka (Tel : 094-1-436 371 ; Fax : 094-1-333 703) ;

— General Anuruddha Ratwatte, Deputy Minister of Defense, Ministry of Defense, 15/5, Baladaksha Mawatha, Colombo 3, Sri Lanka (Tel : 094-1-445 699 ; Fax : 094-1-439 380)

Merci d'adresser les copies des messages à : NSSP, 143, Kew Road, Colombo 2, Sri Lanka (Fax: 094-1-334 822 ou 094-74-713 308 ; Email : <abdulnizam@iname.com>)

14 janvier 1999  
Sunil Ratnapriya\*

## Livre

### *Le monde du travail*

sous la direction de :  
Jacques Kergoat, Josiane Boutet,  
Henri Jacot, Danièle Linhart  
*La Découverte, 1998*

Une somme ! Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le travail... Sous l'égide de RESSY, le regroupement de chercheurs et syndicalistes animé par Jacques Kergoat, vient de paraître un ouvrage à la fois copieux (448 pages) et d'un accès extrêmement facile; à la fois synthétique et exhaustif; à la fois rigoureux et engagé.

Le choix éditorial de l'ouvrage est original: quarante cinq auteurs (chercheurs en sciences sociales, mais aussi responsables syndicaux) présentent chacun une brève contribution. Sur un thème de sa spécialité, en quelques pages, chacun doit dire l'essentiel

L'ARME DE LA CRITIQUE  
NE SAURAIT REMPLACER LA CRITIQUE DES ARMES.  
K. MARX

librairie  
**La Brèche**

9, rue de Tunis 75011 Paris  
tél : 01 43 67 63 57  
fax : 01 43 79 29 61  
ouvert : lundi 14h-20h  
mardi à samedi : 12h-20h  
métro Nation

vente par  
correspondance  
Paris, province,  
étranger : envoi  
gratuit

de ce qu'il a à dire d'une façon claire et argumentée. Le pari est largement réussi : en feuilletant un peu au hasard, à chaque page sur laquelle on jette un oeil, on est accroché et on lit jusqu'au bout le court chapitre.

Impossible ici de citer tous les thèmes abordés, mais il n'en est guère qui ait été oublié. Depuis la définition anthropologique du travail (Marie Noëlle Chamoux) jusqu'à son autogestion (Pierre Cours Salies) en passant par sa centralité (Christophe Dejourn) ou sa recomposition (Tony Andreani), tous les thèmes importants sont abordés par des spécialistes qui apportent des points de vue documentés et originaux. Même certains sujets a priori moins centraux dans la réflexion militante (comme le travail agricole, par Pierre Rolle, ou le vieillissement au travail, par Serge Volkoff et Antoine Laville) donnent lieu à des contributions parmi les plus éclairantes, parce qu'elles prennent le sujet — l'évolution du travail — sous un angle très particulier, où le singulier affirme son pouvoir de révéler le général.

De façon arbitraire — mais aussi parce qu'elle traite d'une des questions les plus décisives pour l'avenir de la lutte des classes — on retiendra particulièrement la contribution de Michel Gollac sur la classe ouvrière. Les changements techniques et dans l'organisation du travail remettent en cause les identités traditionnelles de métiers ; ils tendent à

rapprocher les conditions objectives de travail des différentes fractions de la classe ouvrière, voire même de certaines catégories d'employés. Mais cette homogénéisation objective du groupe ouvrier ne s'accompagne pas, bien au contraire, d'une unification politique et culturelle, qui permettrait son affirmation en tant que classe : c'est que manque un "noyau fédérateur", comme a pu l'être l'ouvrier métallo dans les années trente et après-guerre. L'émergence d'un tel noyau « dépend non seulement de l'évolution de ses conditions de travail et d'emploi, mais encore de mutations dans les pratiques culturelles, de l'évolution de l'école, des changements dans les rapports entre les sexes, et d'une action politique dont les formes ne sont guère prévisibles ». On ne saurait mieux dire...

*Le monde du travail*, une référence indispensable pour tous les militants syndicaux et les citoyens désireux de connaître l'état d'avancée des sciences sociales sur ce thème... capital.

[T. C.]

\* Sunil Ratnapriya est membre de la commission internationale du Nouveau parti socialiste (NSSP, section sri-lankaise de la IV<sup>e</sup> Internationale).

1. LTTE, Liberation Tigers of Tamil Ealam est l'organisation qui mène la lutte armée dans le nord et l'est de l'île de Ceylan.

# Renforcement de la droite et consolidation de la gauche

par  
Marc Bonhomme\*

Dans presque tous les pays impérialistes, la crise endémique du capitalisme depuis une génération, combinée à la crise du socialisme, produit des effets politiques similaires mais fort différents quant à leurs formes et niveaux en fonction des acquis historiques : crise de la droite traditionnelle largement compensée par la néolibéralisation de la social-démocratie, la socialdémocratisation du stalinisme et la croissance de la droite de la droite, et à laquelle commence à répondre très modestement l'organisation d'une gauche anticapitaliste. Comme l'ont démontré les dernières élections québécoises, le Québec n'échappe, ni à cette règle, ni à son histoire.

## Tentative de regroupement à gauche

La gauche politique, dans le cadre du Regroupement pour une alternative politique (RAP), faisait un effort de regroupement pour la première fois depuis l'époque du Mouvement socialiste au début des années 80. Parmi le millier de membres du RAP se retrouvait une bonne partie des 500 membres du PDS, parti anticapitaliste qui, pour la première fois dans l'histoire du Québec, présentait près d'une centaine de candidat(e)s. Ce bouillonnement de la gauche politique résonne dans les couches syndicales intermédiaires, dont les éléments les plus combattifs ont commencé à se regrouper dans le Forum intersyndical. Ces couches rejettent la stratégie de concertation des Sommets socio-économiques du Parti québécois (PQ), au pouvoir depuis 1994, qui visaient à constituer un bloc nationaliste composé du PQ, du Bloc québécois (principal parti québécois au parlement fédéral à Ottawa), du patronat et des directions syndicales.

Cette grogne, depuis un an, a mis à mal le leadership de la présidente de la Centrale des enseignant(e)s du Québec

(CEQ). Elle a aussi forcé la direction de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), principale centrale syndicale du secteur public, à se retirer des « *Partenaires pour la souveraineté* », une structure de concertation du bloc nationaliste (mais sans le patronat et avec la majorité des groupes populaires représentés par Solidarité populaire du Québec, SPQ). Elle a finalement empêché la direction de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), principale centrale syndicale, surtout présente dans le secteur privé, d'appuyer ouvertement le PQ.

## « Déficit zéro » et hégémonie US

Le ras-le-bol contre les coupures dans les services publics, particulièrement dans la santé, thème de la première partie de la campagne électorale, mettait le gouvernement du Parti québécois sur la défensive. Le PQ, à la suite du gouvernement fédéral canadien et de tous les gouvernements provinciaux, s'est astreint depuis 1994 à la discipline de fer du « *déficit zéro* ».

Il ne reste plus que le Québec et l'Ontario à ne pas avoir atteint cette cible magique. A la différence près que l'Ontario, la plus peuplée et la plus riche province canadienne, mais durement touché par la récession de 1991-1992, ne l'a pas encore atteint parce que son gouvernement conservateur (dont la clientèle est formée du patronat des petites et moyennes entreprises et de petites villes) s'est payé le luxe d'un rabais d'impôt sur le revenu de 30% pour soutenir les PME, au grand déplaisir des financiers de Toronto. Mais ce rabais d'impôt, qui accentue la disparité fiscale par rapport au Québec (déjà désavantagé par rapport à la fiscalité des États-Unis), n'a pas empêché le gouvernement ontarien de couper relativement moins que celui du Québec les budgets sociaux, à partir d'une base de services publics plus développés, tellement la reprise des années 90 a spécialement bénéficié au secteur financier, à l'industrie électronique et automobile,

concentrés en Ontario.

Cette politique du « *déficit zéro* » est autrement plus contraignante que celle du déficit 3% des critères de Maastricht, ce qui s'explique sans doute par un rapport de forces plus défavorable en Amérique du Nord aux classes ouvrière et populaire. Que dire du Japon, à qui les hautes instances du capital US et européen ordonnent d'encourir des déficits records, quitte même à avoir recours à la planche à billets, pour sauver l'économie mondiale ? Son cas prouve que l'austérité des budgets publics imposée aux peuples du monde n'a rien à voir avec la théorie économique et tout avec l'intérêt de classe, en particulier des maîtres du dollar US et de l'Euro.

On ne peut même pas comparer l'effort budgétaire des gouvernements canadiens au déficit zéro réussi du gouvernement fédéral américain tant les États-Unis bénéficient de leur situation d'hégémonie mondiale. Cet hégémonisme, tant monétaire, financier, économique que militaire, garantit jusqu'ici la croissance de l'économie américaine grâce à une injection de fonds mondiaux au rythme annuel de 300 milliards de dollars US, sans contrepartie négative sur ses taux d'intérêt et de change. Ces fonds irriguent particulièrement son secteur des services avant d'être évacués en un formidable surplus d'importation de produits au bénéfice du niveau de vie US, par ailleurs de plus en plus mal réparti.

Ainsi, les élites américaines *permettent* au peuple canadien de se serrer la ceinture, tant au niveau des services publics, par la politique du déficit zéro, qu'au niveau salarial en ayant consenti à la dévaluation du dollar canadien de près de 30% par rapport au dollar américain depuis 1991, afin de dégager des *surplus* d'exportations vers les USA égaux à plus de 4% du PIB canadien. La bourgeoisie canadienne, et davantage sa composante québécoise, ne se plaint certes pas de ce boom des exportations qui lui permet à la fois de s'enrichir tout en s'évitant un *crash* à cause de l'atrophie du pouvoir d'achat tant privé que public. Au peuple souffrant qui proteste, elle répond, en bon nationaliste canadien ou québécois, peu importe, que le Canada, ou le Québec, doit se libérer de l'emprise du capital *étranger* en atteignant le déficit zéro, politique qui, aux dires de certains, devrait se

\* Marc Bonhomme est rédacteur du mensuel québécois *La Gauche*.

poursuivre en réduction absolue de la dette. Car, comme par hasard, le service net de la dette extérieure canadienne combiné au déficit des services égale à peu près le surplus d'exportations canadiennes vers les USA.

### L'indépendance noyée dans les « conditions gagnantes »

C'est cette dépendance, présentée comme une libération à la capitaliste, que le premier ministre péquiste Lucien Bouchard a proposé au peuple québécois, surtout au cours de la deuxième partie de la campagne électorale, sous le vocable de « conditions gagnantes » en vue d'un prochain référendum, le troisième depuis ceux de 1980 et 1995. Le peuple québécois savait déjà que la question référendaire ne porterait pas sur l'indépendance, pas plus que ce n'avait été le cas au moment du référendum du 31 octobre 1995, mais sur une quelconque souveraineté-partenariat libre-échangiste avec le dollar canadien auquel devrait consentir nécessairement le gouvernement fédéral canadien. Mais au moins le programme péquiste garantissait un référendum au cours du prochain mandat au plus grand dam des bourgeois, anglophones ou francophones, car ce référendum pouvait facilement déclencher une dynamique indépendantiste, quelque soit l'ambiguïté de la question.

Ce qui explique que la Cour suprême canadienne ait pourfendu en août dernier la bête noire indépendantiste en déclarant illégale, tant en droit canadien qu'international, la sécession unilatérale du Québec tout en imposant une obligation de négocier pour autant que la question et la majorité soient « claires », sans autre explication. « Victoire ! » avait crié le PQ, soulagé d'être libéré du carcan de l'indépendance, imposé par la pression populaire, sur le dos d'une Cour suprême consentante à jouer au bouc émissaire, et heureux de l'ouverture d'un processus interminable de négociations tant pré-référendaires sur la « clarté » de la question et de la majorité que post-référendaires sur la signification constitutionnelle d'un éventuel « oui » gagnant, autre cadeau inattendu au PQ, qui a surpris les fédéralistes

dures, peu enclins à négocier quoi que ce soit.

Les conditions étaient donc réunies pour que le premier ministre Bouchard impose à son Conseil national préélectoral l'abandon du référendum mandataire en faveur de la doctrine élastique des « conditions gagnantes », qui permet d'ajouter des conditions *ad nauseam* au « déficit zéro » et à la « clarté » de la question et de la majorité. La facilité avec laquelle Lucien Bouchard, ancien ministre conservateur fédéral, s'est imposé à son parti alors qu'il n'avait jamais lui-même gagné d'élections comme dirigeant péquiste (en 1994, c'était Jacques Parizeau qui dirigeait le PQ, alors que Bouchard dirigeait le Bloc québécois) en dit long sur la dégénérescence de ce parti, devenu une machine électorale au service d'un chef. Armé au niveau socio-économique, de la doctrine du « déficit zéro » et, au niveau socio-politique, de celle des « conditions gagnantes », le PQ entreprit la campagne en trombe.

### Optimisme économique ambiant

Comble de chance, le début de la campagne coïncida avec le tournant à la hausse des cours des bourses, tournant déclenché par une baisse inattendue et paniquée des taux de base de la Réserve Fédérale US à la mi-octobre. Autrement la débâcle boursière mondiale, qui faisait craindre une transformation rapide de la crise russo-asiatique en une crise mondiale, risquait de devenir le thème incontournable de la campagne électorale tout en rendant caduque toute la stratégie du « déficit zéro ». Au contraire, l'optimisme ambiant permit un faux débat pseudo-comptable sur l'allocation des surplus virtuels de l'après déficit zéro, comme si tout danger de crise mondiale était définitivement écarté. Si cette lancée avait réussi à ancrer la campagne solidement à droi-

### Les partis politiques québécois

**Parti québécois (PQ) :** parti nationaliste québécois, indépendantiste et social-démocrate en paroles, autonomiste et néolibéral en fait. Issu de l'aile nationaliste du Parti libéral du Québec à la fin des années 60, influent au sein des directions syndicales et populaires.

**Parti libéral du Québec (PLQ) :** parti nationaliste canadien (fédéraliste), néolibéral parfois honteux et tout aussi capable de populisme que le PQ. Parti de la grande bourgeoisie.

**Action démocratique du Québec (ADQ) :** parti de la jeune garde montante, fièrement néolibéral au discours anti-aborigène et anti-syndical, issu de l'aile nationaliste du PLQ au début des années 90.

**Parti de la démocratie socialiste (PDS) :** Parti anticapitaliste et indépendantiste, regroupant les militant(e)s ayant fait une première rupture avec le nationalisme et le néolibéralisme (indépendantiste et social-démocrate de gauche en 1994 sous le nom de "Nouveau parti démocratique du Québec — NPDQ"). Les militant(e)s québécois de la IV<sup>e</sup> Internationale prennent part à la construction de ce parti.

**Parti égalité :** parti partitionniste "à l'irlandaise" en cas d'indépendance. Parti des anglo-québécois extrémiste (les anglophones et allophones sont environ 20 % de la population du Québec).

**Bloc-Pot :** parti pour la légalisation des drogues douces. Parti des écuré(e)s de la politique, surtout des jeunes, mais qui veulent agir sur le terrain politique.

**RAP :** Mouvement social-démocrate indépendantiste formé fin 1997. Discours redistributif anti-néolibéral dur, mais sans programme. Regroupe les déçu(e)s du PQ.

te, par contre, l'accord unanime des trois partis de droite sur le déficit zéro, ne permettait à aucun de se démarquer en matière de politique économique et sociale.

Le débat télévisé des chefs à la mi-campagne relança celle-ci sur la question constitutionnelle qui, elle, permettait une démarcation entre les partis. Le thème des conditions gagnantes permettait certes au PQ de se sortir du cul-de-sac référendaire, cul-de-sac, faut-il le rappeler, dans lequel il s'était lui-même fourré en détruisant la confiance du peuple québécois, véritable condition gagnante, par sa politique droitière du déficit zéro, mise en place dès la quasi-victoire d'octobre 1995, tellement la défaite du « oui » par moins d'un point de pourcentage avait estomaqué les fédéralistes qui escomptaient écraser les souverainistes.

Mais la doctrine des conditions gagnantes avait quand même l'inconvénient de faire reculer le règlement de la

### Résultats électoraux

Parti	1998		1994	
	%	élu(e)s	%	élu(e)s
Parti québécois (PQ)	42,87	76	44,75	77
Parti libéral (PLQ)	43,35	48	44,40	4
Action démocratique (ADQ)	11,81	1	6,46	1
PDS (NPDQ en 94)	0,59		0,85	
Parti égalité	0,31		0,29	
Bloc-Pot	0,24			
RAP	0,17			
2 partis néostalinien	0,12		0,06	
Parti vert			0,14	
Autres	0,34		3,05	

question constitutionnelle aux calendes grecques sans offrir de réformes immédiates. Cette faille, l'adversaire fédéraliste, le Parti libéral, ne manquait pas de la reprocher au PQ, lui qui proposait très immédiatement la négociation, conjointement avec les autres provinces, d'une « *Union sociale* » face au gouvernement fédéral, comme solution à la réduction unilatérale de près de 40 % des subventions fédérales aux budgets sociaux des provinces depuis 1994. L'Union sociale propose la gestion commune des politiques sociales (pourtant clairement une responsabilité provinciale selon l'Acte constitutionnel de 1867) accompagnée d'un droit de retrait financièrement compensé en cas de désaccord sur une politique commune mais à condition que la province récalcitrante se dote d'une politique similaire. Le recul sur les prérogatives provinciales était évident, sans compter d'éventuelles concessions qui devraient être faites au très centralisateur gouvernement fédéral (si toutefois il daigne même négocier sérieusement, ce qui n'est pas encore acquis à ce jour). Ottawa ne veut tout simplement pas s'engager à dépenser ses nouveaux surplus en faveur des budgets sociaux, sa priorité restant le remboursement de la dette et les rabais d'impôts.

Quelle ne fut pas la consternation générale quand le PQ, pour obtenir le vote des fédéralistes mous, lors de la dernière semaine de la campagne, se rallia au projet de l'Union sociale, étant bien compris que son éventuel succès compromettrait l'objectif de l'indépendance. De là à conclure que le PQ jouait le grand jeu pour tout faire échouer, il n'y avait qu'un pas que franchirent les Libéraux qui avaient toujours eu intérêt à démoniser le PQ. Par contre, beaucoup d'indépendantistes sincères, se souvenant de la catastrophique nuit des longs couteaux de 1982, où le même grand jeu mené par René Lévesque, père fondateur du PQ issu de l'aile nationaliste du Parti libéral, avait finalement complètement isolé le Québec qui y perdait son droit de veto implicite sur les réformes constitutionnelles, voyaient se réaliser leurs pires appréhensions. Ainsi se termina une campagne droitière, dominée comme jamais par les chefs de parti, ramenant au pouvoir un PQ affaibli, qui avait eu un peu moins de votes que les Libéraux mais dont les appuis, trop concentrés dans les quartiers anglophones et allophones de Montréal et dans les comtés francophones de la région de la capitale fédé-

rale, se perdaient dans le système uninominal à un tour typique des contrées anglo-saxonnes.

## Manceuvres médiatiques

Pourtant le bipartisme, aux partis régionaux près, favorisé par le système électoral britannique avait moins dominé qu'en 1994. Un tiers parti non régional issu, comme le PQ, de l'aile nationaliste restante du Parti libéral, l'ADQ, populiste très droitier en matière économique et sociale et constitutionnellement centriste, pour ne pas dire Ponce-Pilate avec sa proposition d'un gel constitutionnel pour dix ans (équivalant à un appui tacite aux fédéralistes), a attiré près de 12% des voix, même s'il n'a fait élire que son chef. Si le parti le plus droitier a presque doublé son score relatif par rapport aux élections de 1994, c'est que très consciemment les monopoles médiatiques, et en particulier les deux grands réseaux télévisuels, en ont fait systématiquement la promotion acritique bien au-delà de sa représentativité, avec l'appui tacite des deux grands partis traditionnels qui ont accepté la présence de son unique député lors du débat télévisuel des chefs, qui fut déterminant.

Grands médias, partis traditionnels et autres affairistes ayant un intérêt à ce que le vote de protestation populaire qui ne voulait pas appuyer le parti anti-Québec favori de la grande bourgeoisie, ne se dirige pas d'instinct vers la gauche n'avaient d'autre choix que de promouvoir l'ADQ du jeune télégénique Mario Dumont.

En effet, pour la première fois de l'histoire du Québec, un parti de gauche présentait des candidat(e)s presque partout au Québec, soit 97 sur 125 comtés. Pour ajouter l'injure à l'insolence, ce parti, le Parti de la démocratie socialiste (PDS) se présentait avec un programme nettement anticapitaliste et indépendantiste.

Son leitmotiv était qu'on avait le choix entre la politique du « *Parti néolibéral* » à trois têtes, qui vise les coupes des services publics pour renflouer les banques et les riches — le quart des revenus provinciaux et près du tiers des revenus fédéraux vont au remboursement des intérêts sur la dette publique — et celle, anticapitaliste, du PDS. Le PDS proposait de s'attaquer aux banques et multinationales ultra-fédéralistes, en luttant pour un Québec indépendant hors ALENA, qui gèlerait les intérêts sur la dette publique, instaure-

rait une réforme fiscale taxant lourdement profits et richesses et nationaliserait les institutions financières. Les dizaines de milliards ainsi récupérés permettraient de renflouer massivement les services publics, d'instaurer le plein emploi écologique sur la base des 32 heures payées 40 et de contribuer au relèvement du tiers monde en annulant sa dette et en s'opposant aux alliances militaires comme l'OTAN.

L'effort électoral maximum du petit PDS a à la fois encouragé et forcé l'aile social-démocrate du RAP à présenter à la dernière minute une demi-douzaine de candidats sans étiquette de parti, y compris dans certains comtés où le PDS avait déjà des candidats en campagne, sur la base du démagogique « *revenu de citoyenneté* » qui, capitulant devant le néolibéralisme, esquivait la confrontation avec le capital pour l'obtention du plein emploi. Ce que voyant, les grands médias ont consenti à donner une place non négligeable à leur candidat vedette, ancien dirigeant syndical radical particulièrement populiste, ce qui à la fois ne nuisait pas à l'ADQ, puisqu'un seul comté était concerné, et servait de défoulement aux frustrations populaires tout en donnant de la gauche une image unidimensionnellement redistributive.

Les résultats électoraux de toutes les tendances de gauche ont été fort modestes. Nul doute qu'une conjoncture électorale d'euphorie boursière et de baisse du chômage depuis la fin de l'été — en pleine campagne électorale, le taux de chômage au Québec descendait en dessous de la barre de 10 % pour la première fois depuis 1989 — furent favorables à la droite. A cela s'est ajoutée la campagne médiatique pro-ADQ et le boycott quasi-total des grands médias nationaux envers le PDS. Le PDS était en plus handicapé par une absence abyssale de moyens financiers dans le contexte d'une loi électorale généreuse pour les deux grands partis de l'alternance et ne garantissant aucun accès gratuit aux médias.

## Morosité du mouvement social

Reste qu'un prolétariat confiant et conscient aurait pu voir à travers les circonstances éphémères et les batailles publicitaires les plus monstrueuses. La clef de l'énigme est plutôt à rechercher tant dans la dynamique de morosité du mouvement social que dans l'emprise du nationalisme.

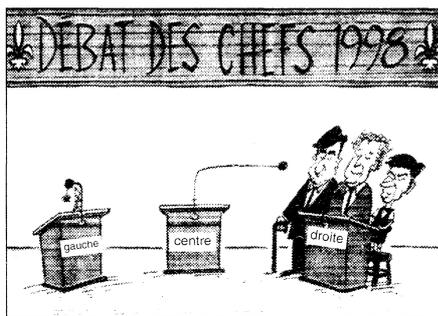
Le Québec est loin du relatif optimisme de la fin de règne libéral de l'automne 1994 qui laissait poindre à l'horizon l'espoir de l'indépendance au bout de la stratégie des « *trois périodes* » — prise du pouvoir par le PQ, référendum gagnant, déclaration de l'indépendance que les négociations soient fructueuses ou non — de la direction Parizeau, alors chef du PQ. Le Québec est toujours dans la déprime post-référendaire, envenimée par le PQ avec sa stratégie du déficit zéro ratifiée par les directions syndicales lors des Sommets socio-économiques de 1996.

Cette déprime n'a pas été cassé par le bref sursaut de l'automne 96 autour de la grève des Cégeps (lycées) (qui a obtenu le gel des frais officiels de scolarité) et des manifestations des plus importants syndicats des services publics, qui, cependant, ne se sont pas transformées en journées de grève telles que voté. De la même manière, la Marche des femmes pré-référendaire de 1995, réclamant des « *infrastructures sociales* » s'est enlisée dans le piège de « *l'économie sociale* » — services sociaux au rabais et inégalitaires qui se substituent partiellement aux services publics liquidés — entraînant à sa suite le gros des mouvements populaires réduits à être des « *quêteurs* » de subventions conditionnelles et temporaires pour soulager la misère des exclu(e)s. D'ailleurs ce nouveau « *patronage* » péquiste, réminiscent de la « *grande noirceur* » du régime du premier ministre Duplessis d'avant 1960, a incité la plupart des directions des groupes populaires à se servir de la campagne électorale pour faire du lobbying auprès des « *partis gagnants* », tout en ignorant le PDS.

Cet enlissement favorise une forte morosité qui ne porte pas le prolétariat à voter pour lui-même ni à rompre l'emprise nationaliste. Cette morosité contraste même avec le succès de la grève de UPS aux États-Unis, puis du mouvement gréviste contre GM l'été dernier, qui ne sont pas étrangers aux minces déboires républicains lors des élections au Congrès de novembre dernier.

De même, la modeste montée du NPD canadien (social-démocrate) aux élections fédérales du printemps 1997 faisait suite au mouvement opposé à la contre-réforme de l'assurance-chômage, mouvement particulièrement fort dans les provinces maritimes et en Gaspésie québécoise, régions les plus durement frappées par le chômage,

d'où le succès électoral historique du NPD en Nouvelle-Écosse et en Acadie francophone. De même, en Ontario, l'ampleur du mouvement anti-Harris, du nom de son premier ministre conservateur, contre les politiques antisyndicales et antisociales y ont empêché la percée du réactionnaire Reform Party de l'Ouest canadien, qui a pu devenir le parti officiel de l'opposition à Ottawa mais pas un parti pan-canadien, car il ne dispose pas de députés à l'Est du Manitoba. Si ce sont les Libéraux fédéraux de Jean Chrétien, mêmes affaiblis, qui ont pu profiter de cette contre-performance du Reform Party, pour reconquérir le pouvoir, c'est parce que le NPD ontarien de l'ex-premier ministre Bob Rae avait laissé le souvenir de dures politiques néolibérales au début des années 90.



Les résultats des élections québécoises du 31 novembre sont le produit d'une contradiction : d'un côté, un début de rassemblement de la gauche — processus qui est loin d'avoir abouti et qui reste ambigu, faut-il le souligner — induit par la crise de la stratégie néolibérale adoptée par le PQ, de l'autre côté, une stagnation du mouvement social qui ne s'est pas relevé de la défaite référendaire. Le résultat de cette situation contradictoire : c'est, côté positif, un parti indépendantiste anticapitaliste rassembleur capable de faire une campagne nationale, si modeste soit elle et, côté négatif, un score électoral en deçà du potentiel de la frustration populaire, de la crise du libre-échange et du léger tournant à gauche dans les pays impérialistes.

Comment expliquer cette stagnation post-référendaire qui contraste avec la reprise des luttes chez les voisins du Québec, tout au moins jusqu'au début 1998 ? Il faut peut-être y voir les particularités de l'oppression nationale de la nation québécoise, comme nation faisant partie d'un État impérialiste et partie prenante elle-même de cet impérialisme. Cette oppression est forte en ce sens que le Canada ne reconnaît pas

constitutionnellement la nation québécoise ni son oppression parce que, dit la Cour suprême, elle n'est ni une colonie ni sous la botte d'un régime militaire ou fasciste. De plus la lutte acharnée des puissances impérialistes pour la domination des marchés ne laisse plus aucune place aux concessions décentralisatrices et encore moins sécessionnistes.

Ce blocage explique pourquoi le PQ et le Bloc québécois sont attirés par le « *dumping* » social et culturel vers les provinces, prôné ouvertement par le Reform Party et l'ADQ, dont les programmes économiques et sociaux se rejoignent. Ce dumping, réinterprété comme décentralisation des pouvoirs, attire le PQ et le Bloc, qui résistent mal à l'invitation de participer en février prochain à la réunion de l'Alternative unie, promue par le très anti-québécois Reform Party, qui cherche à unifier la droite conservatrice et réactionnaire canadienne, divisée entre les Conservateurs et le Reform, pour déloger les libéraux fédéraux du pouvoir. Mais cette oppression du Québec a la nostalgie des acquis socio-économiques historiques de l'État canadien, « *le meilleur pays du monde* » d'après l'indicateur de développement humain de l'ONU, ce que ne manque jamais de souligner le premier ministre canadien, Jean Chrétien. Ces acquis, même en voie d'effritement, apparaissent comme autant de bouées de sauvetage dans un monde en crise.

Cette contradiction, qui ne cesse de se tendre depuis une génération avec le développement de la crise endémique du capitalisme, a engendré une valse-hésitation du peuple québécois, qu'a bien comprise et que reflète bien la direction péquiste, hésitation qui paralyse la riposte anti-néolibérale des classes ouvrière et populaire du Québec. D'où une riposte qui s'amorce et qui tombe en panne, des directions syndicales et populaires au verbe haut mais finalement impuissantes et une gauche politique qui n'en finit plus de rompre avec le bloc nationaliste.

Un parti politique avec un programme qui lie d'une façon indissociable libération nationale et sociale doublé d'une pratique d'enracinement dans les luttes sociales et l'intervention constante sur la scène politique est bien sûr la réponse appropriée à cette paralysie historique. Mais cette réponse aura besoin de leçons historiques encore plus puissantes pour briser la torpeur populaire.

20 janvier 1999

Les nouvelles attaques des États-Unis contre l'Irak au mois de décembre dernier et les menaces d'autres actions meurtrières ne sauraient être enregistrées avec un esprit de résignation, comme des événements routiniers contre lesquels on ne peut rien faire. En réalité, elles reflètent de la manière la plus crue quel est, pour ainsi dire, l'état du monde à l'heure actuelle.

Au risque de répéter des choses que nos lecteurs savent déjà, il faut encore une fois se lever contre les mystifications par lesquelles on a voulu justifier, voire glorifier, des entreprises littéralement criminelles. D'abord, contrairement à ce que prétendent William Clinton et Antony Blair, il est absolument faux que l'Irak continue de représenter une menace militaire, notamment pour ses voisins. Comme l'ont souligné de nombreux commentateurs, ce pays a été dans une large mesure désarmé et ne saurait se lancer dans des actions militaires un tant soit peu importantes, que l'irresponsable dictateur Saddam Hussein puisse le rêver ou non. En fait, c'est plutôt l'Irak qui doit se préoccuper du potentiel militaire, y compris nucléaire et chimique, dont disposent les pays qui lui sont proches, comme l'État d'Israël, l'Iran, la Turquie et même la Syrie.

Veulent-ils écrire une nouvelle page en matière de droit international ? Dans tous les cas de figure, personne ne saurait prétendre que Saddam sort affaibli de l'épreuve : au contraire, il a pu redorer son blason en apparaissant comme l'ennemi numéro un d'un impérialisme qui martyrise son peuple. Personne ne saurait croire, par ailleurs, qu'une opposition irakienne plus impuissante que jamais, malgré les 100 millions de dollars que le Congrès des États-Unis lui a octroyé, ait tiré un quelconque bénéfice de la nouvelle agression.

En fait, la seule explication de la décision des États-Unis de frapper à nouveau l'Irak et de projeter de nouvelles agressions est la même qui s'imposait lors de la guerre du Golfe. Les États-Unis veulent démontrer, d'un côté, qu'ils contrôlent à leur gré une région cruciale du point de vue aussi bien économique que politique et, de l'autre, que ceux qui n'acceptent pas leur diktat, ne peuvent espérer échapper à leur vengeance. Toutes les autres considérations — rapports avec leurs alliés, en Europe et ailleurs, et le rôle de l'ONU — sont relégués au second plan.

Ils peuvent d'autant plus se permettre un tel choix que leurs alliés privilégiés, les autres puissances de

## Arrêter le martyre du peuple irakien !

Deuxièmement, c'est tout à fait contestable que le projet « *pétrole contre nourriture* » ait amélioré substantiellement la condition des Irakiens. Il suffit de rappeler que l'Irak, à cause de l'état de délabrement de son appareil de production, n'a pas pu exporter, selon les termes de l'accord, l'équivalent de 5,2 milliards de dollars de pétrole tous les six mois : en fait, en 1997, l'accord n'a été réalisé que dans la mesure de 52 %. Par ailleurs, 32 % des revenus perçus par l'Irak ont été affectés aux compensations de dommages de guerre et aux frais des Nations Unies sur place.

Quoi qu'il en soit, les conséquences d'une guerre, qui n'a pas touché à sa fin depuis désormais huit ans, pèsent de plus en plus lourd sur la société irakienne, sur la très grande majorité de sa population. Les données statistiques en la matière sont innombrables et personne ne les conteste. Dans un appel récent pour la levée des sanctions contre l'Irak, Noam Chomsky, Edward Herman, Edward Said et Howard Zinn ne rappellent qu'un seul "détail" : « *Selon des études des Nations Unies, au cours de ce mois [janvier 1999] la politique des États-Unis tuera 4500 enfants en dessous de 5 ans de même qu'elle l'a fait le mois dernier et tous les mois précédents depuis 1991. Après la fin de la guerre du Golfe, au moins des centaines de milliers — sans doute, plus d'un million — d'Irakiens sont morts comme conséquence directe des sanctions imposées par l'ONU, qui sont le résultat direct de la politique des États-Unis.* » Voilà une barbarie qui se passe de tout commentaire.

Est-ce que les attaques ont atteint leur but, du point de vue des criminels qui les ont lancées ? Quelles pertes ont été effectivement infligées à Saddam et à son régime ? Un bilan crédible reste à faire en ce qui concerne aussi bien la perte de vies humaines que les destructions matérielles. Mais il est quand même incontestable que des objectifs n'ayant rien de militaire ont été atteints et que de nombreux civils ont été tués. Le Pentagone a prétendu que 1000-1500 prétoriens de Saddam ont été tués, sans avoir la moindre indulgence à l'égard de ces prétoriens, il faudrait quand même se demander de quel droit les États-Unis peuvent procéder à une pareille purge.

l'OTAN, soit s'associent de gaieté de cœur à l'aventure comme le fait le misérable Antony Blair, soit se limitent à grogner dans l'impuissance. Quant à l'ONU, elles s'est avérée encore une fois incapable de prendre quelque mesure que ce soit qui aille à l'encontre des intérêts de l'impérialisme hégémonique. Faut-il rappeler, pour faire un exemple récent, que l'illustre aréopage n'a pas répondu à la demande d'enquête avancée par le Soudan après la destruction de l'usine pharmaceutique de Khartoum ?

Dans une interview au *Monde* (20 décembre 1998), Ronald Neumann, sous-secrétaire d'État adjoint, a posé aux pays européens une question pertinente : « *Si vous n'aimez pas notre politique, en avez-vous une autre ?* »

Une telle question ne peut évidemment pas gêner sous quelque forme que ce soit des révolutionnaires et des militants anti-impérialistes. Notre réponse va de soi : il faut arrêter toute attaque contre l'Irak et mettre fin immédiatement à l'embargo. Il faut être solidaires avec toutes les forces populaires susceptibles d'entamer une lutte pour le renversement du régime dictatorial et exploiteur de Saddam sans aucune complaisance à l'égard d'"opposants" soutenus par les États-Unis ou d'autres puissances impérialistes. Il faut tout faire pour mettre fin à la résignation et à la passivité affligeante qu'on a enregistré dans la grande majorité des pays lors des agressions récentes.

Mais les gouvernements européens eux-mêmes, désormais dans leur majorité à direction social-démocrate, s'ils ne partagent effectivement pas le choix de Washington, pourquoi n'expriment-ils pas leur condamnation dans les termes les plus explicites, en se désolidarisant sans se cacher derrière des formules byzantines ? Pourquoi ne demandent-ils pas que l'ONU se prononce ne fût-ce que pour déplorer les initiatives prises dans son dos ? S'ils n'entreprennent même pas de telles démarches, ils démontrent qu'ils n'ont aucune intention d'inaugurer un cours nouveau. ■